

DIPLOMATIE

**Tebboune réunit les chefs de missions diplomatiques au Machreq Arabe et en Iran**

P. 24

ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

**Début du double scrutin dans des bureaux itinérants**

P. 3

ALGÉRIE-RÉPUBLIQUE DU CONGO

**Lamamra reçu à Brazzaville par le président de la République du Congo**

P. 24

PROJET DE LOI DE FINANCES 2022

## Benabderrahmane : "le texte consacre la préservation du caractère social de l'Etat"

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, mardi à Alger, que le texte de loi de finances 2022 consacrait la préservation du caractère sociale de l'Etat, notamment à travers la rationalisation de l'appui en ciblant exclusivement les catégories démunies. Répondant aux questions des membres du Conseil de la nation dans le cadre du débat autour du texte de loi de finances 2022, M. Benabderrahmane a fait savoir que ce texte a porté sur "le maintien de l'appui aux catégories démunies et la rationalisation de cet appui d'une manière permettant de garantir la préservation du caractère social de l'Etat énoncé dans la Proclamation du 1<sup>er</sup> novembre que nous devons tous mettre en œuvre et respecter".

P. 6  
DKnews-APS



APN

**Examen des propositions d'amendement des projets de loi relatifs au code pénal et à la lutte contre la spéculation illicite (commission)**

P. 4

TOURISME

**Un nouvel arsenal juridique pour cadrer avec les exigences de l'heure (Hamadi)**

P. 6

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

**Saidal : début de la production d'anti-cancéreux en full-process dès 2023**

P. 10

SANTÉ

FOIE

**Le gras et le sucre, les ennemis de votre foie**

P. 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (5<sup>e</sup> journée)

**Choc à Sétif, favorable aux co-leaders**

P. 22



INTERNET FIXE

**L'Algérie gagne 30 places au classement Speedtest d'Ookla du mois d'octobre**

P. 24

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

**Quatre éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine**

P. 24

## MÉTÉO

## Des pluies parfois orageuses sur plusieurs wilayas (BMS)



Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses avec des rafales de vent sous orages, affecteront, à partir de mardi soir, plusieurs wilayas du pays, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. Selon le BMS, de niveau de vigilance Orange, les pluies affecteront les wilayas de Aïn Temouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Tipaza, Blida, Alger, Mascara, Relizane, Tiaret, Tissemsilt, Aïn Defla et Médéa. Les quantités estimées des pluies oscilleront entre 20 et 40 mm durant la validité du BMS qui s'étend du mardi à 21h00 au mercredi à 21h00, ajoute la même source.

## ORAN

## Incendie dans l'usine Coca Cola

Les unités de la protection civile de la wilaya d'Oran sont intervenues dans la nuit de mardi à mercredi, pour éteindre un incendie au niveau de l'usine Coca Cola dans la commune d'oued Tilet, selon un communiqué de la direction locale de ce corps constitué. "L'intervention rapide des services de la protection civile à 19h53 mn a permis de maîtriser un incendie qui s'est déclaré dans un entrepôt de l'usine et d'éviter sa propagation vers d'autres parties, notamment celles dédiées à la production", précise le communiqué. D'importants moyens ont été mobilisés lors de cette opération dont 14 camions anti-incendie, une échelle mécanique, quatre ambulances et une centaine d'éléments de différents grades.

## MOUDJAHIDINE

## Décès du moudjahid Abdellah Nasri dit "Barkat"

Le moudjahid et membre de l'Armée de libération nationale (ALN), Abdellah Nasri dit "Barkat" est décédé à l'âge de 90 ans, a-t-on appris mercredi auprès du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. Né en 1931 à Khenchla, le défunt a rejoint dès son jeune âge, les rangs de la Révolution en tant que fidaï au sein de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) en 1954, et membre de l'ALN en 1955 dans la wilaya I. Au lendemain de l'indépendance, le défunt a poursuivi son combat au service du pays et a apporté ses témoignages dans le cadre d'événements historiques.

## AÏN TEMOUCHENT

## Démantèlement d'un réseau de trafic de stupéfiants

Les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'El Amria (Aïn Temouchent) sont parvenus à démanteler un réseau criminel spécialisé dans la commercialisation de stupéfiants et à la saisie de 4,3 kilos de kif traité, a-t-on appris mercredi auprès de la sûreté de wilaya. L'opération a eu lieu suite à l'exploitation d'informations faisant état de l'activité suspecte d'un réseau criminel spécialisé dans la commercialisation de stupéfiants, a précisé la cellule de communication et des relations publiques.

La même source a ajouté que le principal suspect dans cette affaire a été identifié et a été arrêté en compagnie d'une complice dans la wilaya d'Oran, et ce suite à une autorisation d'extension de compétence délivrée par le parquet du tribunal d'El-Amria. L'opération a permis la saisie de 4,3 kilos de kif traité et une somme de 400.000 dinars issue des revenus du trafic, en plus d'une voiture qui était utilisée par le réseau dans le transport des stupéfiants, a-t-on fait savoir.

## DIPLOMATIE

## Nouveaux ambassadeurs d'Algérie au Rwanda...



Le Gouvernement rwandais a donné son agrément à la nomination de M. Merzak Bedjaoui en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Rwanda, indique mercredi le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué.

## ...au Soudan...

Le Gouvernement soudanais a donné son agrément à la nomination de M.

Mourad Issaad en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République du Soudan, indique mercredi le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué.

## ...et en Afrique du Sud

Le Gouvernement sud-africain a donné son agrément à la nomination de M.

Mohamed-Hacene Echarif, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République d'Afrique du Sud, indique mercredi le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué.

## BEM - BACCALURÉAT

## Les inscriptions du 28 novembre au 23 décembre (ministère)



Les inscriptions aux examens du Brevet d'enseignement moyen (BEM) et du Baccalauréat (session 2022) seront ouvertes du 28 novembre au 23 décembre, a annoncé mercredi le ministère de l'Éducation nationale dans un communiqué.

Le ministère informe l'ensemble des élèves des classes d'examen (Brevet d'enseignement moyen et Baccalauréat) scolarisés dans des établissements publics et privés et les candidats libres que les inscriptions seront ouvertes de dimanche 28 novembre 2021 à jeudi 23 décembre 2021, a précisé la même source. Pour les candidats scolarisés, "ce sont les directeurs d'établissement qui procéderont à l'inscription de leurs élèves concernés par ces examens via la plateforme numérique du ministère", et ce, afin d'épargner aux élèves et à leurs parents d'éventuels tracasseries liés aux inscriptions, a expliqué le communiqué. Les candidats libres doivent quant à eux s'inscrire via les sites électroniques de l'Office national des examens et concours (ONEC): <https://bac.onec.dz> pour le Baccalauréat et <https://bem.onec.dz> pour le BEM, a indiqué le communiqué.

## CONSEIL DE LA NATION

## Vote aujourd'hui du texte de loi de finances 2022



Le Conseil de la nation reprendra, jeudi à partir de 9h30, ses travaux en séance plénière consacrée au vote du Texte de loi de finances 2022.

L'Assemblée populaire nationale (APN) avait adopté, le 17 novembre courant, le projet de loi de finances pour l'exercice 2022 (PLF 2022), après introduction d'amendements et de nouveaux articles, lors d'une plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane et nombre de ministres.

## TIZI-OUZOU

## Les écoles de Boudjima passent à l'énergie solaire

Les établissements scolaires de la commune de Boudjima au Nord-est de Tizi-Ouzou, seront alimentés, dans leur totalité, en énergie solaire d'ici 15 jours, a-t-on appris mercredi du premier responsable de cette commune, Smail Boukherroub.

"Sur les 8 écoles que compte la commune, 6 sont déjà équipées en installations solaires et sont fonctionnelles et les 2 autres restantes le seront dans 2 semaines, au plus tard" a-t-il indiqué à l'APS, ajoutant que "80% du réseau d'éclairage public du chef-lieu de la commune a été, également, remplacé par des panneaux photovoltaïques".

Le coût approximatif de ces opérations s'élève, selon Boukherroub, à environ 12 000 000 DA.

"Une somme conséquente pour une commune rurale comme la nôtre mais ça valait le coup car cela nous permettra de réduire de moitié nos dépenses en énergies, soit entre 2 000 000 à 2 500 000 DA par an" a-t-il conclu.

## JUSTICE

## L'ancien DG de la Sûreté nationale Abdelghani Hamel condamné à 8 ans de prison ferme



La Cour d'Alger a condamné, mercredi, l'ancien Directeur général (DG) de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel, poursuivi, avec sa femme et des membres de sa famille, pour des charges liées à la corruption et pour "abus de fonction", à 8 ans de prison ferme.

Les fils d'Abdelghani Hamel, Amiar, Chafik et Mourad ont été respectivement condamnés à 5, 4 et 3 ans de prison ferme, sa fille Chahinez à 18 mois de prison avec sursis, et son épouse Annani Salima à un an de prison avec sursis.

Abdelghani Hamel a été poursuivi, ainsi que sa femme et ses quatre enfants dans cette affaire, pour "blanchiment d'argent", "enrichissement illicite", trafic d'influence" et "obtention d'assiettes foncières par des moyens illégaux".

## ELECTIONS LOCALES DU 27 NOVEMBRE

# Fin de la campagne sans déchaîner les passions (Bilan)

Alors que vient de s'achever la campagne officielle pour les Locales, force est de constater que celle-ci n'a pas déchaîné les passions, en dépit de la mobilisation des chefs des principaux partis politiques qui ont multiplié les sorties sur le terrain pour convaincre les citoyens sur l'importance d'utiliser leur droit de vote.

Les responsables politiques et leurs candidats ont éprouvé beaucoup de peine à faire décoller la campagne, compliquée déjà par les contraintes sanitaires liées au Covid-19, mais aussi par les conditions climatiques rigoureuses qu'a connu le pays durant ces dernières semaines. Néanmoins, après un début timide, la cadence de la campagne s'est accélérée notamment pendant les deuxième et troisième semaines sans, pour autant, donner lieu à de grands shows électoraux. Les espaces d'affichage réservés aux candidats à ces locales sont peu exploités, quelques affiches seulement ayant tapissé les panneaux installés à cet effet. Excepté les leaders de la classe politique qui ont investi le terrain depuis le lancement officiel de la campagne le 4 novembre dernier, peu de candidats ont tenu des meetings. En effet, faute de grands meetings électoraux, la campagne s'est déroulée sur les réseaux sociaux pour de nombreux candidats qui ont investi la toile pour se faire connaître de l'électorat et tenter de glaner quelques voix le jour "J".

La campagne a mené les chefs des partis politiques, quant à eux, aux quatre coins du territoire national sur un tapis d'engagements et de promesses tous azimuts.

### Enjeux du scrutin

L'appel à une forte participation a constitué une "priorité" pendant ses 21 jours de campagne. Si pour certains, l'appel à une participation massive aux prochaines locales est motivé par le souci de corriger les dysfonctionnements constatés dans le développement local, de barrer la route aux "opportunistes", ou encore pour parachever l'édification institutionnelle de l'Algérie, pour d'autres, il s'agit d'étape importante vers le renforcement du front interne, la préservation



de l'unité nationale et de la stabilité du pays pour faire face à toute menace extérieure.

La nécessité d'opter pour un nouveau mode de gestion des collectivités locales à travers l'élargissement des prérogatives des élus locaux et l'adoption d'une gouvernance locale rationnelle, a été soulignée par les principaux chefs de partis politiques lors de leurs meetings et activités de proximité menés dans le cadre de la campagne pour ces locales.

Les leaders de la classe politique ont plaidé, également, pour l'importance de conférer un "rôle pivot" aux futures Assemblées élues, noyau de base de l'Etat, avec comme objectif suprême d'ériger une "Algérie forte par ses institutions". En outre, la révision des codes de la commune et de la wilaya pour permettre aux collectivités locales de jouer pleinement leur rôle dans le développement

socio-économique du pays est revenue tel un leitmotiv dans les interventions des chefs de partis politiques durant les 21 jours de la campagne pour ces élections locales. Par ailleurs, la classe politique a mis l'accent sur l'importance d'opérer un "véritable changement" à travers la concrétisation du développement local et la prise en charge des doléances du citoyen en faisant de lui un "partenaire clé" dans la gestion de la vie économique de la commune.

Ils ont exhorté, à ce titre, les citoyens à bien choisir leurs futurs représentants afin de concrétiser leurs aspirations au changement au niveau local. Libérer l'élu de toutes les contraintes entravant une gestion efficace des collectivités locales, investir dans une ressource humaine compétente et intégrée, booster l'investissement local pour créer le développement à travers la révision des procédures

relatives à l'investissement agricole dans les wilayas du Sud du pays, sont parmi les points proposés par les partis politiques durant cette campagne pour les locales du 27 novembre prochain. Sur un autre plan, le président l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a estimé que la campagne s'est déroulée dans un climat éloigné de tout discours contrevenant aux bons usages et en s'astreignant au strict respect de la charte d'éthique des pratiques électorales convenues avec l'instance qu'il préside. Livrant une évaluation préliminaire du déroulement de la campagne, M. Charfi a jugé le "bilan positif", en dépit de "quelques dérapages mineurs" signalés. Il s'agit, a-t-il poursuivi, d'écarts relatifs au non-respect du protocole sanitaire de lutte contre le Coronavirus, et d'autres concernant les règles de bonne conduite avec

les représentants des médias lors de l'accomplissement de leurs missions pour assurer la couverture des différents meetings et les activités organisées dans le cadre des programmes de la campagne électorale. Pour rappel, la loi organique relative au régime électoral énonce que "tout candidat ou personne qui participe à une campagne électorale doit s'abstenir de tenir tout discours haineux et toute forme de discrimination".

Aussi, un protocole sanitaire en prévision des élections locales a été signé par l'ANIE et le ministère de la Santé, en vue de prévenir la propagation du Covid-19. Les deux parties ont souligné leur attachement à l'application stricte des mesures préventives pour le déroulement du scrutin "en toute sécurité", relevant que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour la réussite de ce rendez-vous.

## Appels à une participation massive en clôture de la campagne électorale (presse de l'Est)

Les journaux paraissant dans l'Est du pays ont relayé, mercredi, les appels lancés par les responsables des partis politiques à l'issue de la campagne électorale pour les locales du 27 novembre, en faveur d'une participation massive à cette échéance pour atteindre le changement escompté.

Dans ce contexte, "L'Est Républicain" a rapporté la déclaration du vice-président du Mouvement El-Bina, Ahmed Dane, lors du rassemblement qu'il a animé hier dans la wilaya de Mila, affirmant que le changement souhaité "passe par une large participation à cette échéance électorale", exhortant les citoyens à "respecter les règles de citoyenneté et à être partenaires du changement". La même publication a également

évoqué le discours du secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Tayeb Zitouni, lors du rassemblement tenu hier à Alger, dans lequel il a estimé que "le vrai changement ne peut s'opérer qu'à travers une bonne gouvernance économique", relevant que "l'approche de son parti est basée sur "une gouvernance locale qui donne la parole au citoyen". De son côté, le quotidien d'expression française "Seybouse Times" a relayé les discours de nombreux partis politiques qui se sont concentrés à la fin de la campagne électorale, achevée mardi, sur l'appel à une participation massive au scrutin de renouvellement des assemblées populaires communales (APC) et de wilayas

(APW). Le journal, édité à Annaba, a percuté la déclaration du président du parti El Fad'j El Djadid, Tahar Benbaibèche, faite lors d'un rassemblement populaire animé dans la wilaya de M'sila, appelant à une large participation aux élections du 27 novembre, à l'instar de la présidente du parti Tajamoue Amel El Djazair (TAJ), Fatima Zohra Zerouati, qui a appelé lors d'un rassemblement à Mecheria, wilaya de Naâma, à une forte participation aux élections et à voter pour les candidats de sa formation politique. "Le Quotidien de Constantine" a titré, de son côté, "Silence électoral après 20 jours de compétition apaisée", soulignant que la campagne électorale s'est déroulée dans une atmosphère

saine et apaisée, au cours de laquelle les responsables des partis politiques se sont engagés au strict respect des dispositions de la loi électorale, relevant également qu'aucun dépassement n'a été signalé. De son côté, le quotidien "An-Nasr" a titré "Les candidats entament le silence électoral" indiquant que ces candidats ont animé des rassemblements populaires dans les grandes wilayas, où ils ont plaidé pendant trois semaines en faveur du développement local, l'élargissement des pouvoirs des élus et l'amélioration des conditions de vie des citoyens, en plus de l'appel au renforcement du front intérieur pour faire face aux menaces extérieures, à travers la participation aux élections.

## Début du double scrutin dans des bureaux itinérants

Les opérations de vote pour les locales anticipées du 27 novembre ont débuté mercredi à huit (8) heures à travers des bureaux itinérants dans nombre de wilayas du Sud du pays et ce 72 heures avant le scrutin national conformément à la loi portant régime électoral, ont constaté des correspondants de l'APS. Le scrutin devrait concerner, à partir de ce mercredi, les populations enclavées et nomades des wilayas de Tindouf, Ouargla, Illizi, Djanet, Tamanrasset, Bechar, In Salah et In Guezzam.

D'autres wilayas du Sud du pays entreront en lice à partir de demain jeudi, alors que l'opération concernera, 24 heures avant le scrutin national, des populations ciblées d'autres wilayas, comme stipulé par la même loi Le corps électoral s'est élevé, au terme de la révision exceptionnelle des listes électorales, à 23.717.479 électeurs et électrices, selon les données communiquées par l'ANIE, instance qui supervise tout le processus électoral. Quelque 800.000 encadreurs seront mobilisés pour le bon déroulement

du scrutin dans 61.696 bureaux et 13.326 centres de vote, repartis à travers les 1541 communes que compte le pays. Un total de 1.158 dossiers de candidature aux Assemblées populaires de wilaya (APW) a été retiré, dont 877 dossiers retirés par 48 partis politiques agréés et 281 par des listes indépendantes. Un total de 22.325 dossiers de candidature aux Assemblées populaires communales (APC) a été également retiré, selon la même source.

APN

## Examen des propositions d'amendement des projets de loi relatifs au code pénal et à la lutte contre la spéculation illicite (commission)

La commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, mardi, une réunion consacrée à l'examen des propositions d'amendement des projets de loi relatifs au code pénal et à la lutte contre la spéculation illicite, a indiqué un communiqué de l'APN.

La commission des Affaires juridiques, administratives et des libertés a tenu une réunion, présidée par Mohamed Aziz, président de la commission, et consacrée à l'examen des propositions d'amendement contenues dans le projet de

loi modifiant et complétant l'ordonnance 66-156 relative au code pénal, ainsi que le projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation illicite, et ce, en vue de leur examen avec les délégués de leurs auteurs", a précisé le communiqué. Le com-

muniqué a rappelé que le bureau de l'APN avait soumis "5 propositions au texte modifiant et complétant le code pénal, ainsi que 9 autres propositions concernant le texte relatif à la lutte contre la spéculation illicite".



### "Le projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation contrecarre ceux qui ont déclaré la guerre au citoyen"

Le ministre de la Justice, garde des sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, mardi à Alger, que le projet de loi relatif à la lutte contre la spéculation illicite avait été élaboré pour faire face aux grands spéculateurs ayant "déclaré la guerre au citoyen", en menaçant, par l'exploitation du pouvoir d'achat, la stabilité de la société. En réponse aux questions des députés lors d'une plénière consacrée au débat du projet de loi, le ministre a expliqué que ce texte a été élaboré dans une conjoncture favorable pour mettre un terme aux "gros spéculateurs qui menacent, en usant du pouvoir d'achat, la stabilité de la société". Soulignant que la pénurie de certains produits de base était un "acte prémédité", le ministre a fait savoir que ce texte de loi visait à lutter contre ces spéculateurs, c'est pourquoi la dureté des peines prévues dans le texte est normale à l'encontre de ceux qui "ont déclaré la guerre au citoyen". Concernant les sanctions contre ceux qui recourent au stockage de produits, en particulier de large consommation, et les peines

prévues dans le texte, le ministre de la Justice a expliqué qu'il s'agissait du "stockage illicite ou prémédité pour provoquer la pénurie et la flambée des prix".

D'après le projet de loi, la spéculation est définie comme étant "tout stockage ou dissimulation de biens ou de marchandises dans le but de créer une pénurie sur le marché ou des perturbations dans l'approvisionnement". Il s'agit également de "toute augmentation ou baisse factice des prix des biens, des marchandises ou des titres directement ou indirectement, par le biais d'un intermédiaire, par des moyens électroniques ou tout autre moyen d'escroquerie".

Le projet de loi définit en outre la spéculation comme étant "la diffusion délibérément de fausses informations tendancieuses en vue de créer des perturbations sur le marché et augmenter les prix subitement sans aucun justificatif".

Le projet de texte définit les modalités de luttes contre la spéculation en vue de

"garantir l'équilibre du marché et la stabilité des prix" ainsi que "le rôle des collectivités locales dans ce sens", mettant l'accent sur "l'implication de la société civile et des médias pour promouvoir la culture de consommation".

Ce texte permet au Parquet la mise en mouvement automatique de l'action publique sur ces crimes. De même qu'il permet aux associations activant dans le domaine de la protection du consommateur ou toute autre personne ayant subi un préjudice de déposer une plainte auprès des juridictions et de se constituer partie civile dans les affaires relatives à ces crimes.

Afin de permettre à la police judiciaire lors de l'enquête préliminaire de collecter les preuves, le projet de loi autorise la prorogation, à deux fois, de la durée de garde à vue sur autorisation écrite du procureur de la République compétent ainsi que la perquisition à tout moment sur autorisation écrite. En ce qui concerne les dispositions pénales de ce projet, celui-ci prévoit des

peines privatives de liberté et des amendes selon une échelle graduelle logique ascendante des peines. Si le délit concerne des produits de base comme les céréales et leurs dérivés, le lait, l'huile, le sucre et les légumineuses, la peine peut aller jusqu'à 20 ans de prison assortie d'une amende de 10 millions de DA. Cette peine pourrait être portée jusqu'à 30 ans de prison avec une amende de 20 millions de DA dans le cas où ce crime est commis dans des circonstances exceptionnelles ou en cas de propagation d'une épidémie ou d'une catastrophe.

La peine pourrait être portée à la réclusion à perpétuité si le crime est commis par un groupe criminel organisé. Le projet prévoit également la confiscation du local où le délit a eu lieu ainsi que les moyens utilisés et les fonds encaissés, avec la radiation du registre du commerce, l'interdiction d'exercer d'activités commerciales, la fermeture du local avec interdiction de son exploitation pendant une année au maximum.

TOURISME

## Un nouvel arsenal juridique pour cadrer avec les exigences de l'heure (Hamadi)

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi a annoncé, mardi à Alger, le parachèvement d'un nouvel arsenal juridique conçu pour cadrer avec les exigences de l'heure. Supervisant la rencontre nationale des services extérieurs du secteur, M. Hamadi a indiqué que ces textes de loi seront bientôt distribués à nombre de secteurs et de partenaires dans les domaines du Tourisme pour enrichissement, l'objectif étant de sortir avec une loi régalant le tourisme, l'hôtellerie et les stations thermales.

Le ministre a évoqué également les principaux axes de la feuille de route sectorielle (2022-2024), issue des orientations du Président de la République et du plan d'action du Gouvernement visant à définir les objectifs et fixer les délais de mise en œuvre pour le développement du secteur.

"Le foncier touristique aura la priorité et sera mis à la disposition des véritables investisseurs par le classement des nouvelles zones d'expansion touristiques et la validation de leur plans d'aménagement", a-t-il souligné. Pour booster le tourisme intérieur, le ministre a préconisé "le lancement de nouveaux projets, le parachèvement des programmes d'habilitation et de modernisation des entreprises publiques, outre la création des circuits touristiques thématiques, notamment le tourisme saharien". M. Hamadi qui a insisté sur la promotion de la destination Algérie, a mis en avant "les efforts continus pour l'élaboration d'un plan



marketing efficace dans le cadre de la coopération avec l'Organisation mondiale du tourisme (OMT)".

S'agissant de l'artisanat, le responsable du secteur a mis l'accent sur la protection et la promotion de ce patrimoine tant à l'intérieur qu'à l'étranger. De même qu'il a relevé l'importance de développer l'entrepreneuriat qui, estime-t-il, est "la locomotive de tous les secteurs économiques contribuant à la création de nouvelles activités et des emplois".

Il a rappelé, dans ce sillage, les directives du Président de la République à l'adresse des missions diplomatiques algériennes à l'étranger à l'effet de faciliter l'octroi de visas aux touristes étrangers, prenant en

considération le principe de réciprocité avec les pays concernés. Concernant le Conseil national du Tourisme créé en 2002 (gelé actuellement), le ministre a fait savoir qu'il était en instance consultative qui se veut un espace d'échange de vues et d'idées avec tous les acteurs, faisant état de sa relance avant fin 2021. Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat n'a pas omis d'appeler tout un chacun à contribuer au développement du secteur à travers le renforcement du partenariat public-privé, l'encouragement de l'investissement en sus de la promotion de la formation et l'actualisation des programmes selon les exigences du marché.

JUSTICE

## Nécessité de tirer profit de la technologie pour développer le système juridique et judiciaire (premier président de la Cour suprême)

Le premier président de la Cour suprême, Mamouni Taher, a souligné, mardi à Alger, la nécessité de tirer avantage de la numérisation et de la technologie pour développer le système juridique et judiciaire.

Dans une allocution qu'il a prononcée lors d'une journée d'études sur le rôle de la jurisprudence dans l'évolution du Droit, organisée par le Conseil d'Etat en collaboration avec la Cour suprême et l'Université d'Alger 1, M. Mamouni a expliqué, qu'"à l'ère de la technologie et de la numérisation, nous devons trouver des solutions efficaces pour utiliser ces moyens dans notre pratique quotidienne, avec la création de programmes à même de développer le système juridique et judiciaire".

Pour y parvenir, il a souligné la nécessité "d'une communication continue entre la famille judiciaire et l'université, et veiller à l'actualisation de cette coopération en renforçant le cadre de conventions bilatérales pour tracer une

feuille de route dans le domaine de la pensée juridique".

Il a également appelé à la mise en place "d'espaces scientifiques et intellectuels communs qui abordent les questions et problématiques soulevées dans la mise en œuvre de la loi, d'autant que l'université est la pierre angulaire dont découle la formation intellectuelle dans tous les domaines scientifiques". A noter que cette journée d'études, à laquelle ont pris part le ministre de la Justice, Garde des Sceaux, le Conseiller du Président de la République aux Affaires Juridiques et Judiciaires, et le Médiateur de la République, a été marquée par la présentation de plusieurs interventions axées sur le rôle du juge dans le développement du droit et les défis imposés à l'ombre de la numérisation et des technologies ainsi que le principe de légalité pénale dans le contexte de la mondialisation des textes d'incrimination.

APS

## BEJAIA

## Vers une collecte de plus de 19 millions de litres d'huile d'olive

Une production de plus de 19 millions de litres d'huile d'olive est attendue cette année dans la wilaya de Bejaia, à l'occasion de la présente campagne oléicole qui a débuté récemment, a-t-on appris, mardi, de la direction locale des services agricoles (DSA).

Les prévisions arrêtées à cette étape de la campagne oléicole, qui englobe la région orientale communément appelée "Essahel" allant de Bejaia à Darguina et une partie des vergers occidentaux, étalés entre Bejaia et Sidi-Aich, réputés, à l'inverse du bastion de la Soummam et surtout de la haute vallée éponyme hautement plus prolifiques, tablent sur une production de 19 à 20 millions de litres, a-t-on indiqué de même source.

Des prévisions qui constituent, selon la DSA, "une véritable performance au regard des conditions peu favorables de cette saison, qui a alterné, les facteurs défavorables dont les plus évident restent la sécheresse et les feux de forêts".

Du reste, cette situation peu avantageuse a fait s'installer une forme de sinistrose parmi les professionnels mais surtout les ménages qui ont redouté une rarefaction du produit, installant une "psychose" de fait, due au sur-stockage et contribuant ainsi, à leur corps défendant, à son renchérissement. Le prix d'un litre d'huile d'olive s'étant négocié de suite,



au lendemain des incendies, entre 800 et 900 dinars. À l'évidence les choses se sont tassées, dès les premières récoltes en octobre, consolidées en novembre, et qui ont révélés des productions et des rendements, pour le moins, intéressants avec des moyennes allant de 15 à 20 litres d'huile par quintal, tempérant ostensiblement les ardeurs à la spéculation, d'autant que l'entrée imminente, en production des vergers de la haute vallée, notamment Seddouk, Akbou, Ighil Ali et Tazmalt sont susceptibles d'en atténuer toute les velléités. Ainsi, selon les chiffres de la DSA, près de

37.000 quintaux d'olives et 265.000 litres d'huile ont été collectés à ce jour dans la wilaya de Bejaia, laissant augurer une campagne prometteuse pouvant valoir presque le doublement de la production de la saison dernière, établie à 10,1 millions de litres d'huile et 476.000 quintaux d'olive, a indiqué la DSA.

S'il est vrai que le prix se dessine selon une corbeille composée des productions de Bejaia, Tizi-Ouzou et Bouira, l'impact de la production de la wilaya de Bejaia, considérée comme le bassin oléicole national majeur avec plus de 50 hectares de superficie et 05

millions d'arbres, est fondamental, laissant penser que les prix n'iront pas au-delà de 750 dinars, rassure-t-on de même source.

Quoi qu'il en soit, cette éclaircie inattendue mais ardemment souhaitée, a été permise principalement par le caractère spécifique de l'olivier, qui veut qu'à une bonne saison s'alterne une mauvaise et qui veut que pour cette année, son embellie compense les quelques territoire crâmes par le feu, notamment Toudja, Akfadou et une partie de la région de Sidi-Aich, durement frappés par les flammes de l'été dernier.

## BOUMERDES

## Un plan de protection pour le site archéologique "Mers El Dadjadj" de Zemmouri

Le site archéologique "Mers El Dadjadj" de Zemmouri el-Bahri (à l'Est de Boumerdes), découvert en 2006, a bénéficié d'un plan de protection et de restauration, après son approbation, mardi, par l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Selon un exposé de ce plan présenté devant l'APW, par le bureau d'études qui l'a réalisé, ce site archéologique, qui s'étend sur une superficie de sept (7) hectares et qui a été inscrit à l'inventaire supplémentaire de la wilaya, a bénéficié d'une opération de clôture, qui est toujours en cours, pour le protéger de la dégradation et du pillage. Ce plan, visant à diagnostiquer et à établir des mesures d'urgence et un relevé topographique et archéologique du site, comprend l'étude, la protection et la valorisation de ce site archéologique et sa promotion pour le transformer, à l'avenir, en un musée à ciel ouvert, qui sera doté d'équipements touristiques, à mettre en place dans le cadre d'un partenariat avec le secteur privé, pour en faire une destination touristique, selon le même exposé.

La commission de l'APW, qui a contribué à la réalisation de ce plan, a pour sa part, émis plusieurs recommandations, dont les plus importantes portent sur la nécessité de réaliser un musée pour protéger tous les vestiges découverts et la démolition des constructions anarchiques présentes aux abords et à l'entrée de ce site, afin d'achever sa clôture. La commission a, aussi, recommandé l'interdiction de toute nouvelle construction à proximité de "Mers El Dadjadj", de le nettoyer, d'intégrer l'énergie solaire dans l'éclairage du site et de doter son plan de sauvegarde d'un budget supplémentaire pour sa réhabilitation. Le site "Mers El Dadjadj", formé de couches souterraines archéologiques appartenant à différentes époques historiques (10<sup>ème</sup> siècle après JC et 12<sup>ème</sup> après JC), a bénéficié en 2017 de travaux de prospection archéologique.

Selon les opérations de prospection réalisées en son sein et différentes sources et références historiques, ce site renfermerait la ville historique "Mers El Dadjadj", fort réputée à l'époque islamique et construite sur les débris du port "Rusubikari", qui fut un important comptoir de négoce à l'époque des phéniciens.

En 1225, cet important pôle économique a subi une attaque militaire menée

par Yahia Ben Abi Ghania El Mioruki, qui avait conduit une révolte contre les Almohades, en détruisant leurs villes et forts, dont cette cité, qui fut dès lors ensevelie sous le sable des siècles durant, avant d'être redécouverte en 2006.

## TISSEMSILT

## Raccordement de plus de 220 foyers au réseau de gaz et d'électricité

Pas moins de 227 foyers de deux zones enclavées: "El Kaabria" et "El Kenancha" dans la wilaya de Tissemsilt, ont été raccordés, mardi, au réseau de gaz naturel et d'électricité, a-t-on constaté.

Cette opération, présidée par le wali, Abbas Badaoui lors de sa visite d'inspection dans les communes de Lardjem, Bordj Bounaama, Sidi Slimane et Beni Chaïb, a comporté le raccordement au réseau de gaz naturel de 156 foyers d'El Kaabria, un groupement d'habitat rural rattaché à Bordj Bounaama.

Il s'agit d'un projet de réalisation de 13 kilomètres du réseau de distribution pour lequel a été alloué une enveloppe de plus de 34 millions DA, financée par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

Il a été procédé également au raccor-

dement de 71 foyers d'habitations dans la zone d'El Kenancha dans la commune de Sidi Slimane, au réseau de gaz, par la réalisation de près de 6 kilomètres du réseau de conduite pour leur approvisionnement de cette source d'énergie. Une opération financée également dans le cadre de cette Caisse à hauteur de près de 2,2 millions DA.

Le chef de l'exécutif de wilaya a indiqué, lors d'un point de presse en marge de cette visite, que le programme de raccordement au gaz naturel et à l'électricité qui concerne les agglomérations rurales isolées de la wilaya sera achevé avant la fin du premier semestre de l'année prochaine. A noter que le taux de raccordement au réseau de gaz naturel dans la wilaya est de 89 % et celui d'électrification est de 86,14 %.

Par ailleurs, M. Badaoui, qui s'est enquis du projet d'hôpital de 60 lits dans la commune de Lardjem, a sommé l'entreprise de réalisation de le livrer avant les délais impartis, tout en exigeant des gestionnaires concernés un suivi permanent du chantier de ce projet. A signaler que cette visite d'inspection a été un occasion pour le wali de présider une cérémonie d'ouverture du projet de renforcement du chemin de wilaya, réalisé sur une distance de 8 km à "Ouled Boudiaf", une zone rattachée à la commune de Beni Chaïb. Il s'est enquis également du projet de réalisation d'un lycée de 800 places pédagogiques dans la ville de Sidi Slimane où il a instruit de le mettre en service au début du mois de janvier prochain et de l'équiper prochainement en moyens pédagogiques nécessaires à son fonctionnement.

## ORAN

## Ouverture du Salon international de l'immobilier, de l'habitat et du Salon de l'ameublement et de la décoration

Le Salon international de l'immobilier, de l'habitat et des maisons intelligentes, ainsi que la huitième édition du Salon de l'ameublement et de la décoration, ont été ouverts mardi au Centre des conventions d'Oran (CCO) "Mohamed Benahmed", avec la participation d'environ 80 exposants de l'intérieur et de l'extérieur du pays.

Des exposants algériens, ainsi que des sociétés étrangères activant en partenariat avec des entreprises algériennes, représentant différents pays comme la Turquie, la Chine, l'Espagne et la Grèce, participent à ces deux manifestations organisées par l'agence de communication "Up Concept Design".

Dans une déclaration à l'APS, le commissaire du salon, Akram Sidi Yekhlief a souligné l'importance de cette édition au vu de la participation nationale avec plus de 75 exposants, ainsi que la présence

de la Confédération algérienne du patronat citoyen, du Syndicat des promoteurs immobiliers et d'un nombre d'institutions bancaires publiques. "Nous nous concentrons actuellement sur les capacités nationales dans ce domaine pour développer le secteur de l'habitat et introduire des technologies modernes et intelligentes", a-t-il déclaré, soulignant que le respect de l'environnement et l'utilisation de matériaux recyclés et d'énergies renouvelables est la particularité du salon de l'immobilier, de l'habitat et des maisons intelligentes, qui permet de présenter diverses technologies dans le domaine de l'habitat écologique, comme le recyclage de l'eau et les panneaux solaires, entre autres.

Il a également indiqué que ce rendez-vous économique, qui s'étale jusqu'au 27 novembre en cours, constitue l'occasion de connaître les nouveautés du secteur

et de promouvoir le partenariat dans le domaine de l'immobilier et de la décoration, tout en apportant au public des solutions immobilières qui répondent à leurs besoins en fonction de leurs revenus, par des promoteurs immobiliers, des bureaux d'architecture, des professionnels de l'ameublement et de l'hôtellerie et de la décoration.

Le salon présente également des projets de logements avec une touche de modernité, tels que des logements écologiques équipés de technologies intelligentes permettant d'économiser l'électricité, ainsi que les systèmes de communication utilisés dans les bâtiments. Le Salon de l'immobilier, de l'habitat et de la maison intelligente rassemble des professionnels de l'immobilier et de l'habitat, des promoteurs immobiliers, des artisans, des entreprises de réalisation, des institutions financières, des

compagnies d'assurances et autres, tandis que le Salon de l'ameublement et de la décoration regroupe des startups spécialisées dans le domaine, selon la même source.

Le public découvrira les offres immobilières et les nouveautés concernant les logements intelligents, ainsi que les structures qui offrent l'économie d'énergie, le luxe et la sécurité.

A cette occasion, des conférences sont programmées au profit des professionnels du secteur, ainsi que des activités sur la décoration des maisons et autres. Cet événement économique, devenu une tradition annuelle dans la ville d'Oran, est organisé dans le strict respect du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de Covid-19, notamment le port obligatoire du masque de protection, la distanciation et la mise à disposition de moyens de stérilisation.

## PROJET DE LOI DE FINANCES 2022

**Benabderrahmane: "le texte consacre la préservation du caractère social de l'Etat" (synthèse)**

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, mardi à Alger, que le texte de loi de finances 2022 consacrait la préservation du caractère sociale de l'Etat, notamment à travers la rationalisation de l'appui en ciblant exclusivement les catégories démunies.

Répondant aux questions des membres du Conseil de la nation dans le cadre du débat autour du texte de loi de finances 2022, M. Benabderrahmane a fait savoir que ce texte a porté sur "le maintien de l'appui aux catégories démunies et la rationalisation de cet appui d'une manière permettant de garantir la préservation du caractère social de l'Etat énoncé dans la Proclamation du 1<sup>er</sup> novembre que nous devons tous mettre en œuvre et respecter".

Le Premier ministre a assuré que le texte de loi s'inscrivait dans le cadre des efforts visant la création d'une dynamique économique nationale, la promotion de l'acte d'investissement ainsi que la régulation et le renforcement des efforts de l'Etat dans le domaine de la politique sociale au profit de toutes les catégories sociales, ce qui n'est pas une tâche facile, d'autant qu'il intervient dans une conjoncture économique nationale et internationale difficile.

Concernant l'année 2022, l'accent a été mis sur le renforcement des mesures approuvées par le Gouvernement en application des décisions du président de la République en vue de "stimuler et diversifier l'activité économique pour relancer la croissance, réduire la dépendance aux hydrocarbures, rétablir les équilibres financiers de l'Etat à moyen terme et assurer la soutenabilité budgétaire de l'Etat".

Par ailleurs, M. Benabderrahmane a affirmé que le financement du déficit budgétaire attendu dans le cadre de la loi de finances 2022 se fera "exclusivement" en recourant à des mécanismes de financement internes, tout en excluant le recours à l'endettement extérieur.

Dans ce cadre, il a expliqué que le gouvernement recourra, pour combler le déficit budgétaire, au financement bancaire et au marché financier intérieur



et au prélèvement du Fonds de régulation des recettes, compte tenu des prévisions indiquant que les prix du pétrole continueront de se redresser par rapport à un prix de référence de 45 dollars dans le budget de l'année prochaine, tandis que les prévisions internationales indiquent une stabilité dans les prix du pétrole autour de 70 dollars sur le marché.

S'agissant du dégel des projets d'infrastructures, le Premier ministre a indiqué que le dégel des projets d'infrastructure réalisés à plus de 50% se poursuivait, en tenant compte des capacités financières de l'Etat et de la faisabilité des projets, considérant que le lancement de projets d'équipements publics "sans étude ni maturation", compte parmi les principales raisons du "déficit budgétaire énorme que nous enregistrons actuellement".

Sur ce point, le Premier ministre a indiqué que "les niveaux de réévaluation des projets publics pour la période 2005-2019 s'élevaient à plus de 8.700 milliards de DA".

Concernant l'emploi, le Premier ministre a indiqué que le retard accusé dans le processus d'insertion des bénéficiaires du dispositif d'insertion professionnelle par rapport au tableau tracé, est le résultat de la situation épidémiologique causée par la pandémie de Covid-19 que le pays a connue.

M. Benabderrahmane a également précisé que, dans le texte de loi de

finances 2022, une affectation de 91,8 milliards de dinars a été allouée pour prendre en charge 152.582 bénéficiaires qui n'étaient pas intégrés en 2021.

M. Benabderrahmane a rappelé que le gouvernement a décidé, suivant les orientations du Président de la République, d'achever toutes les procédures liées à l'insertion de ces catégories, déclara nt "qu'il est de notre devoir de fournir tous les moyens d'insertion afin qu'ils puissent vivre dans la dignité" et que "le gouvernement accorde une attention et un intérêt particulier à leur insertion dans des postes qui répondent aux normes de recrutement".

Concernant l'inclusion financière, le Premier ministre a annoncé l'ouverture d'agences d'assurance Takaful, avant la fin de l'année en cours.

Il a également annoncé l'intégration du Fonds de développement du Sud (FDS), après sa fermeture à la fin de l'année en cours, dans le compte de gestion des opérations d'investissements publics, révélant la mise en place d'un programme spécial pour le développement des zones frontalières.

S'agissant du foncier industriel, agricole et touristique, le Premier ministre a affirmé que le gouvernement finalisait les "dernières retouches" pour la récupération du foncier non exploité en vue de sa redistribution aux "véritables" investisseurs. La fraude et l'évasion fiscales

ont atteint des niveaux "intolérables", a indiqué M. Benabderrahmane, soulignant la détermination de l'Etat à améliorer le recouvrement fiscal.

Entre autres réalisations obtenues en la matière, le Premier ministre a rappelé la création d'une Direction des Grandes Entreprises (DGE), chargée de la gestion des dossiers fiscaux des grandes entreprises et des compagnies pétrolières, ainsi que la réception de 40 centres d'impôts (CDI) sur 56 centres chargés de la gestion des dossiers des moyennes entreprises, et de 132 centres de proximité des impôts (CPI) sur 250 centres programmés.

Les présidents des groupes parlementaires du Conseil de la nation se sont félicités, mardi, des mesures prévues par le projet de loi de finances (PLF 2022), lesquelles visent à promouvoir l'économie nationale et améliorer le niveau de vie des citoyens tout en maintenant le soutien aux catégories vulnérables et au caractère social de l'Etat.

Les sénateurs ont affirmé que les mesures prévues dans le PLF 2022 "renforcent le caractère social de l'Etat", en maintenant l'orientation des aides vers les catégories vulnérables et en mettant en place, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, d'une allocation chômage.

La plénière consacrée aux réponses aux questions a été présidée par M. Salah Goudjil, président du Conseil, et à laquelle ont assisté la ministre des Relations avec le Parlement et nombre de ministres.

M. Benabderrahmane avait présenté, en séance plénière devant les membres du Conseil de la nation, le texte de loi de finances 2022 qui sera soumis au vote jeudi prochain.

L'Assemblée populaire nationale (APN), avait adopté, mercredi passé, le projet de loi après introduction de certains amendements à son contenu.

## TRANSPORTS

**La promotion des exportations passe par le développement d'une chaîne de logistique intégrée (experts)**

L'Algérie doit optimiser ses infrastructures réalisées dans le secteur du transport à travers la mise en place d'une chaîne logistique "moderne et intégrée" afin de réussir sa stratégie d'exportation et réduire les coûts de ses importations, ont recommandé mardi à Alger des experts dans ce domaine.

Lors d'un séminaire tenu dans le cadre du Salon international de transport et de la logistique "Logistical 2021", les intervenants ont insisté sur l'impératif de développer une stratégie nationale de la logistique afin de promouvoir les exportations nationales et réduire les coûts des produits importés, notamment après la pandémie de Covid-19 qui a fait exploser les prix de fret au niveau international.

D'après l'ancien directeur des transports maritimes et des ports au niveau du ministère du Transport, Abdelkrim Rezal, les coûts de fret maritime sont passés de 3.000 dollars à 14.000 dollars en l'espace de trois ans.

"Une hausse qui gruge le budget des entreprises certes mais également du consommateur qui en paye le prix", a-t-il fait constater.

M. Rezal a rappelé, à ce propos, la stratégie nationale décidée par les pouvoirs publics pour améliorer les services logistiques en réduisant les coûts des échanges commerciaux.

Cette stratégie, a-t-il poursuivi, s'inscrit dans le cadre de la nouvelle politique orientée vers les exportations hors hydrocarbures et la diversification de l'économie nationale.

Pour sa part, la présidente du Symposium international sur la trans-logistique, le transit et l'entreposage des marchandises (SITTEM) Hind Benganhem, a évoqué le volet de la digitalisation pour accélérer les opérations commerciales et endiguer les contraintes bureaucratiques qui entraînent des surcoûts inutiles.

Selon elle, "il est temps de vaincre toutes les réticences et de faire confiance aux compétences des start-up qui excellent dans le domaine des TIC en tirant profit de leur savoir-faire dans le cadre du partenariat public-privé". Pour sa part, le directeur général de Lloyd's Algérie, Salah Boudemala, a attiré l'attention sur les risques de la logistique "connectée". Dans ce cadre, il a insisté sur l'impératif pour l'Algérie d'accompagner cette digitalisation, nécessaire à sa performance logistique, par un système de sécurité développé contre les cyberattaques fréquentes qui visent le monde maritime et les transports en général.

"Cette digitalisation de la marine qui s'est généralisée dans les pays développés et les pays émergents a créé un nouveau risque lié à la connectivité", a-t-il fait savoir, en prévenant que les cyberattaques présentent des risques graves allant de l'accès aux données jusqu'au dysfonctionnement des infrastructures maritimes et du détournement des conteneurs.

Pour étayer ses propos, il a rappelé les données diffusées par le site Vanguard, selon lequel le système d'information du monde maritime aurait subi, entre 2017 et 2020, une augmentation des cyberattaques de l'ordre de 900%.

Ce même intervenant a enfin souligné la nécessité de tirer parti de la digitalisation pour gagner en flexibilité et fiabilité dans la gestion des flux logistiques tout en en installant un système de sécurité performants contre ces attaques.

**Premier ministre : poursuite du dégel progressif des projets d'infrastructures réalisés à 50 %**

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, mardi à Alger, que le dégel progressif des projets d'infrastructure réalisés à plus de 50% se poursuivait, en tenant compte des capacités financières de l'Etat et de la faisabilité des projets.

Ces déclarations ont été faites lors d'une plénière consacrée aux réponses aux interrogations des membres du Conseil de la Nation, concernant le projet de loi des finances (PLF) 2022, présidée par Salah Goudjil, président de du conseil, en présence de nombre de ministres.

Le Premier ministre qui répondait aux questions des membres du Conseil de la

nation concernant la relance des projets d'infrastructures gelés, a expliqué que "le gel représente l'une des mesures prises par les pouvoirs publics afin de maîtriser les dépenses d'équipement et faire face aux restrictions financières qui se sont imposées à partir de 2014.

Ce gel concerne principalement les projets dont les travaux n'ont pas encore été entamés et ceux qui ne sont pas prioritaires".

Il a souligné à cet égard qu'"en fonction du développement des capacités financières de l'Etat, nous procéderons graduellement au dégel des projets prioritaires, sectoriels ou régionaux", ajoutant

que "l'opération se poursuivra pour les projets d'infrastructures réalisés à plus de 50%, en tenant compte de la situation du Trésor public et de la faisabilité du projet en question et ce, sur décision des pouvoirs publics".

Evouant les raisons du "déficit budgétaire énorme que nous enregistrons actuellement", le Premier ministre a évoqué le lancement de projets d'équipements publics "sans étude ni maturation", soulignant que "les niveaux de réévaluation des projets publics pour la période 2005-2019 s'élevaient à plus de 8.700 milliards de DA".

Il a ajouté que tous ces projets avaient

été inscrits "sans étude approfondie", d'où la réévaluation répétée, faisant ainsi "de fortes pressions sur le budget de l'Etat".

Le Premier ministre a également révélé que le gouvernement avait l'intention de procéder à un recensement économique général qui n'a pas été fait depuis des années.

"Nous devons faire ce recensement afin de définir les capacités de réalisation par l'Etat pour que les dépenses d'investissement public soient réorientées dans le bon sens en vue de développer les régions ayant vraiment besoins de projets de développement", précise-t-il.

## ENERGIE

## Les marchés sceptiques sur l'utilisation concertée des réserves stratégiques de pétrole

La décision de Joe Biden de libérer des réserves stratégiques de pétrole, dans une coalition inédite de pays consommateurs d'or noir visant à faire baisser les prix, a été accueillie avec scepticisme par les marchés mardi.

Puiser dans les réserves est une "initiative majeure" qui va "faire la différence", a assuré le président.

"Les prix de l'essence à la pompe sont trop hauts à l'heure actuelle (...) mais on va tourner la page au début de 2022", a promis sa secrétaire à l'Énergie, Jennifer Granholm, à la Maison Blanche.

La rumeur courrait depuis plusieurs semaines, et a été confirmée mardi: les États-Unis vont relâcher dans les mois qui viennent 50 millions de barils de brut, puisés dans leurs réserves stratégiques, pour faire pression sur les prix à la pompe. Initiative inédite, d'autres pays consommateurs vont rejoindre les États-Unis en déversant aussi du pétrole sur le marché: Chine, Inde, Japon, Corée du Sud, Royaume-Uni. L'Inde s'est engagée à participer à hauteur de 5 millions de barils. L'apport des autres nations, en revanche, est encore flou.

La porte-parole de la Maison Blanche Jen Psaki a pris garde de ne pas s'engager sur les volumes puisés par chaque nation, indiquant seulement que des "conversations" avaient eu lieu avec ces pays et que certains avaient déjà libéré des réserves. "On ignore à quelle hauteur la Chine va contribuer mais je pense que ce sera mince, car contrairement aux États-Unis, ils sont de gros importateurs de pétrole", a indiqué James Williams de WTRG Economics. La Maison Blanche espère, par ces mesures exceptionnelles, apaiser la tension sur les prix de l'essence, alors que le prix du gallon (3,78 litres) a grimpé de 60% en un an aux États-Unis, pour atteindre 3,41 dollars, selon l'Association automobile AAA.

Malgré les appels du pied répétés de la Maison Blanche aux pays de



l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) pour qu'ils augmentent leur production – ce qui ferait baisser les cours –, ceux-ci s'en tiennent à leur programme de restauration prudente et progressive. "Si les prix du brut ont augmenté, c'est parce que les pays producteurs ont été chiches sur leur production", reproche John Kilduff d'Again Capital. Pour l'analyste du marché pétrolier de Rystad energy, Bjornar Tonhaugen, l'initiative pourrait être vue "comme un geste agressif vis-à-vis de l'Opep+". "Le groupe des pays producteurs pourrait alors en théorie couper dans sa production en janvier pour maintenir ses profits", a-t-il suggéré.

Paradoxalement, les cours du brut sont repartis en forte hausse mardi, après l'annonce de cette initiative coordonnée qui va augmenter l'offre de pétrole.

Les rumeurs sur une telle action avaient déjà fait perdre 5 dollars au prix du baril, depuis son pic de fin octobre pour le Brent.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en janvier a bondi de

3,27% à 82,31 dollars. A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour le même mois a engrangé 2,22% à 78,50 dollars. "Le marché réagit ainsi car entre les gros titres et la réalité, il y a une différence", a expliqué Andy Lipow de Lipow Oil Associates.

L'analyste notait, pour relativiser l'impact de la mesure, que 50 millions de barils représentent une fraction seulement de la consommation annuelle américaine, qui se monte à 19,5 millions de barils par jour: ils correspondent donc "à trois jours de demande des raffineries américaines". "Les gros titres parlent d'une libération de 50 millions de barils, mais dans les faits (...), 18 millions seront vendus sur le marché, tandis que les 32 millions restants sont un '+échange+', c'est-à-dire qu'ils devront être remboursés plus tard, plus cher", a encore expliqué Andy Lipow. Une grosse partie des réserves américaines déversées ne sont donc qu'un prêt et devront être reconstituées. La mesure pourrait n'avoir qu'un impact limité et de courte durée sur les cours, selon les analystes, même si symboliquement et psychologiquement, elle n'est pas anodine. "C'est symbolique, parce qu'il est difficile pour l'administration d'agir autrement pour faire baisser les prix de l'essence à moins d'accroître l'offre considérablement", a estimé Andy Lipow de Lipow Oil Associates. "50 millions de barils n'est pas un chiffre insignifiant", relève par ailleurs James Williams.

"Mais si j'étais président et que je devais mettre du pétrole sur le marché pour faire baisser les prix, j'attendrais d'être plus près des élections pour avoir un impact psychologique plus grand", a commenté l'analyste.

## USA

## Prix de l'essence: les majors pétrolières "empochent la différence", dénonce Biden

Le président Joe Biden a de nouveau accusé mardi les majors pétrolières d'être en partie responsables des hauts prix de l'essence, alors que son administration use de tous les moyens, y compris ses réserves d'urgence, pour faire baisser les prix à la veille des départs de fin d'année.

"Le prix de l'essence sur le marché de gros a chuté d'environ 10% au cours des dernières années, mais le prix à la pompe n'a pas bougé d'un centime", a déclaré Joe Biden à la Maison Blanche.

"En d'autres termes, les sociétés d'approvisionnement

d'essence paient moins et gagnent beaucoup plus", a-t-il déclaré, accusant les entreprises d'"empocher la différence" entre les prix de gros et de détail. "C'est inacceptable", a-t-il lancé. "Les prix de l'essence à la pompe sont trop hauts à l'heure actuelle (...) mais on va tourner la page au début de 2022", a promis pour sa part la secrétaire de l'Énergie de l'Administration Biden, Jennifer Granholm.

Le président américain a ordonné de puiser dans les réserves stratégiques américaines à hauteur de 50 millions de barils en coordination

avec d'autres pays. L'initiative, la plus volumineuse jamais prise par les États-Unis, selon la ministre de l'Énergie, vise à faire baisser les cours du brut qui ont grimpé de 60% depuis un an. "Nous pensons qu'en décembre le prix du gallon (3,78 litres) descendra à 3,49 dollars" contre 3,40 dollars mardi en moyenne dans le pays, et "qu'il descendra encore en janvier", a encore prédit la ministre.

La semaine dernière, Joe Biden avait exhorté l'autorité de la concurrence, la Federal Trade Commission (FTC), à examiner les causes de la

flambée nationale de l'essence, affirmant que les compagnies pétrolières avaient augmenté les prix à la pompe alors même que leurs dépenses diminuaient et que leurs bénéfices montaient en flèche. "Le président a envoyé une lettre à la FTC pour enquêter pourquoi il y a tant de différence entre le prix de l'essence non-finie et son prix à la pompe", a ajouté la ministre de l'Énergie.

"Si l'on s'en tient aux moyennes historiques, aujourd'hui on devrait payer 30 cents de moins à la pompe", a-t-elle assuré.

## MARCHÉS

## Le dollar sur un nuage au lendemain de la reconduction du président de la Fed

Le dollar américain consolidait sa position face à l'euro mardi et avançait face aux autres principales devises mondiales, toujours aiguillonné par la reconduction du président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell.

Le billet vert a notamment poussé la livre sterling à son plus bas niveau depuis presque un an (22 décembre 2020), à 1,3343 dollar pour une livre.

Quant à l'euro, il est lui descendu jusqu'à 1,1226 dollar pour un euro, pour la première fois depuis le 3 juillet 2020, avant de se reprendre légèrement, sans rebondir pour autant.

La monnaie unique ne a que marginalement bénéficié de la publication mardi d'un indice PMI d'activité dans le secteur privé en zone euro supérieur aux attentes en novembre. Mais pour l'économiste

Chris Williamson, du cabinet Markit qui publie l'indice PMI, la nouvelle vague de contamination au coronavirus qui frappe actuellement l'Europe "devrait de nouveau perturber l'économie en décembre".

Tout cela n'a pas suffi à faire oublier la confirmation lundi du président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, par Joe Biden.

Ce n'est pas tant la reconduction de ce républicain modéré à la tête de l'institution qui soutient le dollar, que la perspective d'une poursuite de la normalisation de la politique monétaire de la Fed.

"Beaucoup de gens se font à l'idée que la Fed va devoir accélérer la sortie de son programme de rachats d'actifs" pour lutter contre l'inflation persistante, a expliqué Marc Chandler, chef de la stratégie marchés pour le courtier Bannockburn

Global Forex. Ce resserrement du calendrier induirait ainsi une séquence de hausse des taux beaucoup plus rapide qu'attendu il y a encore quelques jours.

Les opérateurs évaluent désormais à près de 60% la probabilité d'une triple hausse en 2022, selon le modèle de prévision de la Bourse américaine CME. Pour Marc Chandler, l'indice des prix PCE, attendu mercredi devrait confirmer une "accélération" de l'inflation et conforter ce scénario d'une reprise en main de la Fed.

Le "greenback" avance aussi face au yen, qui a reculé mardi au-delà de 115 yens pour un dollar pour la première fois depuis quatre ans.

"Si on allait au-delà de 115,50 yens, on basculerait sur de nouveaux seuils (techniques) à 118/120 yens pour un dollar, a prévenu Marc Chandler.

## BIÉLORUSSIE

## L'Union européenne prévoit des sanctions contre les entreprises qui participent au trafic de migrants

La Commission européenne a proposé des mesures ciblées contre les entreprises de transport qui auraient aidé à faire entrer clandestinement des personnes dans l'Union européenne (UE) via la Biélorussie, a annoncé mardi la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen.

S'adressant au Parlement européen, Mme von der Leyen a déclaré que ces mesures permettraient d'inscrire sur une liste noire toute société de transport impliquée dans l'aide au déplacement de migrants pour accéder à l'espace aérien de l'UE, atterrir dans les aéroports, débarquer dans les ports ou traverser le territoire de l'UE.

"Il existe des agences de voyage spécialisées qui proposent des offres tout compris: visas, vols, hôtels et, de manière quelque peu cynique, taxis et bus jusqu'à la frontière.

Soyons très clairs: ces migrants ont été odieusement trompés par de fausses promesses", a-t-elle indiqué.

Le vice-président de la Commission, Margaritis Schinas, a affirmé que la situation était le résultat de personnes à qui les réseaux internationaux de passeurs ont "vendu un mensonge".

"Il ne s'agit pas d'une menace ou d'une crise migratoire, mais d'une question de sécurité, et nous devons donc la traiter comme telle", a-t-il ajouté.

## COMPOSANTS INFORMATIQUES

## Samsung va construire une usine de puces au Texas, pour 17 milliards de dollars

Le géant sud-coréen Samsung a annoncé mardi qu'il allait construire une usine de puces électroniques à Taylor, dans le Texas, un investissement de 17 milliards de dollars qui comble les États-Unis au moment où la pénurie de semi-conducteurs cause des délais d'approvisionnement dans de nombreuses industries.

"Bienvenue au Texas, Samsung!", a tweeté Greg Abbott, le gouverneur de cet Etat du sud, après une conférence de presse.

"C'est le plus important investissement direct à l'étranger jamais réalisé au Texas", a-t-il ajouté.

La nouvelle usine, censée être opérationnelle d'ici la fin 2024, doit permettre de créer plus de 2.000 emplois qualifiés et de "poser les bases d'un nouveau chapitre" pour Samsung, a indiqué dans un communiqué Kinam Kim, vice-président de la division d'appareils électroniques de l'entreprise.

Les puces fabriquées sur ce site auront des applications dans les technologies mobiles, la 5G ou encore l'intelligence artificielle, promet le groupe.

Cet investissement va "aider à protéger nos chaînes d'approvisionnement, revitaliser notre base industrielle et créer de bons emplois sur place", se sont félicités dans un communiqué deux hauts conseillers du président Joe Biden, Brian Deese pour l'économie et Jake Sullivan pour la sécurité.

Le monde connaît actuellement une pénurie de composants électroniques en Asie, qui force les constructeurs automobiles et d'autres industries à ralentir leur production.

Les puces sont essentielles dans la plupart des secteurs de l'électronique, comme les smartphones et les ordinateurs, dont la demande explose avec la pandémie. Les deux conseillers ont souligné que l'annonce du jour était notamment le fruit de discussions entre les chefs d'Etat des deux pays.

Samsung, déjà présent aux États-Unis depuis 25 ans, avait déposé des documents sur ce projet auprès du Texas en janvier dernier.

Le groupe cherchait à obtenir des crédits d'impôts de plus de 800 millions de dollars sur 20 ans de la part des autorités de cet Etat, et précisait alors que son choix n'était pas encore arrêté, entre l'Arizona, New York, et la Corée du Sud.

La nouvelle usine se situera à 25 km d'un site existant à Austin, la capitale du Texas.

Depuis son arrivée au pouvoir, Joe Biden a essayé de mobiliser les industriels sur la nécessité de produire les précieux composants aux États-Unis.

Le géant américain des semi-conducteurs Intel a annoncé cette année qu'il allait investir 20 milliards de dollars dans deux nouvelles usines en Arizona et qu'il prévoyait d'allouer entre 20 et 80 milliards d'euros dans la fabrication de puces électroniques en Europe au cours des dix prochaines années.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION  
CLANDESTINE ET LE CRIME ORGANISÉ

## Appel à soutenir la coopération entre les pays méditerranéens (rencontre)

Des conférenciers, académiciens et professeurs, ont appelé mardi lors d'un colloque national à Constantine sur "La relation entre l'immigration clandestine et le crime organisé" à soutenir la coopération entre les pays du bassin méditerranéen et les organisations régionales et à fédérer les efforts pour lutter contre ces deux phénomènes, notamment les réseaux de crimes organisés transfrontaliers.

Les participants à cette rencontre nationale, tenue par visioconférence au complexe Tidjani Haddam de l'université Frères Mentouri (Constantine 1), ont souligné l'importance d'unifier les points de vue et d'intensifier les efforts des pays du Nord et du Sud de la Méditerranée pour trouver des solutions et des mécanismes permettant de lutter contre le phénomène de l'immigration clandestine à travers un partenariat efficace entre les pays européens et maghrébins.

"Il est impératif de travailler davantage pour appliquer le principe d'extradition des criminels entre les pays et l'adopter comme un mécanisme de lutte contre le crime organisé dont la traite des personnes, en plus de renforcer l'activité des réseaux de sécurité nationaux et internationaux pour suivre les groupes criminels organisés et lutter contre les gains illégaux selon une stratégie stricte et globale", a estimé Meriem Derouiche, de l'université Aboubaker Belkaid de Tlemcen, dans son intervention, par visioconférence, intitulée "L'immigration clandestine entre ses multiples facteurs et la dissuasion juridique". Pour sa part, Fatima Boumaza, de l'université Hassiba Benbouali de Chlef, lors de sa conférence portant sur "Les mécanismes internationaux de lutte contre l'immigration clandestine", a souligné que "l'activation du rôle de la Commission internationale de lutte contre l'émigration internationale et la ratification des différentes conventions internationales de lutte contre l'immigration clandestine et le crime organisé contribuera de manière efficace aux efforts des différents organismes luttant contre ces deux phénomènes".

Tinhinane Ould Ahmed de l'université Mouloud Maamari de Tizi Ouzou a évoqué la manière de coordonner les textes juridiques algériens sur les phénomènes de l'immigration illégale et du crime organisé et de les unifier en termes de qualification pénale et de sanction afin d'éviter toute confusion dans l'application de l'une d'entre elles, soulignant l'importance d'orienter la législation nationale pour engager la responsabilité pénale des organisateurs de voyages d'immigration clandestine et de prendre des mesures dissuasives à leur encontre". De l'université Mentouri Frères (Constantine 1), Kamel Bellarou a également souligné la "nécessité d'activer le rôle des organismes nationaux habilités à lutter contre la corruption et le crime organisé en Algérie et de leur accorder une autonomie vis-à-vis du pouvoir exécutif, en plus d'appuyer le rôle des services centraux de lutte contre le crime à travers des normes en conformité avec le contenu des conventions internationales ratifiées par l'Algérie". Le colloque national sur "La relation entre l'immigration clandestine et le crime organisé" a été organisé par la faculté de droit de l'université des Frères Mentouri (Constantine 1) en coordination avec l'équipe de recherche "Migration et criminalité" du laboratoire d'études et de recherches sur le Maghreb et la Méditerranée avec la participation d'un groupe de chercheurs, professeurs et étudiants de plusieurs universités du pays.

## ELECTRICITÉ - GAZ

### Plus de 9.700 agressions sur les réseaux de gaz et d'électricité à travers le pays depuis début 2021 (responsable)

Au total, 9.744 agressions sur les réseaux d'électricité et de gaz ont été enregistrés depuis janvier 2021 jusqu'à début novembre courant dans le pays, a révélé mardi à Souk Ahras le responsable de la communication de la direction générale de la Société algérienne de distribution d'électricité et du gaz, Khalil Hodna.

Il s'agit de 5.881 agressions sur le réseau du gaz et 3.863 agressions sur le réseau d'électricité, a-t-il précisé à l'APS en marge d'une rencontre de formation au profit des journalistes et correspondants de presse sur le métier de la distribution d'électricité et de gaz tenue à la salle de conférence Miloud Tahri, en présence du wali, Louhès Bouzegza, le directeur local de l'énergie et plusieurs responsables locaux.

Ces agressions ont porté atteinte à

10.042 km de réseau de gaz et 10.115 km de réseau électrique, a fait savoir M.

Hodna, ajoutant que la SADEG a entamé les procédures administratives pour trouver des solutions à l'amiable ou transférer les dossiers des agresseurs aux instances judiciaires compétentes.

Durant la même période, 16.186 dossiers ont été déposés devant justice pour piratage et agressions sur ces deux réseaux et construction sur ou sous les câbles électriques et conduites de gaz, a souligné le même responsable.

La Société a subi de grandes pertes suite à ces agressions, estimées à 586 millions DA, alors que l'énergie détournée suite à ces actes est évaluée à 148,26 gigawatt/heure, avec des pertes de distribution de l'ordre de 6.464 gigawatts. Les

## MÉDIATION

### Plus de 56.000 requêtes enregistrées auprès de la médiation de la République (Brahim Merad)

Plus de 56.000 requêtes au niveau national ont été enregistrées depuis début 2021 et la plupart traitées, a indiqué mardi à Oran le médiateur de la République Brahim Merad.

"Contrairement au passé, ces requêtes ont reçu les réponses nécessaires dans un court délai, après avoir été étudiées par les services de la médiation de la République puis transmises aux services concernés et la plupart d'entre elles ont été traitées", a indiqué M. Merad en marge d'une visite de travail dans la wilaya d'Oran.

"Après intervention des services de la médiation de la République, la majorité des requêtes ont reçu des réponses positives, alors qu'une autre partie a reçu des réponses négatives", a précisé le médiateur de la République, notant, à cet égard, que ses services restent mobilisés pour trouver des solutions.

"Les directives du Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune insistent sur la nécessité de servir le citoyen, de prendre en charge ses préoccupations, d'améliorer ses conditions de vie et de lever les injustices dont ils font l'objet", a-t-il indiqué. Pour lui, "beaucoup a été accompli au cours des deux



années écoulées, depuis l'inauguration de la médiation de la République, car il y a moins de tension de la part des citoyens que par le passé qui trouvent un organe et/ou administration vers lequel se tourner et exposer leurs problèmes", notant que "même le travail des administrations s'est quelque peu amélioré par rapport au passé".

A ce propos, M. Merad a estimé qu'il y a davantage de sérieux dans la résolution des problèmes des citoyens et la

levée de leurs injustices. Il a annoncé le lancement prochain du service de dépôt de requêtes à distance, via une plateforme numérique.

"Ces requêtes sont étudiées par des commissions mixtes pour proposer des solutions", a-t-il ajouté.

Lors de sa visite dans la zone enclavée d'"El-H'jajma", dans la commune d'Ain El Bia (est d'Oran), M. Merad s'est enquis des préoccupations des habitants, notamment en ce qui concerne le logement,

l'emploi et les transports.

Il a souligné le grand intérêt que le président de la République attache à la prise en charge des problèmes des citoyens, notamment dans les zones d'ombre, indiquant, dans ce contexte, que de "grands efforts ont été fournis pour l'amélioration des conditions de vie dans ces régions".

Brahim Merad a également visité le complexe olympique de Belgaïd, où il a inspecté l'avancement des travaux qui, selon lui, "avancent à un rythme rapide", ce qui montre le sérieux des autorités dans leur souci d'achever cette infrastructure sportive dans les délais fixés, avant la tenue des Jeux Méditerranéens, la qualification de "fierté pour Oran et pour l'Algérie".

D'autre part, M. Merad a supervisé le lancement d'une campagne de boisement à proximité du complexe olympique, organisée par plusieurs associations locales.

Il a également visité le siège de la délégation locale de la médiation de la République d'Oran où il a reçu des explications sur son fonctionnement.

## CRIMINALITÉ - MIGRATION

### L'Algérie lutte "intelligemment" contre la migration clandestine et le crime organisé (séminaire)

L'Algérie lutte contre la migration clandestine et le crime organisé de manière "intelligente" en se basant sur les techniques d'anticipation et les d'expériences cumulées en matière de lutte contre le terrorisme, a indiqué à l'APS, Dr.Saliha Kebabi, présidente du séminaire national sur "la double relation entre l'immigration clandestine et le crime organisé", tenu mardi à l'université Mentouri Constantine-1.

Mettant en avant la dangerosité du triptyque terrorisme- crime organisé et migration clandestine, Dr.

Kebabi a précisé que l'Algérie qui a réussi la lutte contre le terrorisme a donc amputé le triptyque et permis par ricochet une meilleure maîtrise de ces fléaux menaçant la sécurité nationale.

La dynamique des efforts déployés par l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme lui ont permis de mieux contrôler les fléaux de l'immigration clandestine et le crime organisé, a souligné la même spécialiste en sciences politiques et relation internationales qui a salué

l'engagement indéfectible des services de sécurité et l'Armée nationale populaire pour sécuriser l'ensemble du territoire national. Qualifiant l'Algérie de "pionnière" dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé, le Dr. Kebabi, également membre du laboratoire des études et recherches sur le Maghreb et la Méditerranée, a indiqué que cela est le "fruit" de la politique nationale dont l'orientation a été puisée des expériences cumulées dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

La même spécialiste a, à ce titre, cité l'exemple de la stratégie adoptée par l'Algérie dans la gestion, l'accueil et la prise en charge des migrants africains et les déplacés syriens, et ce dans le respect des droits de l'Homme et des chartes internationales en dépit, a-t-elle ajouté, de la charge économique, sociale et sécuritaire que fait peser ce phénomène sur les pays d'accueil.

Aussi, et pour faire valoir les prouesses réalisées par l'Algérie en la matière, l'intervenante a indiqué que le phénomène

de l'immigration clandestine qui a augmenté durant la pandémie Covid-19 dans les autres pays, a considérablement baissé en Algérie, et ce grâce aux décisions gouvernementales prises pour la fermeture de toutes les frontières et à la vigilance des forces de sécurité.

La même spécialiste qui a appelé à accompagner tous ces efforts par des textes réglementaires plus adaptés à travers la législation d'un ne loi interdisant l'immigration clandestine, a insisté sur l'implication de tous, notamment la société civile pour lutter contre ce phénomène qui se diversifie et s'élargit rapidement. Elle a également insisté sur l'importance des médias dans la lutte contre cette menace source de tous les maux, et appelé ainsi à faire impliquer les experts en sociologie et en psychologie dans la lutte contre l'immigration clandestine et le crime organisé. Ont pris à ce séminaire, organisé en visioconférence, des spécialistes et experts universitaires venus des quatre coins du pays, selon les organisateurs.

pour la santé financière de la Société, entravant la concrétisation de plusieurs investissements de développement public et privé, du fait que cette Société est considérée comme un maillon important dans la concrétisation du programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'agissant notamment des zones d'ombre, des exploitations agricoles et des projets du secteur de l'habitat.

Des explications sur les techniques visant à fournir l'information exacte au citoyen dans le cadre de l'amélioration du service de communication de proximité qui joue un rôle important dans le développement de l'action de cette Société ont été données au cours de cette rencontre de formation.



## BULGARIE

## Un autocar s'embrase en Bulgarie, 46 morts (nouveau bilan)

Quarante-six personnes, dont douze mineurs, sont mortes calcinées dans la nuit de lundi à mardi en Bulgarie dans un accident de car qui s'est embrasé sur l'autoroute, le plus meurtrier en Europe ces dix dernières années.

Un précédent bilan faisait état de 45 décès.

La plupart des victimes étaient originaires de Macédoine du Nord.

Seuls sept passagers ont réussi à s'extirper du brasier.

Le Premier ministre de ce pays voisin de la Bulgarie, Zoran Zaev, s'est aussitôt rendu au chevet des blessés dans un hôpital de Sofia, tandis que le pays décrétait un deuil de trois jours et la mise en berne du drapeau national.

Une journée de deuil sera également observée en Bulgarie et au Kosovo mercredi. Selon les premiers éléments de l'enquête, le véhicule a heurté une glissière de sécurité et a pris feu.

Ses occupants ont été piégés par les flammes.

Le ministre bulgare de l'Intérieur, arrivé tôt sur les lieux, situés à 40 km au sud de la capitale, a évoqué "une scène terrifiante", décrivant des corps "enchevêtrés et réduits en cendres". "Je n'ai jamais rien vu de tel", a confié Boiko Rashkov aux journa-



listes. Et d'ajouter qu'il serait difficile d'identifier les cadavres et d'établir un bilan définitif. D'après l'examen du site, où gisaient la carcasse noire du véhicule, "on peut supposer qu'ils étaient en vie au moment du choc et ont essayé de sortir du bus", mais les portes étaient fermées, a déclaré le procureur adjoint Borislav Sarafov.

Les survivants se trouvaient à l'arrière et ont pu briser les vitres. Ces touristes, issus de

différentes minorités ethniques, faisaient partie d'un convoi de quatre cars au total, en route vers Skopje, après un week-end à Istanbul.

Défaut technique ou erreur humaine ? La cause du drame, survenu vers 02h00 (00h00 GMT) près du village de Bosnek, n'a pas encore été déterminée.

Le véhicule n'avait pas l'autorisation de transport international de passagers, selon les autorités. Il s'agit du plus

grave accident de car jamais survenu en Bulgarie, selon les autorités.

Le précédent remonte à août 2018 : 20 touristes avaient été tués quand le véhicule avait quitté la route sous une pluie torrentielle, dans une région montagneuse au nord de Sofia. Ce pays des Balkans de 6,9 millions d'habitants recense de nombreux accidents chaque année, en raison du mauvais état des routes, de la vétusté du parc automobile et des excès de vitesse. L'autoroute en question avait été récemment rénovée grâce à des fonds de l'UE dont la Bulgarie est membre depuis 2007. Mais cette portion était dangereuse, selon une association de prévention routière qui avait signalé par le passé le problème aux autorités.

Ailleurs en Europe, il faut remonter à 2010 pour trouver trace d'un accident aussi dramatique : 45 personnes avaient alors péri en Ukraine dans la collision d'un train et d'un autobus sur un passage à niveau.

## MEXIQUE

## 2.500 permis temporaires pour une caravane de migrants

Quelque 2.500 permis de visite temporaires d'un an pour raisons humanitaires ont été accordés à des migrants qui voulaient traverser le Mexique à pied vers les États-Unis, a indiqué mercredi l'Institut national de migration (INM).

"Nous allons les transférer dans dix États du pays", a déclaré un responsable de l'INM Héctor Martínez Castuera, présent dans l'État du Chiapas d'où est partie lundi une caravane de 2.500 migrants.

"Nous leur avons offert, en plus de la carte qu'ils pourront renouveler, des logements et des alternatives d'emploi, entre autres", a ajouté M. Martínez Castuera devant la presse. Après l'accord avec les membres de la caravane, l'INM a installé des tables pour recevoir des demandes des migrants, qui ont commencé à être transportés par autobus dans quelques uns des 32 États du Mexique.

Une autre caravane de 600 migrants partie il y a un mois du Chiapas se trouve toujours dans l'État de Veracruz (sud-est).

Des milliers d'autres migrants entassés à Tapachula à la frontière avec le Guatemala ont manifesté contre l'INM en l'accusant de ne pas avoir tenu ses engagements.

Lundi, les autorités ont installé dans un stade de Tapachula des tables pour commencer des démarches de régularisation.

Mais elles ont été débordées par l'arrivée de milliers de migrants, et ont suspendu les opérations.

Le Mexique a enregistré cette année plus de 190.000 migrants entre janvier et septembre. Quelque 74.300 ont été expulsés.

## IRAN

## Sécheresse : nouveau rassemblement contre le manque d'eau potable

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées de nouveau mercredi dans la province de Chahar Mahall-Bakhtiari, dans le sud-ouest de l'Iran, pour exiger une solution à la pénurie d'eau potable, a annoncé la télévision iranienne.

"Des habitants (...) se sont réunis aujourd'hui à Shahr-e-Kord, (la capitale provinciale), pour faire entendre aux autorités leurs inquiétudes concernant le

tarissement de l'eau", a indiqué la télévision qui a diffusé brièvement des images du rassemblement.

Dimanche, plus d'un millier de personnes ont défilé vers le siège du gouvernorat de la même province, pour appeler les responsables à mettre fin à "leurs projets de transfert d'eau de la province vers d'autres régions voisines", selon la télévision. "Les sécheresses récentes ont anéanti de nombreux glaciers perma-

nts et réduit les niveaux d'eau des rivières au minimum", a indiqué la télévision mercredi. Selon ce média, environ 300 villages de la province sont approvisionnés en eau potable par camion-citerne. Chahar Mahall-Bakhtiari se situe à l'ouest d'Ispahan où la population avait protesté la semaine dernière contre l'assèchement du Zayandeh-roud, une rivière emblématique traversant plusieurs provinces dans le centre du pays.

## CHINE

## Le taux de natalité au plus bas depuis plus de 40 ans

Le taux de natalité s'est effondré l'an dernier en Chine, tombant à son plus bas niveau depuis plus de 40 ans, malgré les efforts des autorités pour convaincre les familles de s'agrandir. Bien qu'ayant autorisé les Chinois en 2016 à avoir deux enfants, puis trois cette année, Pékin est confronté au risque du vieillissement de sa population et d'une baisse du nombre des actifs. Malgré l'épidémie de Covid-19 qui a confiné

des millions de couples à la maison au début de 2020, le taux de natalité a fortement reculé l'an dernier, tombant à 8,52 naissances pour 1.000 habitants, selon l'Annuaire statistique 2021.

Il s'agit du chiffre le plus bas depuis le début de la publication de l'annuaire en 1978.

En 2019, le taux de natalité s'inscrivait encore à 10,41 naissances pour 1.000 habitants. Le chiffre de l'an der-

nier serait même le plus bas depuis la fondation de la Chine communiste en 1949, selon le Bureau national des statistiques. Les incitations du pouvoir semblent avoir peu d'effet sur les ménages, confrontés à la hausse du coût de la vie, particulièrement de l'éducation et du logement.

Le nombre de mariages s'est également effondré l'an dernier, tombant au plus bas depuis 17 ans, avec seulement

8,14 millions de couples qui se sont passé la bague au doigt.

Le nombre de divorces a reculé lui aussi pour la première fois depuis plus de 30 ans, après l'imposition début 2020 d'un délai de réflexion d'un mois aux couples voulant se séparer.

Pas moins de 4,34 millions de couples n'en ont pas moins divorcé l'an dernier, soit plus de la moitié du nombre de mariages.

## INDE

## Aéroport international de Delhi: Zéro émission nette de carbone d'ici 2030

L'Aéroport international Indira Gandhi de Delhi (IGIA) prévoit d'atteindre l'objectif "zéro émission nette de carbone" d'ici 2030.

"Dans ce sens, nous avons lancé divers programmes respectueux de l'environnement, tels que l'introduction des robots taxis (Taxibot) et l'adoption de véhicules électriques", a indiqué à la presse Vidheh Kumar Jaipurari, PDG de

l'International Airport Limited (DIAL), un consortium qui exploite l'aéroport.

DIAL a mis en œuvre divers programmes à l'aéroport, tels que l'utilisation d'énergies renouvelables, le développement d'infrastructures aéroportuaires vertes et de multiples réseaux de connectivité pour les passagers, l'amélioration de la conservation et de l'efficacité énergétique et des programmes

de partenariat avec les parties prenantes.

L'infrastructure respectueuse de l'environnement comprend une installation de recharge de véhicules électriques, une station d'épuration des eaux usées et une station de traitement des eaux à la pointe de la technologie et des systèmes d'éclairage éco-énergétiques, a fait savoir le responsable indien. L'Aéroport international

Indira Gandhi de Delhi est le plus important hub aérien d'Asie du Sud avec une capacité annuelle de 40 millions de passagers.

Parmi les mégapoles de 10 millions d'habitants et plus, la capitale indienne New Delhi était la plus polluée en 2020 aux particules fines PM2,5, suivie par Lahore (Pakistan), Dacca (Bangladesh) et Calcutta en Inde.

## ETATS UNIS

## Un Afro-Américain disculpé après 43 ans en prison

Un sexagénaire afro-américain a été disculpé et remis en liberté mardi par un tribunal du Missouri après avoir passé 43 ans en prison suite à une erreur judiciaire.

Kevin Strickland, 62 ans, avait été condamné en 1979 à la réclusion à perpétuité par un jury entièrement blanc, pour un triple meurtre qu'il a toujours nié avoir commis.

"Aucun indice matériel ne le liait au crime et il a été condamné uniquement sur la base du témoignage" d'une rescapée qui s'est ensuite rétractée, a relevé le juge James Welsh dans sa décision.

De plus, deux des quatre auteurs du raid meurtrier l'avaient formellement mis hors de cause, a souligné le magistrat.

"La confiance du tribunal dans la condamnation de M. Strickland est tellement minée qu'elle ne peut pas tenir", a-t-il conclu en ordonnant la "remise en liberté immédiate" du prisonnier. La procureure du comté de Jackson, qui avait demandé l'annulation de la condamnation, a salué cette décision.

"Justice est -- enfin -- rendue pour cet homme qui a tellement souffert de cette tragique erreur judiciaire", a déclaré Jean Peters Baker dans un communiqué.

Le nom de Kevin Strickland vient désormais allonger une longue liste d'Américains victimes d'erreurs judiciaires, et se situe parmi ceux ayant passé le plus de temps derrière les barreaux. Selon le "National Registry of Exonerations", un projet mené par plusieurs universités américaines, les quelque 2.500 personnes blanchies par la justice ces trente dernières années ont passé en moyenne 13,9 années en prison, avec un maximum de 47 ans et 2 mois.

Obtenir des dédommagements pour ces années perdues n'étant pas toujours facile, l'organisation Midwest Innocence Project, qui a porté le dossier de M. Strickland, a mis en place une campagne de financement participatif sur internet pour l'aider à s'installer dans sa nouvelle vie.

Lui avait indiqué récemment au Washington Post vouloir, une fois libre, se rendre sur la tombe de sa mère, morte cet été, et voir, pour la première fois, l'océan.

## TISSEMSILT

## Prise en charge des préoccupations sociales des étudiants de l'Ecole de formation paramédicale

Les autorités de la wilaya de Tissemsilt ont décidé de prendre en charge l'ensemble des préoccupations sociales des étudiants de l'Ecole paramédicale du chef-lieu de wilaya, a-t-on appris lundi de la cellule de communication des services de la wilaya.

Selon la même source, les autorités de wilaya ont décidé de prendre en charge l'ensemble des préoccupations sociales, lesquelles ont été soulevées préalablement par les représentants des étudiants de l'Ecole de formation des paramédicaux de Tissemsilt, au ministre de la Santé lors de sa visite de travail et d'inspection la semaine passée dans la wilaya.

Dans cet ordre d'idées, le wali, Abbas Badaoui a effectué, dimanche, une visite d'inspection au niveau des résidences universitaires des filles "2.000 lits" et "1.000 lits" pour s'enquérir des conditions dans lesquelles évoluent les étudiantes de l'Ecole sus-indiquée.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a sommé les gestionnaires de la direction de œuvres universitaires de répondre aux attentes des étudiantes de l'Ecole de formation paramédicale en leur offrant des prestations de qualité é, en termes d'hébergement et de restauration, pour leur permettre d'étudier dans les meilleures conditions possibles.

Le même responsable a donné des instructions fermes, après avoir écouté les préoccupations d'un nombre d'étudiantes sur le fonctionnement de cette structure de formation, pour mettre à leur disposition dans "l'immédiat" le service Internet, de qu'une bibliothèque, de concert avec la direction de la santé et de la population.

## CONSTANTINE Réhabilitation de quatre services médicaux du CHU D' Benbadis

Les travaux de réhabilitation de quatre (4) services médicaux du centre hospitalo-universitaire (CHU) Dr.

Benbadis, sis au chef-lieu de wilaya de Constantine, ont été entièrement achevés au titre de l'exercice 2021, a-t-on appris mercredi auprès des responsables de cet établissement de santé.

Les travaux de réhabilitation ont touché les services d'épidémiologie et des maladies infectieuses, de neurochirurgie, de pédiatrie ainsi que celui d'Ibn Sina dédié aux interventions chirurgicales, a précisé à l'APS la même source.

L'opération, première du genre depuis l'indépendance, a souligné la même source, est inscrite dans le cadre des directives et des orientations du ministère de la Santé, visant l'exécution du programme portant restauration des structures vétustes relevant de ce secteur.

L'initiative, a-t-on ajouté, aura également pour objectif d'améliorer les conditions de prise en charge des malades venus aussi bien de la wilaya de Constantine que des régions limitrophes, en particulier de la région de l'Est, à l'instar des wilayas de Mila, Oum El Bouaghi, Khenchela, Batna et Skikda.

Les travaux réalisés confiés à des entreprises privées, ont porté sur le renouvellement de la peinture, la rénovation des sanitaires, le confortement des murs et l'installation des réseaux de distribution d'oxygène destiné surtout aux malades atteints de Covid 19, a fait savoir la même source.

La concrétisation de cette opération considérée comme un acquis important au profit de cette structure sanitaire de référence dans la wilaya de Constantine, a nécessité la mise en place d'une enveloppe financière dépassant les 50 millions DA, a-t-on ajouté.

Il est à signaler que le CHU de Constantine dispose actuellement de 57 services toutes spécialités confondues, dont la réhabilitation d'autres unités de soins médicaux est également au programme.

## BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

## 180 nouveaux cas, 113 guérisons et 5 décès ces dernières 24 heures en Algérie (ministère)

Cent quatre-vingt (180) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 113 guérisons et 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, mercredi, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 209463, celui

des décès à 6035 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 143645. Par ailleurs, 18 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 24 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis

que 4 wilayas ont enregistré 10 cas et plus. Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du port du masque.

## INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

## Saidal: début de la production d'anti-cancéreux en full-process dès 2023

Le groupe pharmaceutique public Saidal entamera la production d'anti-cancéreux en full process à l'horizon 2023 en partenariat avec le laboratoire coréen CKD OTTO, a indiqué mardi le ministère de l'Industrie pharmaceutique dans un communiqué.

"Avec une intégration progressive, le partenariat algéro-coréen débutera par une première étape de conditionnement secondaire, avant de s'étendre au full-process et à la production de matière première à l'horizon 2023", a fait savoir le ministère, soulignant que cela permettra à Saidal de jouer un rôle pour la couverture des besoins en produits d'oncologie qui connaissent régulièrement des perturbations en matière de disponibilité.

Cette annonce a été faite lors d'un exposé relatif à l'état d'avancement du part-



neriat entre les deux groupes, présenté à l'occasion d'une réunion de travail présidée mardi par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed, regroupant une délégation du groupe pharmaceutique coréen CKD OTTO conduite par son président directeur, In Hyun Baik, ainsi que la

PDG de Saidal, Fatoum Akacem, et des cadres du groupe public.

Cette réunion a eu lieu dans le cadre du plan de développement du groupe public Saidal notamment dans son volet relatif à la production d'anti-cancéreux, indique la même source.

Le groupe Saidal et le

sud-coréen CKD OTTO avaient signé en décembre 2020 un mémorandum d'entente pour la production des produits d'oncologie.

Ce partenariat permettra à Saidal de "concourir à la souveraineté sanitaire et de constituer un levier de croissance économique pour le pays", affirme le ministère, notant que ce projet introduira "pour la première fois" la production de matière première en Algérie.

M. Benbahmed a exprimé à cette occasion "le plein soutien des autorités algériennes pour la concrétisation de ce projet de partenariat bénéfique pour les deux entreprises" et leurs a fait part de "son appui pour qu'ils puissent atteindre les objectifs tracés dans les délais escomptés et répondre ainsi aux priorités sanitaires et au développement économique du pays", selon le communiqué.

## MOSTAGANEM

## Une gestion optimale des déchets hospitaliers recommandée lors d'une rencontre de formation

Les participants à une rencontre de formation et d'information sur "la gestion des déchets médicaux" ont insisté mardi à Mostaganem sur l'impératif d'une gestion optimale des déchets hospitaliers en expansion à cause de la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus.

Le directeur général de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamene, a souligné que la crise sanitaire de la Covid-19 a eu pour conséquence l'augmentation du volume des déchets infectieux au niveau des différents établissements de santé "ce qui nécessite la mise à niveau des données et informations liées à cette situation et les modalités de traitement de ce type de déchets dangereux".

Selon l'intervenant, l'Etat a mis en place une stratégie respectant les principes de développement durable fournissant les conditions sanitaires et environnementales pour traiter ce

genre de déchets. Il a rappelé les textes réglementaires et outils juridiques mis en place par le ministère de tutelle et régissant la gestion intégrée pour 40.000 tonnes de déchets sanitaires générées chaque année par les établissements sanitaires à l'échelle nationale. Par ailleurs, Karim Ouamene a affirmé que l'AND a élaboré, en collaboration avec le ministère de la santé, un guide pratique destiné à tous les employés des établissements sanitaires et hospitaliers et présentant toutes les informations, les techniques et les modes de traitement des déchets sanitaires.

Pour sa part, Farid Laassel, ingénieur spécialisé en environnement, a mis l'accent sur l'augmentation des déchets sanitaires due à la crise sanitaire induite par la propagation du coronavirus.

Après avoir insisté sur l'importance de la formation des professionnels

exerçant dans ce domaine, il a mis en exergue la nécessité du respect des procédures réglementaires.

La majorité des établissements sanitaires publics et privés de la wilaya disposent d'incinérateurs, pour ceux qui n'en ont pas, ils peuvent recourir aux services d'entreprises spécialisées dans le traitement de ce genre de déchets, a-t-il dit.

Lors de cette rencontre, organisée par la wilaya de Mostaganem, des interventions ont été présentées sur "la situation de la gestion des déchets sanitaires au niveau de la wilaya de Mostaganem", "le cadre légal de gestion des activités sanitaires" et "les défis des déchets produites par les établissements sanitaires et hospitaliers".

Une exposition a été également mise sur pied pour présenter les activités des collecteurs et des entreprises spécialisées dans le traitement des déchets.

## EL-OUED

## Le dépistage précoce de l'arthrose souligné lors d'une rencontre

Les participants à une rencontre médicale tenue mercredi à El-Oued ont mis en avant l'importance du dépistage précoce dans le traitement des maladies articulaires et rhumatismales pour éviter d'éventuelles complications.

Le traumatologue Abdelkader Melouka a indiqué, dans ce cadre, que les résultats des recherches médicales ont prouvé que le dépistage précoce de l'arthrite

est nécessaire, au regard de l'augmentation des cas de cette maladie, en vue de son traitement de façon efficace.

L'intervenant a affirmé que les objectifs thérapeutiques menés au niveau des cliniques privées spécialisées en orthopédie et traumatologie requièrent une coordination avec les autres spécialités médicales ayant un rapport direct avec l'orthopédie, tels que la médecine sportive, en plus de l'exploitation de l'ima-

gerie médicale. Le Dr. Zakaria Bennine a mis en exergue, pour sa part, l'importance de l'organisation de sessions de formation en direction des orthopédistes et traumatologues, pour approfondir leurs connaissances et atteindre l'objectif de précision du diagnostic des maladies rhumatismales.

Il a estimé que l'utilisation de produits analgésiques a prouvé son inefficacité curative, avant d'appeler à la ratio-

nalisation de l'utilisation de ce type de médicaments, sur la base de prescriptions médicales, afin d'en éviter les effets secondaires, l'intoxication rénale et l'hypertension artérielle (HTA) notamment.

Initiée par une clinique privée de la wilaya d'El-Oued, cette rencontre, qui a regroupé des praticiens spécialistes, a donné lieu aussi à l'organisation d'interventions chirurgicales en orthopédie.

# P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

## ROYAUME UNI

### 42.484 nouveaux cas, plus de 9,9 millions au total

Le Royaume-Uni a enregistré 42.484 nouvelles infections à la COVID-19, portant le nombre total de cas de coronavirus dans le pays à 9.932.408, ont montré les chiffres officiels publiés mardi.

Le pays a également signalé 165 nouveaux décès liés au coronavirus.

Le nombre total de morts liés à la COVID-19 au Royaume-Uni s'élève désormais à 144.137, avec 8.088 patients atteints de la COVID-19 toujours hospitalisés. Ces dernières données sont arrivées alors que de nouveaux chiffres ont montré que les décès hebdomadaires dus à la COVID ont dépassés les 1.000 pour la première fois en huit mois. Les



chiffres ont également montré que c'est la première fois que le total hebdomadaire a dépassé la barre des 1.000 depuis la semaine se terminant le 12 mars.

Par ailleurs, ont révélé les derniers chiffres, plus de 88 % des personnes âgées de 12 ans et plus au Royaume-Uni ont reçu une première dose de vaccin et plus de 80 % deux doses, tandis que plus de 27% ont reçu une injection de rappel, ou troisième dose d'un vaccin anti-COVID-19.

## Astrazeneca défend son vaccin écarté des rappels anti-covid

Le patron d'Astrazeneca a défendu mardi le vaccin contre le covid-19 du géant pharmaceutique britannique, qui n'a pas été retenu pour les doses de rappel au Royaume-Uni, en marge de l'inauguration d'un centre de recherche à Cambridge.

Pascal Soriot, interrogé sur la BBC, a affirmé que le groupe suédo-britannique espérait toujours obtenir l'homologation de son vaccin aux Etats-Unis.

Questionné sur le choix du gouver-

nement britannique de donner la priorité aux vaccins Pfizer et Moderna qui utilisent la technologie de l'ARN messager, contrairement à celui d'Astrazeneca, M. Soriot a défendu l'efficacité du sérum de son groupe.

"Il a été démontré que ce vaccin stimule mieux les lymphocytes T", essentiels à l'immunité, "particulièrement chez les gens âgés", a-t-il assuré.

Les dernières données gouvernementales britanniques font état de 886

nouvelles admissions chaque jour à l'hôpital pour plus de 44.000 nouveaux cas positifs de Covid-19.

Celles de la France s'élèvent à 507 nouvelles hospitalisations quotidiennes, pour une moyenne sur sept jours de 17.000 nouveaux cas environ.

Le Royaume-Uni est l'un des pays européens avec le plus de décès liés à la pandémie (plus de 144.400) contre 99.437 en Allemagne et près de 121.000 en France.

## INDE

### Le vaccin indien Covaxin voit son efficacité réduite face au variant Delta

Covaxin, un vaccin anti-Covid élaboré en Inde et largement utilisé sur place, s'est montré moins efficace lors de son déploiement dans la vie réelle pendant ses essais cliniques, montre une étude publiée mardi, expliquant ce constat par l'essor du variant Delta.

L'étude témoigne néanmoins de l'efficacité de Covaxin contre l'infection au coronavirus "dans un contexte de forte poussée des cas, face à la probable domination du variant Delta", concluent les auteurs de ce travail publié dans Lancet Infectious Diseases.

Produit par le groupe Bharat Biotech, Covaxin est le premier vaccin anti-Covid

développé en Inde. Même s'il vient seulement d'être homologué par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Covaxin, un vaccin en deux doses à virus inactivé, est utilisé sur place depuis le début d'année, les autorités n'ayant pas attendu les principaux résultats des essais cliniques.

Ces derniers, finalement donnés début novembre, avaient témoigné d'une bonne efficacité: parmi les vaccinés, on trouvait environ trois quarts de cas en moins que chez les personnes ayant reçu un placebo.

L'étude publiée mardi s'intéresse, elle, à ce qui s'est passé quand le vaccin a réellement fait l'objet d'une cam-

pagne en vie réelle, donc plus tard que lors des essais cliniques.

Ses données remontent au printemps 2021, au sommet d'une vague épidémique en Inde. Les auteurs ont examiné a posteriori la situation d'environ 2.000 soignants d'un hôpital de New Delhi.

La moitié avaient été diagnostiqués positifs au Covid-19, l'autre non, les cas asymptomatiques étant par ailleurs exclus de l'étude.

Les conclusions témoignent d'une efficacité moindre que lors des essais cliniques: ces données laissent penser que le vaccin a évité une infection symptomatique chez la moitié des personnes qui l'ont reçu, et non

trois quarts. Les auteurs expliquent largement ce déclin par l'essor du variant Delta. Celui-ci est plus contagieux et met donc, a priori, la vaccination à plus rude épreuve.

"Nos résultats soulignent qu'il faut rapidement déployer (ce vaccin) tout en continuant à mettre en oeuvre et respecter des mesures non pharmacologiques", c'est-à-dire des gestes barrières comme le port du masque, estiment-ils.

L'étude ne mesure par ailleurs pas l'efficacité du vaccin contre les seules formes graves, un enjeu crucial pour la dangerosité de l'épidémie et le poids qu'elle fait peser sur le système de santé.

## MALAISIE

### La Chine va faire don à la Malaisie d'un million de vaccins de Sinovac

La Chine fera don d'un million de doses supplémentaires du vaccin de Sinovac à la Malaisie, a rapporté mardi le média d'information économique The Malaysia Reserve (TMR).

Cité par TMR, le ministre malaisien des Affaires étrangères, Saifuddin Abdullah, a déclaré que la Chine a jusqu'à présent fait don de 28 millions de doses du vaccin de Sinovac aux pays de l'ASEAN (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), dont 500.000 à la Malaisie.

En plus des vaccins supplémentaires, la Chine aidera également l'ASEAN à renforcer ses capacités en matière de santé publique et de produits pharmaceutiques grâce au partage de technologies, d'expertise et de propriété intellectuelle, selon TMR. "Cela aidera l'ASEAN à renforcer son système de santé publique et à mieux se préparer à affronter de futures urgences sanitaires", a indiqué lundi Saifuddin Abdullah lors d'une conférence de presse organisée à l'issue d'un sommet spécial virtuel ASEAN-Chine.

## CHINE

### Début des essais sur l'homme de deux médicaments chinois

Les essais sur l'homme de deux médicaments antiviraux chinois contre la Covid-19 développés principalement par l'Institut de Shanghai de Materia Medica relevant de l'Académie des sciences de Chine (ASC) ont été lancés à l'étranger. L'un des deux candidats, portant le nom de code VV116, est un médicament oral à base de nucléoside anti-Covid-19 qui a obtenu des résultats prometteurs sur des animaux.

Il a montré une activité inhibitrice importante contre la souche originale de la Covid-19 ainsi que sur ses souches variantes, comme le variant Delta, dans les essais in vitro, a indiqué mercredi l'Institut. "Le VV116 a d'abord été approuvé pour des essais cliniques en Ouzbékistan", a indiqué Shen Jingshan, chercheur à l'Institut, ajoutant que les essais sur des êtres humains étaient également en cours en Chine. L'autre candidat s'appelle FB2001. Il s'agit d'un nouveau composé conçu et synthétisé sur la base de la principale protéase du coronavirus, un enzyme clé jouant un rôle central dans la réplication virale. Une étude préclinique montre également que le composé manifeste une forte activité inhibitrice contre le virus dans la culture cellulaire, selon la chercheuse principale, Liu Hong. Les chercheurs ont mené des essais de phase I aux Etats-Unis en mars après que les résultats de l'étude préclinique ont été publiés dans la revue Science en juin 2020.

Le médicament a été conjointement développé par l'Institut de Shanghai, l'Université ShanghaiTech et l'Institut de virologie de Wuhan relevant de l'ASC.

## ETATS UNIS

### La Covid-19 provoque la démission généralisée de médecins et d'infirmières (Fox News)

Près d'un professionnel de la santé sur cinq a choisi de démissionner aux Etats-Unis depuis le début de la pandémie de Covid-19, selon la chaîne de télévision américaine Fox News, citant un récent article du mensuel américain The Atlantic.

Le secteur a perdu environ un demi-million de travailleurs depuis février 2020, a indiqué l'article publié samedi, en s'appuyant sur les données du Bureau américain des statistiques du travail.

De nombreux professionnels sanitaires ont expliqué que "la goutte d'eau qui a fait déborder le vase" de leur démission n'était pas le virus en soi, selon l'article, mais "la grande insatisfaction" quant à la manière dont leurs institutions y ont répondu, ajoutant qu'ils travaillaient sans pouvoir s'exprimer "dans des conditions de travail pénibles" et pour "un salaire insuffisant".

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché par la Covid-19 tant en nombre de morts que de cas, avec 772.344 décès pour 47.888.192 cas recensés, selon le dernier comptage de l'université Johns Hopkins.

## TOURISME

### La Nouvelle-Zélande restera fermée aux étrangers jusqu'à fin avril

La Nouvelle-Zélande a annoncé mercredi que ses frontières resteraient fermées aux voyageurs étrangers jusqu'à fin avril, au moment où l'archipel assouplit progressivement les mesures pour les arrivées internationales, jusqu'ici parmi les plus strictes au monde.

Le ministre en charge de la lutte contre le Covid-19, Chris Hipkins, a indiqué que les Néo-Zélandais bloqués en Australie pourraient rentrer à partir de mi-janvier, ceux en provenance du reste du monde devant attendre février.

De leur côté, les étrangers pourront se rendre dans l'archipel à partir de fin avril, selon le plan de réouverture progressive dévoilé mercredi.

"Nous reconnaissons que la situation a été difficile, mais la fin des restrictions de voyage est désormais en vue", a déclaré M. Hipkins à la presse. La Nouvelle-Zélande avait fermé ses frontières en mars 2020.

Toutes les personnes en provenance de l'étranger devaient observer une quarantaine de deux semaines dans un hôtel.

Cette période a récemment été réduite à sept jours.

Le ministre est allé plus loin mercredi en annonçant qu'avec l'ouverture progressive de ses frontières, à l'Australie puis au reste de la planète, les voyageurs devront s'isoler à domicile durant sept jours après avoir prouvé être entièrement vaccinés et négatifs au coronavirus.

Cette annonce intervient dans un contexte de pression croissante des Néo-Zélandais bloqués à l'étranger et frustrés de ne pas pouvoir réserver de chambre dans les hôtels de quarantaine, en nombre insuffisant. La Nouvelle-Zélande a annoncé en début de semaine un changement de sa stratégie de lutte contre le Covid-19, en décidant de contenir le variant Delta plutôt que de l'éliminer. La maladie

n'a fait que 40 morts sur une population de cinq millions d'habitants mais les autorités ont admis que le variant Delta a changé la donne et qu'elles devaient abandonner leur objectif zéro Covid. M. Hipkins a reconnu que beaucoup d'habitants souhaitaient une réouverture des frontières pour Noël mais il a estimé que ce n'était pas réaliste. "La pandémie mondiale se poursuit, avec une augmentation du nombre de cas en Europe et dans d'autres parties du monde", a-t-il déclaré.

"Nous devons donc faire attention à la réouverture de nos frontières, c'est ce que nous faisons et ce que nous avons toujours fait". Le ministre a précisé qu'à partir du mois prochain, l'Inde, le Pakistan, l'Indonésie, les Fidji et le Brésil ne se raient plus classés parmi les pays à très haut risque, ce qui permettra à leurs ressortissants de se rendre en Nouvelle-Zélande à partir du 30 avril.

# FOIE

## 6 CONSEILS POUR EN PRENDRE SOIN

Il y a les aliments que notre foie n'aime pas du tout car ils le détériorent à petit feu. Mais fort heureusement il y a aussi des nutriments qui le protègent. Petite liste des règles (et des aliments) à adopter pour protéger votre foie.

Certains aliments ont ce que l'on appelle un "effet délétère" sur le foie, c'est-à-dire qu'ils le mettent en danger et le détruisent peu à peu. C'est le cas de l'alcool bien sûr mais aussi des acides gras trans ou du sucre.

Mais fort heureusement, il y a aussi ce que le Dr Ibrahim Hanouney, auteur de *Je dépollue mon foie et je protège mon cœur*, appelle les "superstars qui protègent le foie". Tour d'horizon de ce qu'il faut intégrer dans votre alimentation afin de fortifier votre foie.

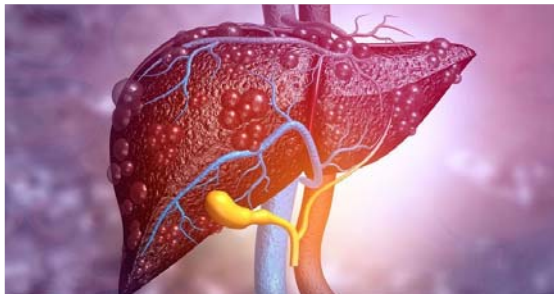
### DANS LA FAMILLE DES PLANTES DÉTOX.

**ON ADOPTE :**  
Le chardon Marie : il contient de la silymarine, substance qui réduit la toxicité de l'alcool et des médicaments. Laissez infuser 10 minutes 1 cuillerée à soupe de feuilles dans 35 cl d'eau bouillante. Buvez 1 tasse de cette infusion avant chaque repas.

**Des médiums ascendants :** il protège le foie des substances toxiques (alcool, chimiothérapie...) et l'aide à se régénérer. Prenez 1 ou 2 cuillerées à café par jour d'extrait fluide de plantes standardisées, en cure de 2 semaines. Le pissenlit : il est excellent pour drainer le foie après un repas riche en graisses. Il agit comme un véritable détergent. Laissez tremper 2 heures dans 1 l d'eau froide 20 à 30 g de feuilles de pissenlit et 20 à 30 g de racine coupée en morceaux. Portez à ébullition pendant 1 minute et laissez infuser 15 minutes. Buvez 1 tasse avant chaque repas durant 2 semaines.

**Le chrysothellum americanum :** il possède des saponines et des flavonoïdes, qui lui confèrent une action protectrice des cellules du foie, notamment en cas d'abus d'alcool. Laissez infuser pendant 10 minutes 1 cuillerée à soupe dans 25 cl d'eau bouillante, puis filtrez. Buvez 2 tasses par jour de cette préparation.

**Le romarin :** il renferme des flavonoïdes, des tanins ainsi que des subs-



tances amères qui stimulent l'action détoxifiante des enzymes du foie. Prenez 1 ou 2 gouttes d'huile essentielle avant ou après chaque repas.

### DANS LA PALETTE DES MICRONUTRIMENTS, JE CHOISIS :

**Les probiotiques :** ces bonnes bactéries qui jouent un rôle crucial pour la santé gastro-intestinale, ne sont pas non plus sans effet sur la santé du foie, du fait de la très forte interaction entre le foie et les intestins. Un déséquilibre du microbiote (les bactéries qui colonisent notre intestin) est d'ailleurs souvent mis en évidence chez les personnes qui souffrent d'une NASH (le syndrome du foie gras) ou d'une cirrhose. Une bonne raison d'augmenter votre consommation de yaourts, de kéfir et de produits fermentés comme le miso ou la choucroute.

**Les céréales riches :** une étude récente a montré que les femmes qui avaient une consommation alimentaire d'Oméga-3 plus élevée avaient un microbiote intestinal plus diversifié. On en revient cette fois encore à la bonne

santé de l'axe foie-intestin. Mais les acides gras Oméga-3 diminuent aussi le taux de lipides dans le sang, réduisant ainsi le risque de fibrose du foie. Vous en trouvez essentiellement dans les poissons gras, les noix, les graines de lin ou les fruits à coque.

**La vitamine E :** cet antioxydant qui protège l'organisme contre les radicaux libres a des effets bénéfiques sur le foie car il limite la progression de la maladie du foie gras. Pour ne pas dépasser la posologie recommandée de 12 mg par jour (surtout si vous souffrez de troubles de la coagulation ou de maladies cardiovasculaires), mieux vaut privilégier les sources naturelles de vitamine E. Vous en trouvez dans les huiles végétales, les fruits à coque, les céréales complètes et le jaune d'œuf.

### ET JE N'OUBLIE PAS...

>>> Les épices : curry, eucuma, piment en poudre ou paprika ont des effets bénéfiques sur le foie du fait de leurs propriétés antioxydantes mais aussi grâce à leur capacité à stimuler les enzymes de la détoxification. Dans vos menus quotidiens, n'hésitez pas à

remplacer le sel, mauvais pour le foie, par des épices et herbes aromatiques.  
>>> Le thé vert : une étude a montré qu'une consommation modérée de thé vert (une tasse par jour) réduisait le risque de développer une maladie du foie (fibrose, hépatite virale ou stéatose hépatique non alcoolique) du fait de sa teneur en polyphénols qui limitent les dommages causés à l'ADN et font baisser le taux de lipides dans le sang. Attention toutefois de ne pas en abuser car le thé vert provoque des effets.

### 1/6 - Ayez la main légère sur le sel

Quand vous faites la cuisine, remplacez-le sel par des aromates que ce soit pour assaisonner les plats ou dans l'eau de cuisson. Pensez aussi aux épices, qui permettent d'avoir la main légère sur le sel et qui ont, en outre, des effets bénéfiques sur le foie du fait de leurs propriétés antioxydantes et anti-inflammatoires. Et bien évidemment, on oublie les chips et autres biscuits salés de l'apéro !

### 2/6 - Evitez le pain blanc

Tous les aliments avec des céréales

blanches (pain, pâtes) ou encore les pommes-de-terre ont un index glycémique élevé qui fatigue le foie. Ils stimulent la sécrétion d'insuline, ce qui favorise l'accumulation de graisse dans le foie. Préférez toujours les céréales complètes.

### 3/6 - Allégez votre assiette

Un excès de graisses saturées peut créer une inflammation évoluant à bas bruit vers la "maladie du foie gras" (ou Nash). Au fil du temps, le foie peut devenir fibreux, mal fonctionner, voire souffrir d'une cirrhose ou d'un cancer. En pratique, privilégiez les graisses mono-insaturées (avocat, huile d'olive, fruits à coque et graines...), et les oméga 3, des acides gras polyinsaturés (huile de colza, cresson, poissons gras...) qui ne provoquent pas d'inflammation.

### 4/6 - Réduisez le sucre

Lorsque le foie est saturé de sucres en excès, il les stocke sous forme de cellules graisseuses. En pratique : limitez les produits ultra transformés (sauces, sodas, plats industriels...), riches en sucres (sirop de glucose-fructose, maltodextrine...). Et pas plus de 25 g de sucre par jour. Voyez combien de morceaux de sucre se cachent dans vos aliments préférés.

### 5/6 - Evitez l'alcool

L'alcool est transformé dans le foie en acétaldéhyde, une substance toxique qui détruit les membranes des cellules. La consommation d'alcool entraîne aussi une hausse de la production d'acide lactique et l'accumulation de graisses dans le foie.

### 6/6 - Evitez d'être trop sédentaire

Maintenant que le confinement est levé et que vous avez plus besoin d'attestation pour bouger, accordez-vous des pauses dans la journée pour marcher 15 à 20 mn. Cela évitera le stockage des graisses dans le foie provoqué par la sédentarité.

## LES 8 ALIMENTS QUE VOTRE FOIE N'AIME PAS

### La viande grasse

Laissez tomber le hamburger, même maison, et préférez la dinde, le poulet et le bœuf maigre (filet-mignon, steak, filet) en petite quantité. Découvrez ici des recettes rapides avec un blanc de poulet.

### Les poissons en sauce

Oubliez les poissons recouverts de sauce grasse (sole meunière, raie au beurre noir) et préférez les poissons réputés "non contaminés" : cabillaud, colin d'Alaska, daurade, hareng, lieu jaune, maigreux, sardines. Décou-

vrez ici des recettes rapides avec une boîte de sardines.

### Les céréales raffinées

Oubliez le riz blanc, les pâtes blanches, la baguette tradition... et préférez les céréales complètes bio.

### Les fruits

Redoutables pour le foie, comme tous les aliments froids, elles le sont deux fois plus si vous les accompagnez de ketchup ou de mayonnaise. Un peu de pommes-de-terre, oui, mais cuites à la vapeur et accompagnées de légumes

(chou, fenouil, salsifis, brocolis, carottes, panais) ou de salade verte.

### Les fromages

En fin de repas, on oublie les fromages, les desserts lactés, les crèmes glacées, trop gras et trop sucrés, et on opte pour les fruits dont la saveur sucrée va quand même flatter le palais. Les plus riches en eau et faibles en sucre sont l'ananas, la cerise, les agrumes, le kiwi, la pomme et les petits fruits rouges (framboise, myrtille). Découvrez ici des recettes savoureuses avec des fraises

### Les soupes instantanées

Soups en sachets, déshydratées, en distributeur, sont à éviter en raison de leurs additifs, de leurs exhausteurs de goût et de leur haute teneur en sel. Préférez les soupes maison, préparées si possible avec des légumes bio pour profiter de leurs minéraux et antioxydants. Découvrez ici des recettes de soupes rassasiantes.

### Les sodas

Qu'ils soient avec ou sans sucre, les sodas et boissons énergisantes sont

carrément à proscrire. Ce n'est pas pour rien que la maladie du foie gras s'appelle également la maladie du soda. Si boire de l'eau vous semble triste, buvez des eaux infusées, du "thé rouge" (rooibos) ou de la citronnade maison.

### Les jus de fruits industriels

Ils sont beaucoup trop riches en sucres. Préparez plutôt des jus maison avec un extracteur de jus ou des thématiques légères. Découvrez ici des recettes de boissons désaléantes

## BIENTÔT UN NOUVEAU TRAITEMENT CONTRE LE CANCER DU FOIE ?

Pour faire avancer le traitement contre le cancer du foie, des chercheurs testent un moyen de reprogrammer les globules blancs du malade, pour l'aider à se battre contre les cellules cancéreuses.

Le cancer du foie touche plus de 10 000 nouvelles personnes chaque année en France. Il est difficile à soigner, car il est souvent diagnostiqué trop tard. Pour faire avancer la recherche, le Centre Eugène Marquis, à Rennes, réferent mondial dans la recherche contre ce cancer, teste un nouveau type de traitement, sur la base de l'immunothérapie cellulaire, dans le cadre d'une étude clinique internationale, qui cherche à optimiser l'utilisation de virus oncolytiques en les associant au traitement conventionnel.

Pour l'instant, il existe quatre types de traitements du cancer du foie : l'ablation partielle du foie, la greffe de foie, la destruction tumorale percutanée et la chimiothérapie par chimioembolisation ou par médicament de thérapie ciblée, selon l'Institut national du cancer. Mais le CHU de Rennes s'est orienté vers une autre piste expérimentale pour venir en aide à un patient chez qui la chimiothérapie n'a pas fonctionné.

### UN VIRUS PROGRAMMÉ POUR ATTAQUER LE CANCER

Comme le CHU l'explique, le principe est d'utiliser "un virus inoffensif pour l'homme car génétiquement modifié et programmé pour se multiplier uniquement dans les cellules cancéreuses jusqu'à les faire exploser".

On appelle cela des virus oncolytiques, ces derniers ne sont pas injectés en intraveineuse, et ne circulent pas dans tout l'organisme. Ils sont directement placés dans les cellules tumorales. Au contact de ces dernières, une réaction se produit. Le corps comprend alors qu'il doit lutter contre les cellules cancéreuses et active son système de défenses immunitaires. Les globules blancs, qui circulent dans l'organisme, vont alors repérer toutes les cellules similaires et les détruire, pas uniquement de façon locale, donc.

Le Centre Eugène Marquis de Rennes traite les hépatocarcinomes avec cette technique, lorsque l'approche classique ne fonctionne pas. Ces patients ne sont pas opérables et/ou peuvent avoir des métastases. Elle vise surtout à augmenter l'espérance de vie. Par ailleurs, elle ne présente pas de gros effets secondaires, soulignent les médecins. Cette approche, née en 2017, est encore en phase d'essai : 600 patients à travers le monde en bénéficieront dans la troisième phase de l'étude clinique, qui va durer deux à trois ans.

# LE GRAS ET LE SUCRE, LES ENNEMIS DE VOTRE FOIE

Pour protéger votre foie des inflammations et des risques de maladies hépatiques telles que la stéatose du foie gras et le cancer, il est nécessaire de réduire la teneur en gras et en sucre de votre alimentation.

Le régime alimentaire occidental riche en matières grasses et en sucres favorise l'inflammation du foie et le déséquilibre intestinal, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *The American Journal of Pathology*. Ces conclusions ont été obtenues sur des souris et ont été marquées sur les rongeurs mâles.

Les chercheurs du laboratoire de l'UC Davis Health aux États-Unis ont réalisé une expérience avec des souris génétiquement modifiées carencées en FXR, comme les patients atteints de cirrhose du foie ou de cancer du foie qui ont également des niveaux faibles de FXR. Ce marqueur est un outil important pour mieux comprendre le rôle du régime alimentaire et de l'inflammation dans le développement des maladies du foie, y compris le cancer.

### TRAITER LE MICROBIOTE DE L'INTESTIN POUR PRÉVENIR LES MALADIES DU FOIE

D'autres données publiées ont déjà montré que les souris déficientes en FXR développent spontanément une stéatohépatite et des tumeurs du foie même lorsqu'elles reçoivent un régime de rongeurs normal. Dans cette étude, les cobayes ont été alimentés soit par un régime alimentaire occidental, soit par un régime de contrôle pendant 10 mois.

Les chercheurs ont trouvé un lien entre le régime occidental et la carence en FXR.

En effet, les souris non modifiées alimentées par le régime occidental et elles carencées en FXR ont développé une stéatose, qui était également plus grave chez les mâles que chez les femelles. Il est intéressant de noter que seules les souris mâles déficientes en FXR ont eu une infiltration massive de lymphocytes et de neutrophiles dans le foie (pour se défendre d'une inflammation), et des adénomes hépatiques (tumeur).

« Nous savons que la transition de la stéatose du foie



gras à la stéatohépatite (inflammation dans le foie gras) joue un rôle crucial dans les lésions hépatiques et le cancer. Parce que le foie reçoit 70% de son apport sanguin de l'intestin, il est important de comprendre comment l'intestin contribue au développement de la maladie du foie », a expliqué Yu-Ju Yvonne Wan, professeur et vice-président du département de pathologie et de médecine du laboratoire de UC Davis Health et auteur de l'étude.

« Cette étude est importante car elle associe le régime alimentaire aux changements dans le microbiote intestinal et le profil d'acide biliaire, ce qui ouvre la possibilité que les probiotiques et les médicaments qui simulent les acides biliaires puissent être utiles pour la prévention et le traitement de l'inflammation hépatique et pour lutter contre la progression dans les maladies du foie avancées telles que le cancer ».

## NASH OU MALADIE DU FOIE GRAS, QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE ?

A l'occasion de la journée mondiale de la NASH, le 12 juin, revenons sur ce qui caractérise cette maladie du foie qui a touché Pierre Menès. NASH veut dire "non alcoholic steatohepatitis" soit en français : stéatohépatite non alcoolique. Elle est aussi baptisée "maladie du foie gras", ou encore "maladie du soda".

### QUELS SONT LES STADES DE LA MALADIE DU FOIE GRAS (NASH) ?

La NASH est donc une maladie du foie qui n'est pas provoquée par un excès de consommation d'alcool. Elle se caractérise par une accumulation de graisse dans le foie. Il existe plusieurs "grades" de la maladie.

Le foie est l'organe le plus imposant du corps humain. C'est lui qui métabolise les nutriments, qui synthétise les protéines, qui produit de la bile et qui stocke le glycogène (qui fournit de l'énergie aux cellules). Quand le foie est sain, il contient un maximum de 5% de graisse.

Le premier grade de la maladie s'appelle "stéatose" : il s'agit du moment où l'excès de graisse n'arrive plus à être traité par le foie et se retrouve stocké dans celui-ci sous forme de lipides. A ce moment-là, le foie contient plus de 5% de graisse et change de couleur : il passe du rouge au jaune pâle.

L'étape d'après s'appelle NASH : c'est le stade où l'accumulation de graisse est trop importante. Le foie est en inflammation permanente et les cellules se dégradent. Cela crée un phénomène appelé

"ballooning", car leur dégradation entraîne un gonflement de l'abdomen. Enfin, l'ultime stade est celui de la cirrhose. Toutes les maladies du foie n'y mènent pas si elles sont prises à temps. La cirrhose est provoquée par l'inflammation et le ballooning, qui forment un tissu cicatriciel non fonctionnel (fibrose). A un moment donné, la fibrose est telle que le foie ne fonctionne plus. Cela peut engendrer un cancer du foie, ou une perte des fonctions hépatiques conduisant au décès.

### QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE ?

La maladie du foie gras est ce que l'on appelle une "maladie du mode de vie moderne". C'est-à-dire qu'elle est très souvent le résultat de mauvaises habitudes alimentaires. En général, la NASH est causée par un excès chronique d'apport en calories et par un manque d'activité physique couplé. Il existe d'autres types de maladies du foie dues à un excès d'alcool ou à de lourds traitements médicamenteux.

On estime que près de 8 millions de Français ont le foie trop gras, soit 1 personne sur cinq. Parmi eux, 200 000 se trouveraient à un stade avancé. "Cette proportion de foie gras en France pourrait augmenter de 60 % d'ici 10 à 15 ans", expliquait au Parisien le professeur Boursier au CHU d'Angers, en juillet 2019.

La NASH peut être liée à de l'hypertension, à la présence d'une maladie cardiaque, à des taux élevés de lipides dans le sang. On constate qu'elle

découle fréquemment d'un diabète de type 2, de facteurs d'obésité ou encore d'une résistance à l'insuline. Les personnes présentant ce type de symptômes sont appelés à se faire dépister.

### QUELS SONT LES SYMPTÔMES DE LA NASH ?

Le problème de cette maladie est qu'elle n'engendre pas de symptômes à proprement parler. Elle est souvent découverte à un stade avancé, lorsqu'il est trop tard pour réagir. C'est-à-dire au moment où apparaissent la jaunisse, les œdèmes, les hémorragies digestives ou encore une très grande fatigue. A ce stade, il n'est plus question d'un petit excès de graisse dans le foie mais d'une NASH bien installée.

Pour la diagnostiquer, les prises de sang et l'imagerie médicale peuvent aider mais ne sont pas suffisants. Il est nécessaire d'effectuer une ponction dans le foie : on appelle cela une biopsie hépatique.

### COMMENT SE SOIGNE LA NASH ?

Il n'existe pas pour l'instant de traitement contre la NASH. Plus de 40 molécules sont actuellement à l'essai, mais rien n'a encore été commercialisé. Prise assez tôt, la stéatose hépatique non alcoolique peut être ralentie et maîtrisée avec un régime alimentaire hypocalorique et de l'exercice physique. Si elle est prise trop tard, elle peut entraîner une perte des fonctions hépatiques et nécessiter une greffe de foie.

## SOUDAN

## Le Premier ministre ordonne l'arrêt immédiat des limogeages

Le Premier ministre soudanais Abdulrahman Hamdok, qui a repris son poste dimanche, a ordonné mercredi l'arrêt immédiat des limogeages et annoncé le "réexamen" de toutes les nominations annoncées durant sa détention dans la foulée du coup de force militaire du 25 octobre.

Ce jour-là, le général Abdel Fattah el-Burhane dissolvait l'ensemble des institutions du pays et dans les semaines suivantes annonçait limoger les patrons des médias d'Etat, d'entreprises et de banques publiques ainsi que de nombreux responsables au sein des différents gouvernements. En outre, des ambassadeurs ayant annoncé faire défection étaient relevés de leur fonction par un haut fonctionnaire occupant alors de facto le poste de chef de la diplomatie. Mercredi, M. Hamdok a dit dans un communiqué ordonner "l'arrêt immédiat des limogeages et des embauches dans les institutions publiques locales et nationales jusqu'à nouvel ordre".

Le Premier ministre, qui n'a toujours pas de gouvernement après avoir été réinstallé dimanche aux termes d'un accord avec le général Burhane, a ajouté que "les embauches et limogeages décidés récemment seront étudiés et réexaminés".

## NIGERIA

## UNICEF : plus de 1440 étudiants enlevés au Nigeria au cours de l'année 2021

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a annoncé que plus de 1440 étudiants ont été kidnappés au Nigeria pendant l'année 2021, ont rapporté mercredi des médias. Un rapport publié par le UNICEF a confirmé que les attaques qui visent des écoles au Nigeria continuent d'augmenter partout dans le pays. Il a fait savoir que 25 écoles différentes ont été la cible d'attaques dans le pays depuis janvier dernier, en plus de l'enlèvement de 1440 élèves en conséquence.

Le rapport a expliqué que les enfants en général sont exposés à ces attaques depuis des années dans les pays d'Afrique de l'Ouest, appelant le gouvernement nigérian à prendre des mesures urgentes pour empêcher que ces incidents ne se produisent.

## RDCONGO-ZAMBIE

## Accord pour le règlement du contentieux frontalier

Le président de la République de Zambie, Hakainde Hichilema, est arrivé dans la soirée de mardi à Kinshasa, capitale de la République démocratique du Congo (RDC) pour une visite officielle de travail de 24 heures, a annoncé la présidence de la RDC.

Sur place à Kinshasa, M. Hichilema s'est entretenu en tête à tête au Palais de la Nation avec son homologue de la RDC Félix Tshisekedi, également président en exercice de l'Union africaine, pour faire un tour d'horizon complet autour des questions d'intérêt commun entre les deux pays.

Devant la presse, Félix Tshisekedi a affirmé que le raffermissement des relations bilatérales entre les deux pays ainsi que le règlement du contentieux frontalier au niveau de la province de Tanganyika (sud-est de la RDC) étaient au menu des discussions. A en croire le président de la RDC, il sera lancé

## LIBYE

## Démission surprise de Jan Kubis (diplomates)

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, le Slovaque Jan Kubis, a démissionné de ses fonctions, une décision surprise qui intervient un mois avant une élection présidentielle cruciale dans ce pays, rapportent les agences Reuters et AFP, citant des sources diplomatiques aux Nations unies.

"Kubis a démissionné", a indiqué à l'AFP un diplomate, une information confirmée par plusieurs autres sources diplomatiques. Aucune raison officielle n'a été donnée à ce stade à cette soudaine démission, à un mois de l'élection présidentielle prévue en Libye, ont ajouté ces diplomates. Peut-être qu'il "sent qu'il n'a pas assez de soutien", a indiqué une source diplomatique.

Selon Reuters, les Nations unies ont suggéré de manière informelle le nom du vieux routier de la diplomatie britannique, Nicholas Kay, pour lui succéder.

Le Conseil de sécurité de



l'ONU s'est récemment divisé sur l'opportunité de reconfigurer la direction de la mission politique onusienne en Libye, plusieurs membres du Conseil réclamant que le poste d'émissaire soit redéployé de Genève à Tripoli. Selon des diplomates, Jan Kubis était réticent au transfert de son poste.

Ex-émissaire de l'ONU pour le Liban, Jan Kubis, avait pris ses fonctions de représentant spécial de l'ONU pour la Libye en janvier dernier. Son retrait soudain du dossier libyen intervient au lendemain de la clôture du dépôt des candidatures pour briguer le poste de chef d'Etat lors du scrutin du 24 décembre. Selon la Haute commission électorale (HNEC) libyenne, 98 candidats dont deux femmes ont soumis un dossier pour l'élection présidentielle.

## Le procureur de la CPI espère se rendre en Libye début 2022

Le procureur de la Cour pénale internationale, Karim Khan, a indiqué mardi au Conseil de sécurité de l'ONU espérer pouvoir se rendre en début d'année prochaine en Libye, où ses équipes n'ont pas encore pu aller en raison de la pandémie de Covid-19 et de l'insécurité dans le pays. "Au début de l'année prochaine, si les conditions le permettent, j'ai l'intention d'aller en Libye", a déclaré le procureur britannique aux 15 membres du Conseil lors d'une réunion consacrée à la Libye et la CPI. "Je voudrais m'engager davantage avec le gouvernement libyen mais aussi avec d'autres parties prenantes", a précisé

Karim Khan, en soulignant la nécessité d'un "dialogue ouvert".

La CPI enquête depuis longtemps sur des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre commis en Libye ainsi que sur des abus commis contre des migrants. Dans ce cadre, le fils de l'ex-leader Mouammar Kadhafi, Seif al-Islam, candidat à la présidentielle en Libye prévue le 24 décembre, est recherché depuis 2011 par la CPI pour "crimes contre l'humanité".

Lors de la session du Conseil, les Etats-Unis et l'Irlande notamment ont réclâmé aux autorités libyennes de faire traduire en justice les personnes recherchées par

la CPI. Karim Khan a précisé que pour les affaires libyennes où son impartialité pourrait être mise en cause, il se récuserait. C'est déjà le cas pour le dossier lié à Seif Al-Islam, qu'il a auparavant défendu devant la Cour, a-t-il précisé, indiquant que son adjoint à la CPI était chargé de suivre cette affaire.

Pour la Cour, "cette quête commune pour réduire l'impunité pour un génocide ou des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre, doit permettre de nous rapprocher au lieu de nous diviser davantage", a dit Karim Khan au Conseil de sécurité.

## MALAWI

## Mike Tyson souhaité comme ambassadeur du cannabis

Le Malawi, où la culture et le commerce du cannabis médicinal est légal, a officiellement demandé à la légende de la boxe, Mike Tyson, de devenir ambassadeur de l'industrie locale, selon un porte-parole du ministère de l'Agriculture mardi. Dans un courrier adressé à l'ancien champion du monde poids lourds daté du 1er novembre, le ministère écrit que "le Malawi ne peut pas faire cavalier seul dans cette industrie complexe et a besoin d'un partenaire. Je voudrais vous nommer, M. Mike Tyson, ambassadeur du secteur du cannabis au Malawi". Le ministère n'a pas précisé si M. Tyson avait répondu favorablement à sa demande. Sacré plus jeune champion du monde de sa catégorie à vingt ans en 1996, "Iron Mike", après une carrière tumultueuse dans la boxe entre combats et faits divers, a fait florès ces dernières années dans le business légal du cannabis. Fin octobre, le magazine américain Forbes a annoncé le lancement par le boxeur d'une nouvelle société de commercialisation de produits à base de cannabis aux Etats-Unis.

Le Malawi a rejoint début 2020 la liste des pays africains qui autorisent l'usage médicinal, notamment pour compenser une production de tabac en net déclin. La production et la vente pour la fabrication de textiles et de cordes est aussi autorisée. Décrit parfois comme "l'or du Malawi", le cannabis était cultivé illégalement depuis des années.

## BÉNIN-TOGO-NIGERIA

## Trois pays engagés dans des patrouilles conjointes pour la sécurité maritime dans le golfe de Guinée



Le Bénin, le Togo et le Nigeria se sont engagés depuis lundi, à la base navale de Cotonou, dans une opération conjointe de sécurisation dans le golfe de Guinée, a indiqué un communiqué gouvernemental publié mardi.

L'opération conjointe vise principalement le contrôle coordonné de la zone "E" de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO), regroupant le Togo, le Niger, le Nigeria et le Bénin, en vue d'assurer la sûreté et la sécurité maritimes, selon la même source.

"L'opération se concentrerait sur des activités de routine dans le cadre des fonctions de police en mer afin de priver les pirates et autres criminels maritimes de la liberté d'action", souligne le communiqué. En 2020, 95% des enlèvements maritimes mondiaux ont été enregistrés dans le golfe de Guinée selon le Bureau maritime mondial. Avec plusieurs groupes armés opérant notamment dans le Delta du Niger, le Nigeria, selon certains experts, constitue une forteresse de retranchement des assaillants.

## SYRIE

## Quatre personnes tuées dans des frappes israéliennes (nouveau bilan)

Quatre personnes parmi lesquelles au moins deux civils ont été tuées dans des bombardements israéliens qui ont ciblé mercredi à l'aube des zones dans le centre de la Syrie, selon un nouveau bilan donné par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Selon cette ONG basée au Royaume Uni et qui dispose d'un vaste réseau de sources dans la Syrie, les bombardements israéliens visaient les environs de trois villages à l'ouest de Homs.

Les bombardements ont fait quatre morts parmi lesquels deux civils, a indiqué l'OSDH sans pouvoir déterminer si les deux autres morts étaient des civils ou des militaires.

Un précédent bilan donné auparavant par l'agence officielle syrienne Sana, citant une source militaire, faisait état de deux morts et sept blessés. Les frappes ont ciblé "certaines positions dans la



région centrale" du pays, a ajouté Sana sans autre précision. Selon ce média d'Etat, la défense aérienne syrienne a "repoussé l'agression et a abattu la plupart des missiles. Depuis le début de

la crise en Syrie en 2011, l'entité sioniste a mené des centaines de frappes en territoire syrien. Le 8 novembre, deux soldats syriens ont été blessés dans des frappes israéliennes contre des objectifs dans le centre et l'ouest de la Syrie, selon Sana. Fin octobre, cinq combattants en Syrie ont été tués lors d'une frappe israélienne dans les environs de Damas, selon l'OSDH. Selon cette ONG, une nouvelle frappe aérienne israélienne dans le centre de la Syrie a fait neuf morts parmi des combattants alliés au gouvernement syrien, le 14 octobre.

## YÉMEN

## L'ONU craint davantage de morts d'ici fin 2021

L'ONU a estimé, mardi, dans un rapport que le conflit armé au Yémen aura causé d'ici fin 2021, la mort de 377 000 personnes depuis son début il y a près de 7 ans. Dans un rapport intitulé "Evaluer l'impact de la guerre au Yémen : les voies du redressement", le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), estime que d'ici la fin de l'année, le conflit au Yémen aura fait 377 000 morts, dont près de 60 % (environ 227 000 personnes) sont dues aux répercussions indirectes du conflit telles que la malnutrition, la faim et les maladies. Selon ce document, "les victimes directes

du conflit représentent 40 % du nombre total de morts, soit 150 800 victimes". Le rapport onusien a fait savoir qu'au Yémen "un enfant yéménite de moins de cinq ans meurt toutes les 9 minutes à cause du conflit". Il a souligné que "le conflit a causé la destruction des infrastructures et l'effondrement de l'économie, faisant vaciller des millions de personnes au bord de la famine, dans un contexte marqué par l'incapacité de la communauté internationale à arrêter la spirale de la guerre malgré les efforts diplomatiques déployés". Le rapport a indiqué que la guerre "a fait perdre

au Yémen 126 milliards de dollars en termes de croissance économique potentielle". "Si la guerre se poursuivait jusqu'en 2030, elle aurait coûté la vie à 1,3 million de personnes d'ici-là", prédit le rapport. Le conflit au Yémen oppose depuis 2014 les forces du gouvernement reconnu par la communauté internationale, au mouvement Ansarullah (Houthis) qui ont pris le contrôle d'une partie du territoire, dont la capitale Sanaa. La guerre au Yémen en cours pour la septième année consécutive a coûté la vie à 233 000 personnes, selon les Nations Unies.

## FRANCE

## Quatre Français sur dix jugent leur Parlement pas ou peu "utile", selon une étude

Quatre Français sur dix jugent l'Assemblée nationale, la chambre basse du Parlement français, pas ou peu "utile", selon une étude dévoilée mardi, à sept mois des prochaines élections législatives dans le pays. Selon cette étude réalisée auprès de 4 512 Français par l'institut de sondage CSA, 29 % des sondés estiment que l'institution parlementaire joue un rôle "peu utile" et 11 % "pas du tout utile". En 1985, année de la précédente étude d'ampleur demandée par l'Assemblée nationale sur le sujet, seuls 13 % des sondés la considéraient peu ou pas utile. Quelque 13 % des sondés ap-

prouvent en outre "les comportements violents à l'égard des députés ou leurs collaborateurs, dans leur permanence ou à leur domicile", qui se sont multipliés pendant la crise sociale des "Gilets jaunes" fin 2018 puis les manifestations contre l'instauration d'un pass sanitaire à l'été. Le même pourcentage approuve "les insultes envers les députés sur les réseaux sociaux". "C'est un sentiment de malaise qui a envahi progressivement notre vie publique", a reconnu mardi en présentant l'enquête le président de l'Assemblée Richard Ferrand (LREM, parti présidentiel), dont

la propre maison a subi une tentative d'incendie en février 2019. Les résultats de l'étude sont "à première vue préoccupants" mais ils donnent aussi "des pistes pour l'action", a-t-il ajouté devant quelques députés et la presse. Ainsi, "les Français sont bien plus mesurés (dans leur jugement) quand il s'agit de leur député", relève-t-il, soulignant que la moitié de la population se déclare "satisfaite du travail des députés". Selon l'étude, les Français s'en remettent d'avantage aux institutions incarnant l'ordre : 83 % font confiance à la gendarmerie, 82% à l'armée et 77% à la police

contre seulement 44% faisant confiance à l'Assemblée et 45% au Sénat, la chambre haute du Parlement. Elu en mai 2017, le président français Emmanuel Macron avait promis un renouvellement des pratiques et son élection a coïncidé avec l'arrivée de nombreux novices à l'Assemblée mais ses engagements ont peine à être mis en acte, à l'image d'une réforme institutionnelle avortée à l'été 2018.

Le premier tour des prochaines élections législatives en France aura lieu le 12 juin, près de deux mois après l'élection présidentielle.

## USA

## Des membres de l'extrême droite américaine condamnés à verser 25 millions de dollars

Des figures et organisations de l'extrême droite américaine ont été condamnées mardi à verser plus de 25 millions de dollars à des victimes d'une manifestation qu'ils avaient organisée en 2017 à Charlottesville et qui avait viré au drame. Après un mois de procès devant un tribunal fédéral, un jury a estimé que douze leaders et cinq groupuscules de l'ultra-droite pouvaient être tenus responsables des violences qui avaient fait un mort et plusieurs blessés dans cette ville de Virginie.

Le jury a retenu quatre des six motifs de poursuites qui figuraient dans la plainte déposée par des victimes des heurts, et n'a pas réussi à se mettre d'accord sur deux autres. Malgré tout, les plaignants se sont réjouis d'avoir obtenu satisfaction. "Nous espérons désormais que cette décision encouragera d'autres voix à (...) dénoncer la suprématie blanche", ont-ils commenté dans un communiqué transmis par l'organisation Integrity First for America qui les soutenait. "La décision envoie le message que notre pays ne tolère pas la violence motivée par la haine raciale ou religieuse", a ajouté leurs avocats Roberta Kaplan et Karen Dunn.

À l'été 2017, des centaines de nationalistes

blancs avaient manifesté, sous la bannière du mouvement "Unite the right", pour protester contre la décision de la mairie de déboulonner une statue du général Robert Lee qui a mené les États du Sud esclavagistes lors de la guerre de Sécession.

Le rassemblement avait débuté le 11 août au soir par une marche de néonazis et de membres du Ku Klux Klan défilant à la lumière de leurs torches. Le lendemain, des heurts avaient éclaté entre ces partisans de la suprématie blanche et des manifestants antiracistes. Un sympathisant néonazi, James Fields, avait alors foncé en voiture dans une foule de contre-manifestants, tuant une jeune femme de 32 ans, Heather Heyer, et faisant 19 blessés. Le président républicain Donald Trump avait dénoncé des violences "des deux côtés", ce qui lui avait valu d'être accusé de complaisance envers l'extrême droite. Depuis, James Fields a été condamné à la prison à perpétuité. La procédure au civil, lancée dès 2017 par des victimes a avancé plus lentement, notamment en raison du manque de coopération des accusés. Lors du procès, la plupart d'entre eux n'ont pas renié leurs convictions, y compris racistes, mais ont nié avoir planifié les violences. Dans les

années 1980-90, des plaintes au civil déposées par des militants antiracistes ont permis de mettre à genoux plusieurs organisations extrémistes contraintes de céder leurs biens pour verser les dédommagements fixés par la justice.

## AUSTRALIE

## Une Chilienne sera extradée pour son rôle sous la dictature Pinochet

Une Chilienne vivant en Australie a perdu mercredi un deuxième procès en appel contre son extradition vers son pays d'origine où elle aurait pris part à la disparition d'opposants sous la dictature d'Augusto Pinochet. Adriana Elcira Rivas Gonzalez, âgée de près de 70 ans, est sous le coup de sept chefs d'accusation pour des crimes d'enlèvements aggravés commis dans les années 1970 et pour son rôle dans la disparition en 1976 du syndicaliste Victor Diaz Lopez, un très haut dirigeant du Parti communiste chilien (PCC). Mme Rivas, arrêtée par la police australienne en février 2019, est soupçonnée d'avoir été membre de la Brigade Lautaro de la Dina qui mena des opérations en 1976 contre la direction clandestine du PCC, dont plusieurs cadres furent enlevés, torturés et tués. En juin, elle avait perdu un premier procès en appel contre son extradition. La Cour fédérale australienne a confirmé mercredi le jugement rendu en première instance. "Dans cet appel, une grande partie des arguments de Mme Rivas visait à affirmer qu'elle n'était pas coupable des infractions qui font l'objet de la demande d'extradition", ont déclaré les trois juges de la Cour fédérale, Debra Mortimer, Robert Bromwich et Stewart Anderson. "La culpabilité ou l'innocence ne font pas partie du processus international d'extradition", ont-ils estimé, ajoutant que cette question relevait de la compétence des tribunaux chiliens.

## BÉLARUS-POLOGNE

## Abus et refoulements à la frontière (HRW)

La crise se déroulant à la frontière entre le Bélarus et la Pologne conduit à de graves violations des droits humains commises à l'encontre des migrants et des demandeurs d'asile par les deux gouvernements, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié mercredi.

Le rapport intitulé "Meurs ici ou va en Pologne: Responsabilité partagée du Bélarus et de la Pologne concernant les violations de droits humains à la frontière", documente les graves violations de droits humains commises des deux côtés de la frontière. "Des hommes, des femmes et des enfants sont victimes de refoulement sous forme de ping-pong de part et d'autre de la frontière depuis des jours et des semaines lors de températures glaciales, sans que puisse leur parvenir l'aide humanitaire bloquée des deux côtés", indique l'ONG dans son rapport publié sur son site. Human Rights Watch a mené des recherches dans les deux pays en octobre 2021 et a mené des entretiens détaillés de 19 personnes, dont des hommes seuls, des familles avec enfants et des femmes voyageant seules. Piégées du côté biélorusse, bloquées ou perdues du côté polonais, les personnes ont fait des récits déchirants de leur marche à travers forêts, marais, marécages, et rivières par des températures glaciales pendant des jours et même des semaines, sans nourriture ni eau. Certains ont dit avoir été contraints de boire de l'eau des marais ou recueillie dans des feuilles. Au moins 13 personnes sont mortes en raison de ces conditions inhumaines, dont un petit Syrien âgé d'un an.

Depuis août, des milliers de personnes, notamment des Syriens, des Irakiens et des Yéménites se sont rendus à Minsk, capitale du Bélarus, par l'intermédiaire d'agences de voyage basées au Moyen-Orient leur faisant faussement miroiter une entrée facile dans l'Union européenne (UE), mentionne le rapport.

Les autorités biélorusses et polonaises ont l'obligation d'empêcher plus de décès en garantissant un accès humanitaire régulier aux personnes coincées dans la zone frontalière a déclaré Human Rights Watch. Les deux pays doivent aussi cesser immédiatement les refoulements aller et retour et permettre à des observateurs indépendants, y compris des journalistes et des travailleurs des droits humains, d'accéder aux régions frontalières actuellement interdites d'accès. "La Commission européenne devrait commencer à se montrer solidaire des victimes qui souffrent et meurent des deux côtés de la frontière", a indiqué Lydia Gall, chercheuse senior auprès de la division Europe et Asie centrale à Human Rights Watch. "Le Bélarus a peut-être orchestré la crise, mais cela ne dispense en rien la Pologne et les institutions de la Commission européenne de respecter leurs propres obligations en matière de droits humains. Bruxelles devrait pousser Varsovie à placer la préservation de la vie humaine au cœur de sa réaction".

## PATRIMOINE

## L'Italie lance une plateforme de streaming pour promouvoir sa culture

L'Italie a lancé mardi une plateforme de streaming disponible dans tous les pays de l'Union européenne pour promouvoir son patrimoine et sa culture, où seront disponibles aussi bien des visites virtuelles de musées que des films, spectacles et concerts, ont annoncé des médias.



Baptisée "ITSART", abréviation de "Italy is art", cette plateforme, présentée comme le premier service de streaming de ce type au niveau mondial, a pour objectif de "fournir une plateforme commune en mesure d'atteindre le public grandissant des consommateurs de culture et d'art italiens à travers le monde", a expliqué mardi son directeur-général Guido Casali au cours d'une conférence de presse au Colisée à Rome.

Disponible à titre expérimental depuis mai en Italie et en Grande-Bretagne puis à partir de ce mardi dans les 26 autres pays de l'Union européenne, ITSART, financée à hauteur de 19 millions d'euros par le gouvernement italien, bénéficie de la collaboration d'une centaine d'institutions culturelles prestigieuses de la péninsule, au premier rang des-

quelles La Scala de Milan, le parc archéologique de Pompéi ou le musée des antiquités égyptiennes de Turin.

L'idée de cette plateforme a germé durant la pandémie, au cours de laquelle de nombreuses institutions culturelles comme les Offices de Florence, privées de visiteurs sur le site, ont décidé de mettre leurs collections en ligne et de créer des contenus spécialement pour leurs visiteurs virtuels.

C'est ce cheminement qu'a illustré le directeur de Pompéi, l'Allemand Gabriel Zuchtriegel, présent à la conférence de presse: pendant le confinement, "nous avons commencé à faire des petites vidéos juste pour parler de ce que nous faisons en l'absence de visiteurs (...)" et nous avons eu un excellent feedback.

"Je me suis dit que ce

serait mieux de le faire sans dépendre exclusivement de plateformes commerciales, où l'utilisateur n'est pas vraiment un client mais un produit, et où on vend des publicités (...) mais en développant notre propre plateforme", a-t-il affirmé, y voyant "un canal direct entre les musées italiens et le public italien, et aussi potentiellement une audience mondiale". La plateforme est divisée en trois sections: "La scène", avec par exemple des concerts à La Scala, "Les sites", avec des visites virtuelles de sites et monuments iconiques comme le musée archéologique de Naples, et "Les histoires", avec des documentaires et films comme "Le dernier empereur" de Bernardo Bertolucci.

L'inscription sur la plateforme, qui compte déjà une centaine de milliers d'inscrits, est gratuite.

## BRÉSIL

## 58 villes annulent l'édition 2022 du Carnaval en raison de la COVID-19

Au moins 58 villes des Etats de Sao Paulo et de Minas Gerais, dans le sud-est du Brésil, ont décidé d'annuler les célébrations du Carnaval 2022 par crainte d'épidémies de COVID-19, a rapporté mardi la presse locale.

Le célèbre festival brésilien avait été annulé en 2021 pendant la deuxième vague d'infections et de décès liés à la COVID-19 dans ce pays d'Amérique du Sud.

Selon la presse locale, quatre villes du Minas Gerais et 54 de Sao Paulo ont décidé d'annuler les célébrations cette année également, notamment Franca, Sorocaba, Suzano, Botucatu, Poa et Mogi das Cruzes.

Pendant le carnaval, des gens de tout le pays vont aller et venir.

Nous ne pouvons plus



prendre de risques après tout ce que nous avons subi à cause de la pandémie", a déclaré à la presse le maire de Franca, Alexandre Ferreira.

En outre, plusieurs villes sont confrontées à une crise financière, notamment Poa et Sorocaba, qui ont retiré leurs subventions pour le Carnaval 2022. La ville

de Sao Paulo procédera à son défilé officiel au Sambadrome et à ses fêtes de rue, pour lesquelles 867 groupes de quartier se sont inscrits.

Rio de Janeiro, la ville brésilienne la plus célèbre pour son carnaval, a également confirmé son intention de maintenir les célébrations de l'année 2022.

APS

## PUBLICITÉ

### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

Ministère De L'enseignement Supérieur Et De La Recherche Scientifique  
Office National Des Œuvres Universitaires  
Direction Des Œuvres Universitaires Tamda Tizi-Ouzou  
RESIDENCE UNIVERSITAIRE TAMDA I  
NIF : 41402000201524200100

#### AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 01 /R.U.T.1/2021 AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE

AYANT POUR OBJET PRESTATION DE SERVICE  
GARDIENNAGE ET SECURITE SANS LUTILISATION, D'ARMES A FEU ET SANS CHIENS  
Du site de la Résidence Universitaire Tamda I – Tizi-Ouzou

La résidence universitaire TAMDA I Tizi-Ouzou lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimale afin d'assurer les prestations de service de gardiennage et sécurité pour l'année 2022, du site de la résidence universitaire Tamda I 24h/24h sans utilisation, d'armes à feu et chiens.

Peut participer à cet avis d'appel d'offres toute personne physique ou morale inscrite au registre de commerce électronique.

A ce titre, ne sont admis à présenter des offres, faisant l'objet du présent cahier des charges, que les personnes morales ou physique remplissant les conditions suivantes :

Intitulé du lot	Conditions d'éligibilité pour la participation à l'appel d'offres.
Sécurité et gardiennage	-Capacités techniques : le nombre des agents ne doit pas être inférieur à l'exigence du présent cahier des charges : 01 chef de site, 03 chefs de groupe et 24 APS. - Avoir en minimum une (01) attestation de bonne exécution dans le domaine établie par une administration publique.
	-Capacités financières : Avoir une capacité financière moyenne de dix million de Dinars (10 000 000.00 DA) justifiée par les bilans des trois (03) dernières années soit (2018-2019-2020).
	-Capacités professionnelles : disposant d'un agrément de type « A » ou « C » dans le domaine de gardiennage et sécurité délivrer par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales.

Le retrait du présent cahier des charges peut être assuré par les candidats intéressés ou par leurs représentants dûment habilités contre paiement de la somme de trois mille dinars algériens (3 000.00 DA) auprès du régisseur de la résidence universitaire TAMDA I Tizi-Ouzou.

Les offres doivent être déposées à la résidence universitaire TAMDA I Tizi-Ouzou, accompagnées des pièces réglementaires citées dans le cahier des charges.

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel 15-247 du 16.09.2015, portant règlementation des marchés publics.

**1<sup>er</sup> enveloppe:** (Dossier de candidature) fermée identifiée par le soumissionnaire comprenant les pièces suivantes :

- ✓ Déclaration de candidature jointe en annexe dûment remplie, signée et cachetée et datée ;
- ✓ Déclaration de probité jointe en annexe dûment remplie, signée et cachetée et datée
- ✓ Statut pour les sociétés ;
- ✓ dépôt de comptes sociaux pour les sociétés de droit algérienne
- ✓ NIF pour les sociétés
- ✓ Une copie de l'agrément d'activité fourni par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales
- ✓ Registre de commerce (électronique) portant l'activité « gardiennage et sécurité » ;
- ✓ Acte de propriété ou bail de location du siège social de l'entreprise ;
- ✓ Original du casier judiciaire des gérants ;
- ✓ Documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
- ✓ Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires :

a/ **Capacités professionnelles:** registre de commerce (électronique).

b/ **Capacités financières:** copie des bilans financiers certifiés par un commissaire aux comptes et la déclaration d'impôts (C20) des trois (03) dernières années soit (2018-2019-2020) et une attestation de solvabilité en cours de validité délivrée par une banque de droit algérien.

#### C/ Capacités techniques :

##### • Moyens humains :

Justifiés par les copies des attestations de mise à jour envers les organismes de sécurité sociale (CNAS et CASNOS) en cours de validité, accompagnée de la liste nominative du personnel déclaré établi et signé par le soumissionnaire, ainsi que les attestations d'affiliations pour chaque agent mis à la disposition.

##### • Moyens matériels :

La liste des moyens matériels à mettre à la disposition, dûment justifiés par les cartes grises, contrôle technique et assurance pour le matériel roulant et les factures d'achat pour les autres moyens.

**2<sup>ème</sup> enveloppe:** (offre technique) fermée identifiée par le soumissionnaire comprenant les pièces suivantes :

- ✓ Déclaration à souscrire renseignée, signée, cachetée et datée.
- ✓ Mémoire technique justificatifs
- ✓ Cahier des charges dûment renseignés, paraphés et signés et datés et revêtus de la mention « lu et accepté ».
- ✓ Tout document justifiant les moyens matériel (carte grise pour les moyens roulant est factures d'achat pour les moyens non roulant « torche et moyen télécommunication)
- ✓ Documents justifiant l'expérience professionnelle (attestations de travail + CV) pour un chef de site, trois chefs de groupe.

**3<sup>ème</sup> enveloppe:** (offre financière) fermée identifiée par le soumissionnaire comprenant les pièces suivantes :

- ✓ Lettre de soumission, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire ;
- ✓ Le bordereau des prix unitaire signée, cachetée et datée par le soumissionnaire ;
- ✓ Détail quantitatif et estimatif signée, cachetée et datée par le soumissionnaire.

Les trois enveloppes doivent être adressées à la résidence universitaire Tamda I dans une grande enveloppe (36/27.5). Elle ne doit porter aucun signe ou indice permettant l'identification du soumissionnaire. Elle doit être anonyme et porter uniquement la mention suivante :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – Appel d'offres ouvert national avec exigence de capacités minimales N° ...../Tamda I/2021 ayant pour objet d'assurer la prestation de service gardiennage et sécurité sans utilisation d'arme à feu et sans chiens Du site de la Résidence Universitaire Tamda I – Tizi-Ouzou Durant l'année 2022 »

La durée de préparation des offres est fixée à dix (10) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jours de la durée de préparation des offres à 12h00, heure limite. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis techniques et financiers se fera le même jour à 13h00 précise, elle sera assurée par la commission d'ouverture des plis et l'évaluation de service contractant des offres.

L'attributaire du marché doit fournir les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature dans un délai maximum de dix (10) jours.

La durée de validité des offres est égale à la durée de préparation augmentée de 03 moi à compter de la date d'ouverture des plis, soit 100 jours.

Les soumissionnaires sont invités pour assister à la séance d'ouverture des plis.



USA - ESPACE

**Pour protéger l'humanité, la Nasa tente de dévier la trajectoire d'un astéroïde**

La Nasa a fait décoller dans la nuit de mardi à mercredi une mission inédite: en projetant un vaisseau à 24.000 km/h contre un astéroïde, elle espère en modifier sa trajectoire et ainsi aider l'humanité à se protéger d'une potentielle collision à l'avenir.

La mission, baptisée DART (fléchette, en anglais), a décollé depuis la base californienne de Vandenberg à bord d'une fusée Falcon 9 de SpaceX, à 22H21 locales mardi (06H21 GMT mercredi).

"Astéroïde Dimorphos, nous venons vous chercher", a tweeté la Nasa après le lancement.

Quelques heures avant le décollage, les conditions météo restaient favorables pour un lancement à l'heure prévue, avait signalé SpaceX.

Ce test "sera historique", a déclaré lors d'une conférence de presse Tom Statler, scientifique de la Nasa participant à cette mission.

"Pour la première fois, l'humanité va changer le mouvement d'un corps céleste naturel dans l'espace." Il ne s'agit que d'une répétition générale, l'astéroïde visé ne représentant en rien une menace pour la Terre. Mais l'objectif est pris très au sérieux par l'agence spatiale américaine.

Elle répertorie actuellement un peu plus de 27.500 astéroïdes de toutes tailles proches de la Terre et "aucun d'entre eux ne représente une menace dans la centaine d'années à venir", a rassuré Thomas Zurbuchen, directeur pour les missions scientifiques à la Nasa.

Mais les experts estiment qu'ils n'ont connaissance que de 40% des astéroïdes mesurant 140 mètres et plus - ceux capables de dévaster une région entière -, la majorité restant encore à découvrir.

L'idée est donc de développer une technique pour s'en protéger en cas de



menace future. Le vaisseau de la mission est plus petit qu'une voiture, flanqué de deux longs panneaux solaires.

Il doit frapper à l'automne prochain, dans environ dix mois, un astéroïde de la taille d'un terrain de football (environ 160 mètres de diamètre), qui sera alors situé à onze millions de kilomètres de la Terre. L'astéroïde s'appelle Dimorphos et est en fait une lune, en orbite autour d'un astéroïde plus grand, nommé lui Didymos (780 mètres de diamètre).

Pour faire le tour du gros astéroïde, Dimorphos met actuellement 11 heures et 55 minutes.

Les scientifiques s'attendent à réduire son orbite, d'environ 10 minutes.

"C'est un très petit changement mais cela pourrait être tout ce dont nous avons besoin pour dévier un astéroïde ayant une trajectoire de collision avec la Terre, si nous avions un jour à le faire, à condition que nous découvrions cet astéroïde assez tôt", a expliqué Tom Statler.

L'effet exact qu'aura l'im-

pect n'est pas connu pour le moment car il dépend notamment de la composition de l'astéroïde.

C'est ce changement de trajectoire précis, qui sera ensuite mesuré à l'aide de télescopes depuis la Terre, que les scientifiques veulent déterminer. Les résultats serviront aux calculs pour aider à définir, à l'avenir, quelle masse doit être projetée contre un type d'astéroïde donné pour provoquer une déviation suffisante.

Dimorphos est-il fait de roches solides ou plus poreuses? Les scientifiques n'en savent rien, et l'astéroïde n'apparaît sur les images transmises par le vaisseau qu'une heure seulement avant la collision.

Sa forme, ronde ou oblongue, ne sera claire que 2 minutes avant. Puis l'explosion, et le silence radio. Les images suivantes viendront d'un petit satellite développé par l'Agence spatiale italienne. Il sera lâché par le vaisseau principal dix jours avant l'impact. Trois minutes après la collision, il survolera Dimorphos, afin d'observer

l'effet du choc et, avec un peu de chance, le cratère à la surface. L'orbite du gros astéroïde Didymos autour du Soleil pourrait elle aussi être légèrement modifiée, du fait de la relation gravitationnelle avec sa lune.

Mais tellement peu que le changement ne pourra pas être mesuré. Aucune chance donc que l'astéroïde soit placé sur une nouvelle trajectoire potentiellement dangereuse pour la planète bleue. Le coût total de la mission - la première interplanétaire lancée par la société d'Elon Musk pour la Nasa - est de 330 millions de dollars.

D'autres techniques sont envisagées pour dévier un astéroïde.

Par exemple en procédant à une explosion nucléaire près de l'un d'eux, non pour le détruire mais pour en dévier par ricochet la trajectoire.

La force gravitationnelle d'un vaisseau, volant proche d'un astéroïde durant une longue période, pourrait aussi être utilisée.

Mais la technique testée ici, dite à impact cinétique, est de loin la plus mature.

A condition qu'elle fasse ses preuves lors de cet essai.

CYBERSÉCURITÉ

**Apple lance des poursuites contre la firme israélienne NSO (affaire Pegasus)**

Apple a annoncé mardi avoir déposé une plainte contre NSO Group, la société israélienne qui fabrique le logiciel d'espionnage Pegasus qui a servi à cibler des utilisateurs d'iPhone, et avoir demandé au tribunal d'interdire définitivement les programmes de NSO sur les appareils et services de la marque à la pomme.

NSO s'est retrouvée exposée cet été après des enquêtes publiées par un consortium de 17 médias internationaux, révélant que Pegasus aurait permis d'espionner les numéros de journalistes, hommes politiques, militants ou chefs d'entreprises de différents pays, y compris le président français Emmanuel Macron. "Sur le marché de l'électronique grand public, les appareils d'Apple sont les plus sûrs, mais les entreprises qui développent des logiciels espions pour le compte d'Etats sont devenus encore plus dangereux", a déclaré Craig Federighi, le vice-président du groupe californien chargé des logiciels, cité dans un communiqué.

"Même si ces menaces pour la cybersécurité n'affectent qu'un petit nombre de nos clients, nous prenons au sérieux toutes les attaques contre nos utilisateurs", a-t-il continué.

En septembre, Apple a dû réparer en urgence une faille informatique que Pegasus était capable d'exploiter pour infecter les iPhone, sans même que les utilisateurs n'aient à cliquer sur des liens ou boutons piégés, la technique habituellement utilisée.

Début novembre, Washington a ajouté NSO Group à sa liste des entreprises interdites.

"Les Etats-Unis sont déterminés à utiliser de manière incisive le contrôle des exportations pour responsabiliser les entreprises qui développent, commercialisent ou utilisent des technologies à des fins malveillantes, qui menacent la cybersécurité des membres de la société civile ou du gouvernement, des dissidents, et d'organisations basées ici et à l'étranger", avait déclaré la secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo.

APSA

PARLEMENT EUROPÉEN

**La régulation des géants du numérique passe une étape**

Le projet de législation européenne pour mieux réguler internet et mettre fin aux abus de pouvoir des géants du numérique a franchi mardi une étape importante au Parlement européen avec un accord trouvé dans un comité clé. Le projet de règlement sur les marchés numériques ("Digital Markets Act", DMA), dévoilé par la Commission européenne en décembre 2020, doit imposer des obligations et interdictions nouvelles à Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft (les "Gafams"), dont la toute-puissance menace le libre-jeu de la concurrence. Les eurodéputés de la commission Marché intérieur (Imco) ont approuvé à une écrasante majorité leur version de cette législation qui prévoit de donner à l'UE des pouvoirs sans précédent. "Les règles de concurrence actuelles ne sont pas suffisantes", a déclaré l'eurodéputé allemand Andreas Schwab, qui coordonne la rédaction du texte au Parlement européen. Cette loi sifflera "la fin de partie pour les pratiques déloyales... C'est le législateur qui fixe les règles, pas les entreprises privées", a-t-il affirmé dans un communiqué. Le texte, qui incorpore plusieurs amendements par rapport à la proposition de la Commission, doit encore être soumis à l'ensemble des eurodéputés, lors d'une réunion en plénière en décembre.

Un deuxième projet de loi, le règlement sur les services numériques ("Digital Services Act", DSA), qui accompagne le DMA, pourrait ensuite franchir la même étape en janvier.

Ces lois seront ensuite négociées avec les Etats membres de l'UE.

Ces derniers doivent donner leur feu vert à leur propre version des textes lors d'une réunion à Bruxelles jeudi. L'objectif est une entrée en vigueur de la nouvelle législation au 1er janvier 2023. Les grandes entreprises se livrent à un lobbying acharné pour protéger leurs intérêts. Le processus législatif a reçu, au début du mois, le soutien de Frances Haugen, la lanceuse d'alerte de Facebook.

La France, qui assure pour six mois la présidence tournante de l'Union européenne à partir de janvier, espère réussir à finaliser les deux lois avant l'été. Le texte du Parlement européen restreint la définition des acteurs "systémiques", seuls soumis au DMA, réduisant la probabilité que le règlement s'applique à d'autres entreprises que les cinq "Gafams". Il renforce les pouvoirs des autorités nationales de la concurrence, l'Allemagne et la France souhaitant ne pas laisser tout le pouvo ir à la Commission européenne. Les eurodéputés souhaitent aussi l'interdiction des publicités ciblant les mineurs et veulent contraindre les plateformes à rendre certains services, y compris les messageries ou médias sociaux, compatibles avec des systèmes concurrents. Le lobby des grandes entreprises technologiques, Computer and Communications Industry Association (CCIA), a critiqué les modifications des eurodéputés, y voyant "des risques importants pour l'économie numérique européenne".

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE  
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA WILAYA DE BEJAIA

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 29/2021**

UN AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES EST LANCE POUR LA : « CONSTRUCTION DE 03 SALLES DE SPORT AU LYCEE BEJAIA, IGHIL ALI ET TAZEMALT » en :  
LOT N°01 : Salle De Sport En TCE Au Lycée Ghoulada Stambouli- Sidj Ahmed- (Bejaia).  
LOT N°02 : Salle De Sport En TCE Au Lycée Agoume M'd Lyazid Ighil Ali.  
LOT N°03 : Salle De Sport En TCE Au Lycée Fondala Tazemalt.

Entreprises qualifiées en activité principale Travaux Bâtiment ayant la Catégorie Trois (III) et plus en cours de validité disposant d'une attestation de bonne exécution en travaux de réalisation d'une salle de sport de : 25.000.000,00DA minimum et accompagnée d'un procès verbal de réception définitive, délivré par un maître d'ouvrage public durant les dix (10) dernières années y compris l'année en cours. Condition exigée et critère d'élimination  
- Toute entreprise peut soumissionner pour les trois lots et sera retenue que pour un seul lot.

NB : les délais sont plafonnés à huit (08) mois.

Les candidats intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le dossier d'offres (dossier de candidature-offre technique- offre financière) auprès de la direction des équipements publics de la wilaya de Bejaia sis à Cité Raboua, Bloc Administratif 3ème étage gratuitement, N° téléphone : 034.12.97.63 TEL FAX : 034.12.97.36

A. LE DOSSIER DE CANDIDATURE Contient : Déclaration de candidature -

Ainsi que les documents suivants :

- 1) **Capacités professionnelles :** -Déclaration de probité - Statut pour la société.-Les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager l'entreprise- Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats ou des soumissionnaires, le cas échéant des sous-traitants.
- 2) **Capacités Financières :** Moyens financiers justifiés : par des bilans et les références bancaires exercice (2018-2019 et 2020).
- 3) **Capacité Techniques :** Certificat de qualification et de classification professionnelle en cours de validité, - Références professionnelles justifiées par des attestations de bonne exécution des dix (10) dernières années y compris l'année en cours avec les montants et accompagnés par d'un procès verbal de réception définitive délivrés par un maître d'ouvrage public - Moyens matériels : « pour les moyens roulants (suivant mémoire technique justificatif, accompagné des cartes grises et assurances et rapport d'expertise établi par un expert en risque industriel et automobile, daté au moins d'une année, ou contrat de location notarié) » - Moyens humains : (suivant mémoire technique justificatif avec diplômes et attestation d'affiliation pour l'encadrement auprès de la CNAS). -La main d'œuvre (suivant mémoire technique justificatif dûment renseignée signé et cacheté, accompagné des affiliations CNAS). -délai d'exécution accompagné d'un planning de réalisation.

B. L'OFFRE TECHNIQUE Contient :

-Déclaration à soumettre- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique, un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

C. L'OFFRE FINANCIERE Contient :

a) La lettre de Soumission signée et datée.-b) Le cahier des prescriptions spéciales.-c) Clauses administratives.-d) Clauses techniques générales -e) Le bordereau des prix unitaires (BPU) dûment renseigné en lettre et en chiffre.- f) Devis quantitatif et estimatif (DQE).

Les offres devront parvenir à Monsieur le Directeur des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaia Bloc administratif 45 locaux Cité RABEA Bejaia 3ème étage, N° téléphone 034.12.97.63 N°fax : 034.12.97.36 dans les quinze (15) jours à compter de la 1ère parution du présent avis dans la presse nationale sous double enveloppes fermées et anonymes portant la mention :

« AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES PORTANT « CONSTRUCTION DE 03 SALLES DE SPORT AU LYCEE BEJAIA, IGHIL ALI ET TAZEMALT «AVEC INDICATION : -SOUMISSION A NE PAS OUVRIRE QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE ET D'EVALUATION ET LE LOT CONCERNE».

La date limite de dépôt des offres coïncidera quinze jours après la date de première parution dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP à 12 H00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de 90 jours.

L'ouverture des plis techniques et financiers se fera en séance publique au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Bejaia le dernier jour des dépôts des offres à 14 H00.





## JM "ORAN-2022" Réception du stade d'athlétisme dans deux mois (responsable)

Le stade d'athlétisme, relevant du Complexe olympique sportif d'Oran en cours de réalisation, devrait être réceptionné dans un délai "ne dépassant pas les deux mois", en prévision des Jeux Méditerranéens (JM) prévus l'été 2022, a-t-on appris mercredi des organisateurs de l'évènement.

A ce propos, le président de la Ligue d'athlétisme de la wilaya d'Oran, Brahim Amour, également membre du Comité d'organisation des JM (COJM), a indiqué à l'APS que l'entreprise chargée de la réalisation du gazon mais aussi de la pose de la piste d'athlétisme du stade en question a repris ses travaux après un long arrêt, tout en s'engageant à les terminer dans deux mois.

M. Amour a fait savoir que la piste d'athlétisme, fabriquée en Suisse d'une qualité identique à celle du stade principal de 40.000 places, est déjà sur place, ajoutant que sa pose sera entamée dès la fin des travaux d'usage précédant l'opération.

Une fois cet équipement réceptionné, le COJM se chargera de l'équiper par le matériel nécessaire qu'exige la discipline, a-t-il encore expliqué.

Le président du Comité olympique et sportif algérien, Abderrahma ne Hammad, et le président de la Fédération algérienne d'athlétisme, Yacine Louil, ont effectué lundi une visite d'inspection sur les lieux et rencontré le responsable de l'entreprise chargée des travaux de réalisation du gazon naturel et de la piste d'athlétisme, selon la même source. Les deux présidents ont profité de cette occasion pour rassurer leur interlocuteur quant à leur disponibilité pour lever les verrous ayant conduit à l'arrêt des travaux



au cours de la période précédente, souligne-t-on de même source.

Le stade d'athlétisme, d'une capacité d'accueil de 4.200 places, servira lors des JM comme base d'échauffement des athlètes, alors que les épreuves officielles sont programmées au niveau du grand stade situé juste à côté.

Le Comité d'organisation des JM entend programmer, dans les prochaines semaines, et en coordination avec la Fédération algérienne d'athlétisme, des compétitions expérimentales (Tests Events) au niveau du nouveau stade d'athlétisme, a-t-on encore annoncé de même source.

Outre les deux stades d'athlétisme et de football, le Complexe olympique et sportif d'Oran comporte, entre autres, une salle omnisports de 6.000 places et un centre nautique composé de trois piscines.

Les travaux au niveau de ces deux unités avancent "bien", selon les instances concernées, après le retard sensible accusé au cours des derniers mois.

## ATHLÉTISME - COMMÉMORATION DES ÉVÈNEMENTS DU 11 DÉCEMBRE 1960 Une course pédestre de 10 km à Alger (Ligue)



Une course pédestre de 10 kilomètres est prévue vendredi 10 décembre prochain à Alger, dans le cadre des festivités commémoratives des évènements tragiques du 11 décembre 1960, a-t-on appris mercredi auprès de la Ligue algéroise d'athlétisme, organisatrice de cette compétition.

"La course est ouverte au secteur scolaire et universitaire, ainsi qu'aux différents mouvements associatifs, aux Ligues spécialisées et au monde du travail, et ce, sur l'ensemble du territoire national" ont annoncé les organisateurs dans un communiqué.

"La course, dénommée 'Les Horizons d'Alger+' est prévue sur une distance de 10 kilomètres. Elle prendra son départ devant le siège de la Wilaya d'Alger, en allant vers Buisseau, à travers les Avenues Hassibi Ben Bouali et Mohamed Belouizdad, avant de revenir au point de départ" a encore détaillé la même source.

La compétition est organisée par la Ligue algéroise d'athlétisme (LAA), sous l'égide de la Wilaya d'Alger, la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) et la Direction de la Jeunesse et des sports locale (DJS).

## CYCLISME - CHAMPIONNATS ARABES 2021 DE VTT (1<sup>RE</sup> JOURNÉE) L'Algérie au pied du podium en XCO (juniors/garçons)

La sélection algérienne (juniors/garçons) de la spécialité XCO a échoué au pied du podium mercredi, lors de la première journée du Championnat arabe 2021 de vélo tout terrain (VTT) actuellement en cours en Egypte.

En effet, le meilleur des trois Algériens engagés dans cette course, Abderrahmane Rechache, a terminé en quatrième position, suivi de son compatriote Walid Zaid (5e), alors que le troisième et dernier représentant algérien, Abdelkrim Belarbi, s'est contenté de la septième place. L'Algérie a engagé un total de quinze cyclistes



dans cette compétition, dont quatre seniors, qui concourront dans cette même épreuve du XCO, en l'occurrence : Oussama Cheblaoui, Abderraouf Bengayou, Ayoub Sahiri et Abderrahmane Mansouri, alors que chez les cadets, les couleurs nationales seront

représentées entre autres par le quatuor Anes Bey-Omar, Ismail Haddad, Nadir Benhadji et Anes Riahi.

Les différentes sélections nationales de VTT sont à pied d'oeuvre dans la capitale égyptienne depuis lundi, sous la conduite de quatre entraîneurs : Salah-Eddine Djebbar, Mohamed Ramoul, Khaled Ghoubach et Zoheir Mekdas.

Ce Championnat arabe 2021 de VTT représente la troisième et dernière compétition inscrite au programme du Festival arabe de cyclisme, après les épreuves sur route et piste.

## TENNIS - CLASSEMENT U14 L'Algérienne Maria Badache sur le toit de l'Afrique

La joueuse de tennis algérienne Maria Badache s'est hissée au premier rang du classement U14 du continent africain, selon le ranking de la catégorie publié mardi soir par la Confédération africaine de tennis (CAT) sur son site web.

Une belle ascension que Badache doit à son parcours "exceptionnel" au Championnat d'Afrique de la catégorie, clôturé dimanche à Sousse (Tunisie), avec son sacre chez les filles (tableau du simple).

L'Algérienne totalise 4145 points devant les deux marocaines KENZA El Akili (3910 pts) et Sofia Hadab (3100 pts).

Favorite pour le sacre final, Badache, tête de série N3, avait entamé le Championnat d'Afrique prudemment en s'imposant au premier tour, devant la Kenyane Seline Ahoya (6-1, 6-0).

Elle enchaîne au second tour, contre la Marocaine Selma Bellaouchi sur le score 6-1, 6-2, avant de s'imposer devant la Malgache Mitia Andraina Voavy en deux sets (6-2, 6-2), lors des quarts.

Par la suite, l'Algérienne s'est hissée en finale aux dépens de Sofia Haddab (Maroc) et tête de série N.2, en deux sets (7-5, 7-5).

En finale face à la joueuse tunisienne Chahd Tourkhani, tête de série N4, Badache a remporté difficilement le premier set 7-6, avant de dominer le second (6-2).

Pour rappel, la jeune Maria Badache avait remporté deux médailles d'or du Circuit africain ITF/CAT (U14), disputé fin septembre et début d'octobre derniers au Caire (Egypte).

APS

## "Très satisfait des résultats obtenus au Caire" (entraîneur)

L'entraîneur de la sélection nationale de cyclisme sur piste, Abdelbasset Hanachi s'est dit "très satisfait" des résultats obtenus aux Championnats arabes 2021 de la spécialité, clôturés mardi soir dans la capitale égyptienne Le Caire, où ses protégés avaient glané un total de 23 médailles, dont huit en or.

"Vingt-trois médailles, dont huit en or représente un très bon ratio, surtout si ont tient compte de certains facteurs qui ont entouré la compétition, notamment, les conditions difficiles dans lesquelles ont s'était préparés, et la rude concurrence qui a sévit tout au long de ces Championnats arabes" a-t-il déclaré au site de la fédération algérienne de cyclisme.

Selon Hanachi "en Algérie, les sélections nationales de cyclisme sur piste ne disposent d'aucun lieu adapté à leur

spécialité et qui leur permettrait de se préparer dans ces conditions optimales. Nous avons donc fait avec les moyens du bord et c'est ce qui me procure autant de satisfaction, car il n'était pas évident de récolter autant de médailles, en ayant travaillé dans ces conditions".

L'autre satisfaction de Hannachi provient du "rendement exceptionnel de certains cyclistes de la catégorie juniors" car selon lui "outre les conditions difficiles dans lesquelles ils s'étaient préparés, ils disputaient leur toute première compétition internationale de cette envergure".

Toujours selon la même source, "c'est la détermination et la volonté de bien représenter les couleurs nationales qui ont permis aux jeunes de se transcender, et de surmonter tous les obstacles pour aller chercher cette

moisson" relativement importante de médailles. Une compétition qui devrait servir également de "préparation" pour d'autres grands évènements internationaux à venir, dont les Jeux méditerranéens de 2022 à Oran.

Avant de disputer ce championnat arabe de cyclisme sur piste, la sélection algérienne avait pris part aux épreuves sur route, et elle avait terminé la compétition avec un total de 22 médailles (11 or, 7 argent et 4 bronze). Ces deux compétitions (sur piste et sur route) ont laissé place aux championnats arabes de vélo tout terrain (VTT), prévues du 24 au 27 novembre courant, également en Egypte.

La sélection algérienne de VTT y est engagée avec un effectif de 15 cyclistes, qui seront concourront dans différentes spécialités, comme le BMX, le XCO et la descente (Downhill).

# LIGUE 1 (5<sup>E</sup> JOURNÉE) Choc à Sétif, favorable aux co-leaders

ES Sétif - CR Belouizdad, constituera l'affiche de la 5e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue jeudi, dont l'issue devrait être favorable aux co-leaders: l'US Biskra et le Paradou AC, hôtes respectivement du HB Chelghoum-Laïd et du WA Tlemcen.

L'Entente (9e, 6 pts) sera face à un véritable test révélateur, face au champion d'Algérie sortant (4e, 7 pts), dans un rendez-vous qui s'annonce équilibré et ouvert à tous les pronostics.

Les Sétifiens qui restent sur un match nul en déplacement face au MC Oran (0-0), devront impérativement l'emporter face au Chabab, pour ne pas retomber dans leurs travers. Le CRB, difficile vainqueur le week-end dernier à la maison face à l'Olympique Médéa (2-1), effectuera le voyage dans les hauts-plateaux avec un esprit conquérant, d'autant qu'il reste sur deux succès de rang.

L'US Biskra et le Paradou AC, les deux invités surprises en tête du classement en ce début de saison, évolueront, à priori sur du velours, à domicile face respectivement au HB Chelghoum-Laïd (15e, 2 pts) et au WA Tlemcen (14e, 3 pts). Un succès leur permettra de préserver leur position dans le haut d u tableau.

Le MC Alger (3e, 8 pts), effectuera un déplacement périlleux à l'Est du pays pour défier le CS Constantine (4e, 7 pts), dans l'autre affiche de cette 5e journée.

Invaincu depuis le début du nouvel exercice, le "Doyen" aura à cœur de revenir de Constantine avec un résultat probant, même si sa mission s'annonce difficile face à une équipe qui carbure à plein régime, avec deux victoires de suite, dont la dernière sur le terrain du WA Tlemcen (0-2).

L'USM Alger (4e, 7 pts), auteur d'un large succès contre l'US Biskra (3-0), partira largement favorite dans son ancre d'Omar-Hamadi, devant le RC Relizane (11e, 4 pts),



tenu en échec samedi par l'autre club de la capitale le MC Alger (0-0). Le NA Hussein-Dey (9e, 6 pts), invaincu depuis le début de la saison, à l'instar du MCA, de l'ESS, et de la JSK, recevra le MC Oran (11e, 4 pts) avec l'intention de préserver sa dynamique, sous la conduite de l'entraîneur Karim Zaoui.

Le club oranais, qui a enregistré l'arrivée du nouvel entraîneur tuniso-suisse Moez Bouakaz, en remplacement d'Azeddine Aït Djoudi, devra sortir le grand jeu pour réaliser un bon résultat à Alger, et rééditer la performance de la journée inaugurale, quand il est allé s'imposer à Constantine (1-0).

De son côté, l'O. Médéa (4e, 7 pts), battu à Alger par le CRB (2-1), n'aura d'autre al-

ternative que de se racheter à la maison face à la lanterne rouge le NC Magra (18e, 1 point). Une mission qui reste dans les cordes des joueurs de l'entraîneur tunisien Lotfi Sellimi, face à un adversaire qui souffre aussi bien sur le plan sportif que financier.

Enfin, le nouveau promu le RC Arbaâ (15e, 2 pts), auteur d'un match nul salubre à Tizi-Ouzou face à la JSK (1-1), visera son premier succès de la saison, lors de la réception de l'ASO Chlef (15e, 2 pts). Le match JS Saoura - JS Kabylie a été décalé à mardi 14 décembre, en raison de l'engagement des deux clubs dimanche, au 2e tour préliminaire additionnel (aller) de la Coupe de la Confédération.

## LE PROGRAMME

### Jeudi :

US Biskra - HB Chelghoum-Laïd	14h30
NA Hussein-Dey - MC Oran	14h30
RC Arbaâ - ASO Chlef	14h30
Paradou AC - WA Tlemcen	14h30
O. Médéa - NC Magra	14h30
CS Constantine - MC Alger	14h30
ES Sétif - CR Belouizdad	17h00
USM Alger - RC Relizane	18h00

### Mardi 14 décembre :

JS Saoura - JS Kabylie

Classement :	Pts	J
1). US Biskra	9	4
-). Paradou AC	9	4
3). MC Alger	8	4
4). JS Saoura	7	4
-). USM Alger	7	4
-). CR Belouizdad	7	4
-). CS Constantine	7	4
-). Olympique Médéa	7	4
9). NA Hussein-Dey	6	4
-). ES Sétif	6	4
11). JS Kabylie	4	4
-). MC Oran	4	4
-). RC Relizane	4	4
14). WA Tlemcen	3	4
15). ASO Chlef	2	4
-). HB Chelghoum Laïd	2	4
-). RC Arbaâ	2	4
18). NC Magra	1	4

## ELIMINATOIRES CAN-2022 FÉMININE - PRÉPARATION Les Algériennes face à un véritable test révélateur devant la Tunisie aujourd'hui

L'équipe nationale de football (dames) affrontera son homologue tunisienne, jeudi au stade d'Ariana à Tunis (15h00), en match amical préparatoire, en vue du dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022, prévue au Maroc.

Mis à part deux joueuses, attendues vendredi, tout le groupe, y compris les éléments évoluant à l'étranger, s'est entraîné mardi sur le terrain du stade de la Marsa, dans la banlieue de Tunis, sous la houlette de la sélectionneuse Radia Fertoul et son staff, précise la Fédération algérienne (FAF), sur son site officiel.

Les coéquipières de Naïma Bouheni (Affak Relizane) affronteront la Tunisie, pour une deuxième confrontation, programmée dimanche au même stade et au même horaire.

En vue de cette double confrontation, Fertoul a fait ap-



pel à 24 joueuses, dont 13 évoluant à l'étranger. Ces deux matchs face aux Tunisiennes, seront abordés par les Algériennes avec un esprit de revanche, elles qui avaient été éliminées par la Tunisie en demi-finales de la Coupe arabe des nations, disputée l'été dernier en Egypte ( 2-2, aux t.a.b : 3-4).

L'équipe nationale reste sur une large victoire face au Soudan (14-0), dans le cadre de la première manche du 1e tour des éliminatoires de la CAN-2022. Le match retour qui devait se dérouler le 26 octobre dernier, a été annulé en raison de la situation politique au Soudan. Lors du 2e et dernier tour des

éliminatoires de la CAN-2022, prévu les 14 et 23 février 2022, les Algériennes défieront les Sud-africaines, vice-championnes d'Afrique en titre. De son côté, la Tunisie, vainqueur en aller et retour face à l'Egypte (aller : 6-2, retour : 1-0), sera opposée au dernier tour éliminatoire à la Guinée-équatoriale.

## COUPE DE LA CONFÉDÉRATION (2<sup>E</sup> TOUR PRÉLIMINAIRE ADDITIONNEL - ALLER)

### La JS Saoura s'envole jeudi pour le Ghana

JS Saoura, l'un des deux représentants algériens en Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), s'est envolée mercredi pour Alger, en vue de son départ jeudi pour Accra, via Dubaï, en prévision du match face aux Ghanéens de Hearts Of Oak, dimanche (16h00, algériennes), dans le cadre du 2e tour préliminaire additionnel (aller) de l'épreuve, a-t-on appris auprès du club.

C'est notre deuxième déplacement sur le continent dans cette compétition, après la Mauritanie, et l'équipe fera deux escales à Oran et Alger, avant de s'envoler jeudi vers le Ghana", a précisé le chargé de communication, Abdelwahab Hoccini. Hoccini s'est dit "optimiste" de voir son équipe revenir du Ghana avec un "bon résultat", avant la rencontre retour prévue le 5 décembre prochain au stade du 20-aout 1955 à Bechar, qui vient d'être homologué par la CAF.

## PRIX DE LA CRÉATIVITÉ SPORTIVE La sélection algérienne remporte le trophée de l'équipe arabe 2021

La sélection algérienne de football, a remporté le trophée de l'équipe arabe de l'année, dans le cadre de la 11e édition du Prix Mohamed Ben Rachid Al-Maktoum pour la créativité sportive, dont les lauréats ont été dévoilés mardi à Dubaï. Vainqueur de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, disputée en Egypte, l'équipe nationale, qui vient de va-

lider son billet pour les barrages qualificatifs pour la Coupe du monde 2022 au Qatar, est sur une série en cours de 33 matchs sans défaite. L'Algérie avait déjà été distinguée par les organisateurs de ce Prix, avec la consécration en 2012 du champion olympique algérien de 1500 m aux Jeux olympiques de 2012 de Londres, Taoufik Makhloufi. Deux ans plus tard, l'ancien président de la

Fédération algérienne de football (FAF) Mohamed Raouraoua, avait été désigné personnalité sportive arabe de l'année 2014. En 2015, l'entraîneur algérien Kheireddine Madoui, détenteur en 2014 de la Ligue des champions d'Afrique avec l'ES Sétif, avait été désigné meilleur entraîneur arabe de l'année. La liste des lauréats de la 11e édition du Prix

Mohamed Ben Rachid Al-Maktoum pour la créativité sportive comprenait 28 vainqueurs dans tous les domaines du sport. Selon les organisateurs de ce prix, le plus important du genre au monde en termes de valeur financière et de diversité de ses catégories, la cérémonie de remise des prix aux lauréats aura lieu le 9 janvier prochain à Dubaï.



## LIGUE EUROPA

Naples et Galatasaray veulent rejoindre Lyon en 8<sup>es</sup> de finale

L'issue de la phase de groupes approche et sept équipes, dont Monaco, Naples, Galatasaray ou le Bayer Leverkusen, pourraient décrocher leur billet pour les 8es de finale de Ligue Europa dès l'avant-dernière journée, jeudi, et rejoindre ainsi Lyon, la seule déjà qualifiée.

L'Eintracht Francfort (gr. D) et West Ham (gr. H) sont les mieux placés pour décrocher le sésame jeudi: assurés de finir, au pire, deuxième de groupe - et de pouvoir ainsi disputer un barrage pour accéder aux 8es face à une équipe finissant troisième de groupe en Ligue des Champions -, ils termineront forcément en tête en cas de victoire, respectivement face aux Belges d'Anvers et contre les Autrichiens du Rapid, à Vienne.

Monaco (gr. B) sera également assuré de finir premier de son groupe en cas de succès à domicile face à la Real Sociedad, actuel dauphin du Real Madrid en Liga, comme le Bayer Leverkusen (gr. G) face au Celtic Glasgow.

La route est en revanche plus complexe pour Naples (gr. C), en déplacement dès mercredi après-midi chez le Spartak à Moscou, pour Braga (gr. F) qui se rend au Danemark à Midtjylland, ou pour Galatasaray (gr. E) qui recevra l'Olympique de Marseille, et dont la qualification directe dès cette 5e journée dépendra aussi des résultats des autres matches.

Lyon, en tête du groupe A après quatre victoires en autant de rencontres, a déjà sa qualification en poche avant d'aller au Danemark défier Brøndby. Chez la lanterne rouge, l'attaque la plus prolifique de C1 avec 12 buts, dont la moitié pour le meilleur buteur Karl Toko-Ekambi, cherchera à poursuivre sa belle série et améliorer encore ses statistiques. A l'inverse, plusieurs équipes pourraient dire définitivement adieu aux 8es de finale dès jeudi soir en se voyant condamnées à finir quatrièmes de leur groupe (la 3e place débouche sur un barrage contre une équipe ayant terminé deuxième de groupe en Ligue Europa Conférence). Pour le moment, seuls les Hongrois de Ferencvaros (gr. G) sont assurés de finir derniers.

## Programme de la 5e journée de la Ligue Europa:

Mercredi:

Groupe C

Spartak Moscou (RUS) - Naples (ITA)

Jeudi:

Groupe A

Brøndby (DEN) - Lyon (FRA)

Glasgow Rangers (SCO) - Sparta Prague (CZE)

Groupe B

Monaco (FRA) - Real Sociedad (ESP)

PSV Eindhoven (NED) - Sturm Graz (AUT)

Groupe C

Leicester (ENG) - Legia Varsovie (POL)

Groupe D

Olympiakos (GRE) -

Fenerbahçe (TUR)

Eintracht Francfort (GER) - Anvers (BEL)

Groupe E

Lokomotiv Moscou (RUS) - Lazio Rome (ITA)

Galatasaray (TUR) - Marseille (FRA)

Groupe F

Etoile rouge de Belgrade (SRB) - Ludogorets (BUL)

Midtjylland (DEN) - Sporting Braga (POR)

Groupe G

Beti's Séville (ESP) - Ferencváros (HUN)

Bayer Leverkusen (GER) - Celtic Glasgow (SCO)

Groupe H

Rapid Vienne (AUT) - West Ham (ENG)

Dinamo Zagreb (CRO) - Genk (BEL) .

LIGUE DES CHAMPIONS - FC BARCELONE - BENFICA 0-0  
La presse catalane indulgente avec le Barça de Xavi

La presse catalane s'est montrée mercredi bienveillante à l'égard du FC Barcelone et en particulier de son nouvel entraîneur, Xavi, au lendemain du match nul concédé mardi soir à domicile face à Benfica Lisbonne (0-0), obligeant désormais le Barça à s'imposer lors de son dernier match chez le Bayern Munich, pour se qualifier aux 1/8es de finale de la Ligue des champions d'Europe de football.

"Ce grand match mérite un miracle" écrit Lluís Mascaró, éditeur sportif du quotidien sportif catalan Sport, pour relever la belle performance, dans le contenu, du Barça, mardi contre Benfica (0-0), tout en soulignant que la qualification pour les huitièmes de finale sera très difficile à obtenir.

"Il faudra un miracle à Munich" est d'ailleurs le gros titre qui s'affiche à la une de Sport, puisque en partant du principe que Benfica, 3e du groupe E, s'imposera à domicile contre le Dynamo Kiev (déjà éliminé), il faudra un succès du Barça sur la pelouse du Bayern le mercredi 8 décembre (un match nul serait dans ce cas en effet insuffisant, puisque en cas d'égalité de points, le club portugais, vainqueur 3-0 du match aller, bénéficiera de sa différence de buts particulièrement largement favorable).

Déjà séduit par le jeu pra-

tiqué contre l'Espanyol Barcelone (victoire 1-0 en Championnat d'Espagne, samedi), pour la grande première sur le banc de Xavi, le nouvel entraîneur du Barça, Mascaró détaille.

"Le Barça a réussi une première mi-temps tout simplement spectaculaire, avec de l'intensité, de la vitesse, de la pression et de bonnes récupérations du ballon, il lui a juste manqué un but. L'équipe n'avait pas brillé comme cela depuis longtemps. Les joueurs ont travaillé de manière solidaire et avec la mentalité offensive propre à une équipe de champions". Le ton est le même du côté de l'autre quotidien sportif catalan, Mundo Deportivo, dont la une est titrée: "Il faudra tout donner à Munich". L'éditorialiste Santi Nolla écrit: "Xavi a réussi à obtenir des joueurs du Barça qu'ils jouent avec la plus grande intensité, qu'ils mettent de



la pression et aient une bonne circulation du ballon. Les amoureux du Barça se délectent devant l'excellente attitude de l'équipe. Mais l'absence de but laisse le Barça exposé alors qu'il aurait mérité de gagner".

Forcément, du côté du quotidien madrilène AS, le ton est beaucoup plus mo-

queur. La Une est titrée "Au bord du KO!" avec la photo d'un Sergio Busquets dépité sous la pluie.

"Le Barça a été pénalisé par son manque de réalisme. Il ne pourra se qualifier sans dépendre des Portugais (Benfica) que s'il gagne à Munich", explique le journal.

## SUPER LIGUE

## Le Parlement européen opposé aux compétitions "dissidentes"

Le Parlement européen a affirmé mardi son opposition aux compétitions sportives "dissidentes", comme le projet avorté de Super Ligue de football, appelant en revanche à davantage de solidarité et d'inclusion dans le sport. Dans un texte voté à 597 voix (36 contre et 55 abstentions), les députés européens réunis en session plénière à Strasbourg, se sont "opposés fermement aux +compétitions dissidentes+ qui sapent ces principes et mettent en danger la stabilité de l'écosystème sportif global".

Le Parlement européen, dans ce texte non contraignant, a demandé que "la culture sportive européenne

soit alignée sur les valeurs de l'UE de solidarité, de durabilité, d'inclusion pour tous, de compétition ouverte, de mérite sportif et d'équité". Rapporteur du texte, l'eurodéputé polonais Tomasz Frankowski (PPE, droite) a estimé que le principal défi était "de promouvoir le modèle européen du sport et de le protéger de menaces telles qu'une Super Ligue". Douze grands clubs de football européen avaient annoncé la création, en avril, d'une compétition lucrative et privée, basée sur le principe d'un championnat quasi fermé et vouée à supplanter la Ligue des champions. Le projet avait rapidement avorté face au tollé

provoqué notamment chez les supporters et les joueurs. Neuf des clubs dissidents ont officiellement quitté le projet, mais le Real Madrid, le FC Barcelone et la Juventus Turin y restent attachés.

"La Super Ligue européenne n'a jamais été conçue comme une ligue +dissidente+. Au contraire, elle a toujours été contractuellement soumise à la condition d'une totale compatibilité avec la poursuite de la participation des clubs dans leurs compétitions nationales", se sont défendus, dans un communiqué, les financiers Anas Laghrari et John Hahn, se présentant comme "sponsors" du projet.

## CAN 2021

## La CAF révèle "Toghu", le ballon officiel du tournoi

LE CAIRE, 23 nov 2021 (APS) - La Confédération africaine de football (CAF) a dévoilé ce mardi le ballon officiel de la Coupe d'Afrique des Nations Cameroun 2021, prévue du 9 janvier au 6 février 2022. Le nouveau ballon de match officiel, baptisé "Toghu" en référence à la tenue traditionnelle très populaire au Cameroun, sera utilisé par les 24 équipes dont l'Algérie, au cours des 52 matchs qui seront disputés lors de cette compétition continentale, précise l'instance.

Le "Toghu" est un costume traditionnel multicolore et

finement tissé. Il a été conçu à l'origine pour les membres de la royauté dans la région du Nord-Ouest du Cameroun, mais a depuis été adopté par le reste des Camerounais comme tenue pour les occasions spéciales. Conçu pour répondre aux normes les plus élevées du jeu, le ballon présente des caractéristiques technologiques simples, notamment une configuration de panneaux intelligents, et il est approuvé par la FIFA pour être utilisé au niveau le plus élevé.

## LIGUE DES CHAMPIONS

## Lewandowski et Ronaldo au rendez-vous

L'attaquant polonais du Bayern Munich Robert Lewandowski a conforté sa première place au classement des buteurs de la Ligue des champions en ouvrant le score mardi sur le terrain du Dynamo Kiev, battu 2-1 par les Bavarois.

Lewandowski en est désormais à neuf buts en C1 cette saison, et il devance l'attaquant de l'Ajax Sébastien Haller, qui joue mercredi sur le terrain du Besiktas. L'insatiable Cristiano Ronaldo suit avec six buts, après avoir lui aussi ouvert le score sur le terrain de Villarreal mardi. La star portugaise en est à 140 buts inscrits en Ligue des champions, un record.

Avec 82 réalisations au total, Lewandowski est lui troisième de ce classement "historique"

(établi depuis la saison 1992-93), derrière CR7 et Lionel Messi (123 buts dont 3 cette saison), en déplacement mercredi à Manchester City avec le PSG. Classement des buteurs à l'issue des matches de la 5e journée de la Ligue des champions disputés mardi:

9 buts: Lewandowski (Bayern Munich)

7 buts: Haller (Ajax Amsterdam)

6 buts: Cristiano Ronaldo (Manchester United)

5 buts: Nkunku (RB Leipzig), Salah (Liverpool)

4 buts: Benzema (Real Madrid), Mahrez (Manchester City), Sané (Bayern Munich)

3 buts: Adeyemi (RB Salzburg), Dybala (Juventus Turin), Griezmann (Atlético Madrid), Messi (Paris SG), Nunez (Benfica),

Paulinho (Sporting Portugal), Vanaken (Club Bruges)

2 buts: Alvaro Morata (Juventus Turin), Berghuis (Ajax Amsterdam), Cancelo (Manchester City), Chiesa (Juventus Turin), Coates (Sporting Portugal), David (Lille), Díaz (Porto), Gabriel Jesus (Manchester City), Gnabry (Bayern Munich), Goncalves (Sporting Portugal), Groeneveld (Villarreal), Jorginho (Chelsea), Mané (Liverpool), Nmecha (Wolfsburg), Okafor (RB Salzburg), Rakitic (Séville FC), Roberto Firmino (Liverpool), Rodrygo (Real Madrid), Sarabia (Sporting Portugal), Siebatcheu (Young Boys), Thill (FC Sheriff), Traore (FC Sheriff), Vinicius Júnior (Real Madrid), Wijnaldum (Paris SG), Zapata (Atalanta Bergame)

## Meilleurs buteurs en Ligue des champions depuis 1992/93 (tours préliminaires exclus):

1. Cristiano Ronaldo (Manchester United) 140 buts (+1)
2. Lionel Messi (Paris SG) 123
3. Robert Lewandowski (Bayern Munich) 82 (+1)
4. Karim Benzema (Real Madrid) 75
5. Raul 71
6. Ruud van Nistelrooy 56
7. Thierry Henry 50
8. Thomas Müller (Bayern Munich) 49
9. Zlatan Ibrahimovic (AC Milan) 48
10. Andrei Shevchenko 48



## DIPLOMATIE

### Le Président Tebboune préside une séance de travail avec des chefs de missions diplomatiques au Machreq Arabe et en Iran

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, mardi, une séance de travail avec des chefs de missions diplomatiques accrédités auprès de pays du Machreq Arabe et en Iran, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, ce jour, une séance de travail avec des chefs de missions diplomatiques accrédités auprès de pays du Machreq Arabe et en Iran", précise la même source. L'accent a été mis lors de la réunion sur "le renforcement des liens entre notre communauté et le pays, et l'intensification des efforts pour la



prise en charge de ses préoccupations", lit-on dans le communiqué.

Le Président Tebboune a insisté sur "la bonne performance attendue du corps diplomatique conformément à la nouvelle vision de la politique étrangère", enjoignant "les ambassadeurs de veiller au raffermissement des relations avec les pays frères", a conclu le communiqué.

## POLITIQUE NATIONALE

### Le Président Tebboune fait bouger les lignes et instaure de nouvelles traditions républicaines

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a réellement fait bouger les lignes et instauré de nouvelles pratiques républicaines, dignes d'une démocratie de ce siècle, relève des observateurs au lendemain de l'installation des nouveaux membres de la Cour Constitutionnelle. L'installation des nouveaux membres de cette cours, en présence des membres sortants, qui ont eu les hommages de la République à la fin de leur mission, est une première dans les annales de la jeune démocratie algérienne. Incontestablement, il y a bien un style Tebboune. Le président de la République a instauré de nouvelles pratiques. En clair, il est déterminé à doter l'Etat de traditions républicaines dignes d'un Etat moderne. La présidence de M. Abdelmadjid

Tebboune est en train d'apporter des "transformations durables" au fonctionnement de l'Etat. L'ordre institutionnel a changé ainsi que l'ordre politique. Le président a mis fin à "cette déconnexion entre le potentiel et le réel". Il a réussi, malgré des résistances, à s'affranchir du modèle de gouvernance désuet et contraignant qui était en vogue au palais d'El Mouradia, faisant bouger réellement les lignes et instaurer de nouvelles pratiques républicaines dignes d'une démocratie de ce siècle. Une manière de procéder qui a d'ailleurs été saluée, au terme de la cérémonie de prise de fonctions, par des membres de la toute nouvelle Cour dont le président, Omar Belhadj, qui a rappelé que le président Tebboune voulait, à travers ce "saut qualitatif" dans le système

judiciaire, "poser un jalon supplémentaire pour le parachèvement des institutions de l'Algérie nouvelle conformément à ses 54 engagements". De son côté, le membre élu, Omar Boudiaf, s'est félicité du passage, à la faveur de l'avènement de cette Cour, d'un système juridique reposant depuis 1989 sur le Conseil constitutionnel, comme étant une instance de contrôle, à un système comptant sur la Cour constitutionnelle à la faveur de l'amendement de la Loi fondamentale en 2020. L'autre membre élu, la constitutionnaliste Fatima Benabbou, a affirmé que la Cour constitutionnelle qui se veut "une institution purement judiciaire", "s'acquittera d'un rôle majeur dans le contrôle de la constitutionnalité des lois et de la priorisation des affaires", ajoutant que cela

aura "un impact positif" sur les justiciables et permettra de "renforcer la confiance entre le citoyen et les institutions de l'Etat". Des avis corroborés par le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi, pour qui l'installation de cette Cour constituait "un nouveau jalon dans l'édification des institutions de l'Etat et l'approfondissement de la pratique démocratique en Algérie". Et le ministre de la justice d'affirmer que la prise de fonctions par les membres de la Cour "qui constitue une autre étape de réforme contenue dans le programme présidentiel, n'est pas moins importante que les précédentes étapes", entamée par le référendum sur la Constitution, puis les élections législatives et enfin les élections locales prévues samedi prochain.

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

### Quatre éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Quatre (4) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à travers le territoire national durant la période allant du 17 au 23 novembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP), faisant état également de la destruction de 5 casemates et 21 bombes de confection artisanale à Boumerdes.

"Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont arrêté 4 éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national, tandis qu'un autre détachement de l'ANP a découvert et détruit 5 casemates, 21 bombes de confection artisanale et 81 kilogrammes de substances explosives lors d'une opération de recherche et de fouille à Boumerdes", précise le bilan. Selon la même source, "des tentatives d'introduction d'immenses quantités de drogues via les frontières avec le Maroc, s'élevant à 19 quintaux et 46 kilogrammes de kif traité", ont été déjouées au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires par des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les différents services de

sécurité qui ont arrêté également 9 narcotrafiquants au cours de la même période.

En outre, "25 autres narcotrafiquants ont été arrêtés en leur possession 211 kilogrammes de la même substance et 33594 comprimés psychotropes saisis dans diverses opérations exécutées à travers les autres Régions militaires, dans le cadre des opérations de lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des efforts intenses visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays", note le même bilan.

A Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et Tindouf, "247 individus ont été arrêtés par des détachements de l'ANP qui ont également saisi un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, 5 chargeurs de munitions, 21 véhicules, 259 groupes électrogènes, 182 marteaux piqueurs, 5 détecteurs de métaux, des quantités d'explosifs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 53 tonnes de mélange d'or brut et de pierres". A Batna, Sétif, Tiaret, Adrar, Biskra et Laghouat, "10 autres individus ont été ar-

rêtés, 18 fusils de chasse, 28 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et 46 quintaux de tabac ont été saisis".

De même, "des tentatives de contrebande de quantités de carburant s'élevant à 10273 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Tindouf". Dans un autre contexte, les Gardes-côtes "ont déjoué, au niveau des côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 231 individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 58 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Ghardaïa, Djinet, Tlemcen, Mascara et Béchar". "Ces multiples opérations menées par des détachements et des unités de l'ANP dans le cadre de

la dynamique des efforts continus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, et ayant abouti à des résultats de qualité, reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire algérien", souligne la même source.

## ALGÉRIE-RÉPUBLIQUE DU CONGO Lamamra reçu à Brazzaville par le président de la République du Congo

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra a été reçu mardi par le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso auquel il a transmis les salutations fraternelles et le message du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune portant sur les relations bilatérales ainsi que les développements sur la scène africaine, indique un communiqué du ministère.

"L'audience a permis de passer en revue les relations bilatérales privilégiées et solides", les deux parties s'étant félicitées des "liens historiques profonds entre les deux pays et peuples frères, ainsi que de la nouvelle dynamique marquée par les échanges de visites ministérielles et la coordination régulière sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun", précise la même source. "Les deux parties ont échangé les vues sur les derniers développements sur la scène continentale, notamment les situations prévalant dans nombre de zones de conflit dans le continent africain et le défi imposé par l'élargissement de l'ampleur et la montée de la menace terroriste", souligne le communiqué de la diplomatie algérienne.

Les entretiens ont été couronnés, selon la même source, par "la réaffirmation de l'engagement des deux pays à œuvrer

de concert pour raffermir la solidarité entre les pays africains et hisser l'action africaine commune face aux différents défis sécuritaires et politiques dans le respect des principes de l'acte constitutif de l'Union africaine afin de trouver des solutions africaines aux problèmes africains". Affirmant le soutien de l'Algérie aux efforts consentis par la République du Congo à la tête du Comité de haut niveau de l'UA sur la Libye, M. Lamamra a relevé l'importance d'assurer l'appui nécessaire aux frères libyens pour la réussite de l'important rendez-vous électoral prévu avant la fin de cette année". De son côté, le Président Sassou-Nguesso a fait part du "soutien de son pays aux démarches algériennes en faveur de la paix et de la stabilité en Libye et dans d'autres régions du continent", saluant "son engagement ferme au profit des causes du continent". Le Président congolais a également chargé Lamamra de transmettre ses salutations à son frère, le Président Abdelmadjid Tebboune, exprimant sa volonté à œuvrer étroitement avec lui en vue de promouvoir les relations bilatérales, concrétiser les objectifs escomptés à travers les agendas continentaux dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement et consolider la voix et la place de l'Afrique sur la scène internationale.

## INTERNET FIXE

### L'Algérie gagne 30 places au classement Speedtest d'Ookla du mois d'octobre

L'Algérie a gagné 30 places au dernier classement "Speedtest Global Index" établi, pour le mois d'octobre 2021 concernant les vitesses de l'internet haut débit fixe, en grimpaant du 171<sup>e</sup> rang, occupé en mois de septembre dernier, à la 141<sup>e</sup> position. Cette remontée au classement qualifiée de "spectaculaire" dans une publication d'Ookla, la société qui établit ce classement, est liée à l'augmentation de la vitesse du débit internet pour l'ensemble du parc des abonnés en Algérie, cela en conservant les mêmes tarifs, au cours de 2021, en plus de la prise en compte d'un nouveau paramètre dans l'établissement de ce classement. En effet, Ookla a publié sur son site qu'elle allait inclure, "également", à partir de ce mois de novembre, "des données sur les performances médianes pour mieux refléter les vitesses qu'un utilisateur est plus susceptible d'atteindre". Ce paramètre de vitesse médiane sera le seul pris en compte dans l'établissement du classement "Speedtest Global Index" à compter du 15 février 2022, a annoncé, en outre, la société. Ainsi, l'Algérie se classe en tête des pays ayant bénéficié de cette nouvelle méthode de calcul des vitesses de débit internet fixe, alors que le Venezuela est le pays qui a perdu le plus de places (-35) en rétrogradant de la 129<sup>e</sup> à la 164<sup>e</sup> place. Pour cause, l'ancienne méthode de calcul se basait sur la moyenne arithmétique des vitesses de débit, alors que le nouveau paramètre adopté par Ookla, à présent, se réfère à la vitesse médiane. La différence entre les deux méthodes est expliquée par l'organisme qui réalise le classement par le fait que "la médiane est une mesure qui capture l'expérience de l'utilisateur type, étant moins susceptible d'être influencée, en termes statistiques, par les valeurs aberrantes de la moyenne". Ookla a estimé à ce titre que lorsque le gap entre le débit moyen utilisé par la majorité des utilisateurs est de loin inférieur à la vitesse de débit la plus haute, mais qui n'est accessible qu'à un nombre limité d'abonnés, cela influe sur la moyenne obtenue au final. L'homogénéité de la vitesse de débit en Algérie fait que la moyenne arithmétique et la médiane ne soit pas très différente (10,61 pour la moyenne arithmétique contre 9,85 pour la moyenne médiane). Cela contrairement au Venezuela où la moyenne arithmétique est estimée à 25,98, alors que la moyenne médiane chute à 5,85. A noter que plusieurs initiatives ont été enregistrées au cours de l'année 2021 afin de réviser les classements mondiaux dans différents domaines, et la décision prise en mois de septembre dernier par la Banque mondiale d'abandonner son étude annuelle "Doing business" en est l'exemple.